

MERKUR

Published by Luxembourg Chamber of Commerce
www.cc.lu

SEP • OCT 2023

Cover Story: Eco-innovation:
un vaste chantier

The Interview: Sébastien Wiertz
The Economy: Élections législatives



53 4 €
9 770241 841366

CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG



Épargner petit à petit

et profiter demain



do your thing



Le vaste chantier de l'éco-innovation

— Changement climatique, dégradation de l'environnement, pression sur les ressources naturelles, la transformation écologique de l'activité productive est devenue une nécessité. Au sein des pays de l'Union européenne, c'est même devenu une obligation suite aux engagements pris dans le cadre du plan *Fit for 55* visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55% au moins en 2030 par rapport à 1990. Ce n'est donc pas un hasard si le secteur des écotecnologies est en forte croissance, et cette tendance devrait encore s'accroître dans les années à venir. Mais qu'en est-il au Luxembourg? Le pays est-il prêt à saisir cette occasion pour devenir, comme il l'ambitionne, un territoire d'expérimentation de la transition écologique? Le dossier de ce Merkur tente de répondre à ces questions et de dresser un état des lieux de la situation au Luxembourg.

Au fil des pages, ce Merkur est l'occasion d'aller à la rencontre d'entreprises qui tendent à développer des projets éco-innovants. Ainsi, *The Interview* donne la parole à Sébastien Wiertz, *General manager* de Paul Wurth Incub, qui a vu le jour en 2016 dans le but d'intégrer les innovations - les Indu-Tech - dans divers secteurs de l'industrie.

Dans la rubrique *Success Story*, vous participerez à la rencontre d'Henri Reding, nommé en avril dernier, *Country Head Luxembourg*

d'Arcelor Mittal. L'entreprise industrielle effectue actuellement de nombreux investissements afin d'opérer une réduction de son empreinte environnementale. À lire encore dans cette rubrique, une interview de Patrick Marth et Rudy Kech, Co-CEO de la société, Brunata-Metrona qui développe des solutions et des outils innovants permettant de mieux gérer les consommations dans les logements collectifs et notamment l'eau, l'énergie et les déchets.

Dans la rubrique *Startups by Silicon Luxembourg*, fruit d'un partenariat conclu avec le média phare de l'écosystème startups du Luxembourg, vous pourrez découvrir sur 4 pages, un aperçu de la riche actualité startups du pays. Avec la rubrique *Starting blocks*, ces pages forment un ensemble présentant de nombreux entrepreneurs aux idées innovantes.

La rubrique *The Economy* revient plus en détail sur le télétravail, l'attraction des

talents au Luxembourg et les prochaines élections législatives. La Fondation IDEA s'intéresse à l'intelligence artificielle et ses liens avec la place financière, la rubrique *Legal Insight* offre un panorama d'actualités législatives en droit du travail. La rubrique *Market Watch* vous propose un détour par la Roumanie et la rubrique *Meet our Members* est partie à la rencontre de l'entreprise Space Time.

La version anglaise du dossier est à découvrir sur [cc.lu](https://www.cc.lu):



Bonne découverte et bonne lecture!

« Le secteur des écotecnologies est en forte croissance et cette tendance devrait encore s'accroître dans les années à venir. »

44

Cover Story:

Transition écologique Le vaste chantier de l'éco-innovation 44 — 55

Changement climatique, dégradation de l'environnement, pression sur les ressources naturelles : la transformation écologique de l'activité productive est devenue une nécessité. Au sein des pays de l'Union européenne, c'est même devenu une obligation suite aux engagements pris dans le cadre du plan Fit for 55. Ce n'est donc pas un hasard si le secteur des écotéchnologies est en forte croissance. Le Luxembourg est-il prêt à devenir un territoire de transition écologique ?



06 CORPORATE NEWS

06 — 24

Plus de 90.000 entreprises créent, innovent, produisent, embauchent, exportent, remportent des contrats, lancent de nouveaux projets...Rendez-vous avec la vie des entreprises du Luxembourg.

26 INSTITUTIONAL NEWS

26 — 42

Les chambres professionnelles, fédérations, associations, ministères et autres institutions, négocient, encadrent, forment, contribuent au débat public, organisent des rencontres... Rendez-vous avec leurs activités.

56 THE ECONOMY

56 — 68

Élections législatives

La Chambre de Commerce porte la voix des entreprises 56

Attraction des talents

Qui fait quoi? 60

Télétravail

Risques et opportunités au Luxembourg 62

The Eye of the Economist 64

Show and tell 66

In a Nutshell 68

70 IDEAS TO SHAPE THE FUTURE

70 — 71

Intelligence artificielle et place financière
Évolution d'une synergie

72 LEGAL INSIGHT

72 — 73

Droit du travail
Panorama d'actualités législatives

76 THE INTERVIEW

76 — 79

Sébastien Wiertz

82 STARTING BLOCKS

82 — 83

86 SUCCESS STORY

86 — 97

ArcelorMittal
L'acier à l'orée d'une nouvelle ère 86

Brunata-Metrona
Décomptes et des comptes 92



p. 06



p. 86



p. 98

98 MEET OUR MEMBERS 98 — 99

Space Time
Voyage dans l'espace-temps 98

100 MEET OUR PEOPLE 100

102 LUXEMBOURG RISING 102 — 103

104 IN THE SPOTLIGHT 104 — 110

Forum International Francophone de l'Évaluation 106

Réforme de l'arbitrage au Luxembourg 108

Apprendre tout au long de la vie avec les outils de l'IA 109

Nouvelles entreprises labellisées *Made in Luxembourg* 110

La version en anglais de la Cover Story consacrée à l'éco-innovation est à retrouver sur:
www.cc.lu/merkur



— ENGLISH CONTENT —

CORPORATE NEWS 22

INSTITUTIONAL NEWS 43

MARKET WATCH 74

Romania

STARTUPS BY SILICON LUXEMBOURG 80

STARTING BLOCKS 84

IN THE SPOTLIGHT 104

Go International Day:
Expand your Horizons! 104

Time for change at ICT Spring 107

Corporate News



Luxair Une commande de Boeing 737-7

La compagnie aérienne luxembourgeoise Luxair a sélectionné le 737-7 pour poursuivre sa stratégie de croissance des monocouloirs. En choisissant cet avion, Luxair deviendra le client de son lancement européen avec un accord pour l'achat de quatre appareils. Depuis mars 2023, Luxair a commandé quatre 737-8. Ainsi, l'engagement de la compagnie aérienne pour quatre 737-7 portera à huit les commandes fermes de Luxair pour les 737. Luxair loue également deux 737-8, depuis cet été 2023 en attendant la livraison de son premier 737-8. L'engagement continu de Boeing envers le développement durable se reflète dans la conception avancée du 737-7/8. En moyenne, chaque avion de cette nouvelle génération permettra d'économiser jusqu'à huit millions de livres d'émissions de CO₂ par an par rapport aux avions qu'il remplace. Ces avions sont également plus silencieux, créant une empreinte sonore 50 % inférieure à celle de ses prédécesseurs.

Fujitsu Luxembourg Ça «Pulse» pour le secteur IT

Fujitsu Luxembourg vient de lancer Pulse, une nouvelle plateforme de recrutement qui marque une étape importante dans la stratégie de croissance de l'entreprise et témoigne de son engagement à répondre aux besoins du secteur en pleine transformation digitale. La plateforme Pulse offre aux candidats une expérience de recrutement simplifiée, avec une

interface intuitive et conviviale. Elle propose une gamme d'outils avancés, tels que des moteurs de recherche spécialisés, des recommandations de postes personnalisés et une facilité de candidature en ligne. Grâce à ces fonctionnalités, les candidats pourront trouver facilement des opportunités professionnelles pertinentes, correspondant à leurs compétences et aspirations.

Noosphere Collaboration avec Aral

Après plusieurs mois de travail, Aral Luxembourg et Noosphere Brand Strategy ont annoncé leur nouvelle collaboration. En tant qu'agence *lead*, Noosphere mettra son expertise stratégique et marketing au service du développement digital d'Aral et de son réseau de 57 stations-service. Aral Luxembourg souhaite développer davantage son volet digital tout en gardant sa qualité de service et communication directement sur le lieu de vente. Noosphere travaillera en duo avec l'agence Iddi Fix – partenaire historique de la marque qui reste en charge de la production, distribution des outils de promotion et communication PLV sur les points de vente Aral. Élaboration d'un plan stratégique, gestion des opérations, mise en place des campagnes 360° et planning éditorial sur les réseaux sociaux : Noosphere travaillera main dans la main avec les équipes Aral sur le positionnement de marque fruit d'une analyse d'audience ultra-précise réalisée par Noosphere.



— LATITUDE / SATURNE TECHNOLOGY —

Partenaires d'innovation

Le partenariat entre Saturne Technology, un des leaders européens de la fabrication additive métallique par fusion laser, et Latitude passe en phase opérationnelle.

Zéphyr est le premier nano-lanceur fabriqué en France, par l'entreprise aérospatiale Latitude. Son ambition : la mise en orbite à prix compétitifs de petits satellites, aujourd'hui en plein essor, ouvrant de plus en plus de perspectives pour un grand nombre d'applications scientifiques, institutionnelles ou commerciales. Les 10 moteurs Navier qui propulseront ce nano-lanceur – 9 sur le premier étage et 1 spécialement adapté à la propulsion dans le vide spatial sur le second – présentent la particularité d'être réalisés en impression 3D métallique par l'entreprise luxembourgeoise Saturne Technology. La technologie de fabrication additive permet de s'affranchir de la complexité d'un moteur traditionnel, généralement constitué de centaines de pièces. Composé d'un alliage Inconel 718, ce moteur est capable de fonctionner à des températures bien supérieures à 700°C et présente une grande résistance à l'oxydation et la corrosion. Après une première mise à feu réussie en janvier 2023, une nouvelle étape clé vient d'être franchie avec de nouveaux tests concluants, cette fois-ci en poussant les moteurs au maximum de leur capacité. De nouveau réalisés en Écosse sur la base de lancement de SaxaVord en mai dernier, ces essais viennent couronner plus de deux années de conception et de développement de la part des équipes de Saturne Technology et Latitude. Forts de ce nouveau succès, les deux partenaires entendent tester, dès la fin de cette année, la version de vol. Ils misent sur un lancement effectif de Zéphyr fin 2024, avant de passer en phase pleinement opérationnelle avec jusqu'à une cinquantaine de lancements par an en 2030. —



— MELLIS —

Le merveilleux monde du miel!

S'inspirant des épicerie fines proposant exclusivement des produits tournant autour du miel, la marque luxembourgeoise Mellis s'est installée à Luxembourg-ville jusqu'au mois de janvier 2024.

Depuis sa création en 2017, la marque luxembourgeoise Mellis (*du miel* en latin) s'est donné comme objectif de valoriser le miel, de soutenir les apiculteurs et de sensibiliser le public à l'importance des abeilles. Mellis retravaille et incorpore le miel de grande qualité dans différents produits et a ainsi développé toute une gamme de spiritueux au cours de ces dernières années. Mellis a récemment enrichi sa gamme en y intégrant également les produits de producteurs partenaires. Le pop-up store offre une découverte du miel célébré sous toutes ses formes : des créations sucrées et salées, des cosmétiques et bien d'autres surprises mielleuses. Des dégustations et événements réguliers seront également proposés. *Mellis 26, rue des Capucins - Luxembourg.*



— AUTOPOLIS —

Acquisition de FordStore Collé

Autopolis, une filiale de Van Mossel Automotive Group, a finalisé l'acquisition du FordStore Collé à Niederkorn.

Après la reprise d'une partie des activités d'Autodis en décembre 2022 et l'ajout récent de la marque Kia en janvier 2023, Autopolis poursuit sa stratégie d'expansion ambitieuse. Cette nouvelle acquisition comprend la concession Ford, ainsi que les services de carrosserie, de dépannage et de transformation de véhicules. Tous ces services seront maintenus à Niederkorn. Avec le personnel de FordStore Collé, ce sont au total 450 personnes qui travaillent maintenant pour Autopolis. L'enseigne profitera également de ce nouveau point de vente pour y installer un centre de véhicules d'occasion, offrant ainsi un accès à un vaste stock de véhicules disponibles à la vente sur 4 sites.



— LEASYS —

Reprise de LeasePlan au Luxembourg

Leasys, détenue à parts égales par Stellantis et Crédit Agricole Consumer Finance, a finalisé l'acquisition de LeasePlan Luxembourg.

Cette transaction augmente la flotte active de Leasys, contribuant ainsi à la croissance de l'entreprise avec pour objectif d'atteindre 1 million de véhicules en parc d'ici 2026 et accélérant ainsi le développement de la société dans des pays européens stratégiques, conformément à son ambition de figurer parmi les leaders européens du financement automobile.

Leasys propose des solutions de mobilité qui vont de la location flexible à moyen et long terme aux systèmes de gestion pour les entreprises, garantissant une mobilité efficace, rationnelle, sûre et durable. Leasys opère déjà dans 11 pays européens sous l'égide de Stellantis, avec une approche multimarque, et à travers différents canaux de vente : le réseau Stellantis, les courtiers indépendants, les ventes directes et les canaux digitaux. La stratégie de l'entreprise consiste à proposer des solutions de mobilité innovantes offrant la meilleure expérience au client. La location à long terme sera un moteur de la transition vers l'électrification. «*La nouvelle structure a de fortes ambitions et des atouts majeurs tels que le sourcing, l'approche multimarque, le financement, le réseau, la digitalisation et les capacités d'investissements en étant soutenus par des actionnaires solides*» explique Joel Fernandes, Managing Director de LeasePlan Luxembourg devenu désormais Leasys Luxembourg.

— POST LUXEMBOURG —

Électrification du parc de véhicules

POST Luxembourg a présenté cet été l'infrastructure de recharge, les différents véhicules de sa flotte opérationnelle électrique, ainsi que la formation à l'éco-conduite.



Le choix du site pour la présentation s'est porté sur le Centre de distribution régional de Bascharage, le premier site de POST Luxembourg à disposer avec ses 40 bornes AC et 1 borne DC de l'infrastructure de recharge nécessaire pour que la flotte de voitures opérationnelles soit entièrement électrifiée. Sur les 38 véhicules opérationnels du Centre de distribution de Bascharage, 33 sont des véhicules à 100% électriques. POST Luxembourg comptera d'ici fin 2023, réparti sur 17 sites, un total de près de 500 bornes de recharges permettant à environ 300 véhicules électriques de POST Courier et de POST Technologies d'être alimentés

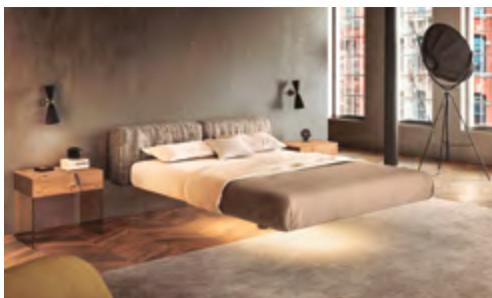
en électricité, entièrement couverte par des certificats verts. Au même titre que le déploiement du nombre de bornes de recharge en nombre suffisant, un autre facteur déterminant de l'électrification d'un site repose dans la capacité d'adapter le réseau d'électricité à l'aide de sous-répartiteurs et de transformateurs, chose faite chez POST Luxembourg. Une formation à l'éco-conduite sera proposée à tous les collaborateurs de POST Luxembourg. Outre l'aspect économique qui se traduit par une réduction de la consommation, ce type de conduite présente des avantages indéniables en termes de sécurité routière.

— LAGO —

Le design italien s'installe en ville

En plus de son adresse historique, la marque de design italien contemporain a ouvert un nouveau magasin à Luxembourg-ville.

Un tout nouvel espace vient compléter le magasin historique de Bereldange qui est depuis plus de 10 ans la référence du design italien LAGO au Luxembourg. Ce nouveau point de vente s'est installé rue Notre Dame, où il est possible de voir une large gamme de meubles à concevoir en fonction de l'espace et des besoins de chacun : meubles de salon, salles à manger modernes, chambres à coucher, et rangements modulables contemporains qui donnent forme à des atmosphères diverses. La boutique dispose aussi des nombreux catalogues de la marque pour retrouver les icônes et les nouveautés de la collection LAGO et composer son projet. Le style est toujours raffiné et original : les canapés ergonomiques, les lits comme suspendus dans les airs, les bibliothèques sur pied et les cuisines personnalisées expriment l'essence du style contemporain tout en gardant un côté chaleureux. —



— SALES-LENTZ —

Les dépôts au nord du Luxembourg électrisés!

Sales-Lentz, acteur majeur dans le domaine du transport, marque le début d'une nouvelle ère en inaugurant trois dépôts électrifés dans la région de l'Oesling.

Après 18 mois de travaux importants d'électrification, les trois dépôts de l'entreprise au nord du pays disposent désormais de stations de recharge innovantes et performantes. Ces installations modernes témoignent de l'engagement inébranlable de l'entreprise envers une mobilité respectueuse de l'environnement et ouvrent la voie à un avenir plus écologique pour les transports publics dans la région. L'événement d'inauguration a été marqué par une démonstration de cette technologie de pointe, mettant en avant les avancées réalisées, ainsi que par une table ronde portant sur les défis de l'électrification du transport public.

Les trois dépôts du Nord, situés à Allerborn, Hosingen et Koetschette, sont désormais équipés de 70 nouveaux points de recharge. Ceux-ci offrent une puissance de 52 à 150 kW, totalisant ainsi une puissance de 2.400 kW, et sont exclusivement alimentés par de l'électricité verte naturelle issue de sources renouvelables. Cette configuration importante permet la recharge simultanée de 72 véhicules. Une fois que ces installations fonctionneront à pleine capacité, Sales-Lentz pourra économiser jusqu'à 2.400 tonnes de CO₂ par an. Cette transition vers l'électrique implique également l'acquisition de nouvelles

compétences et une compréhension approfondie des nouvelles technologies et normes de sécurité. C'est pourquoi l'accent a été mis sur la formation continue des chauffeurs et mécaniciens, afin d'optimiser l'exploitation de cette technologie de pointe. Grâce à l'électrification de ses dépôts, Sales-Lentz confirme son engagement pour l'innovation, la durabilité et l'amélioration continue de la mobilité. En investissant dans des infrastructures de pointe et en comptant sur l'expertise de partenaires clés, l'entreprise souhaite se positionner comme leader dans le domaine du transport public électrique et œuvrer pour un futur plus respectueux de l'environnement. —



Lunch Pass Sodexo 17.179 euros collectés!

Depuis juillet 2009, Sodexo et Caritas Luxembourg unissent leurs forces pour venir en aide aux familles dans le besoin au Luxembourg. La dernière campagne de collecte *Lunch Pass* aussi bien en version papier qu'en digital, a ainsi rapporté la somme de 17.179 euros. Une collecte supplémentaire, organisée pour soutenir les actions de Caritas en faveur des victimes du conflit ukrainien, est incluse dans ce chiffre : 4.481 euros ont été collectés pour cette cause. Parallèlement, les collaboratrices et collaborateurs de Sodexo

se sont également montrés solidaires en s'engageant à titre bénévole : ils ont préparé des gâteaux qu'ils ont ensuite distribués aux clients. Les épiceries sociales Caritas Buttek sont très sollicitées et nombreux sont les clients qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts à la fin du mois et qui y font leurs achats à un bas prix. La campagne *Lunch Pass* permet de soutenir financièrement ces épiceries sociales de Caritas Luxembourg et d'offrir ainsi une aide considérable aux familles dans le besoin au Luxembourg. En 2022, 5.360 personnes ont été soutenues par le biais des épiceries sociales, dont 1.478 enfants. L'édition 2023 a été lancée en juillet dernier.

Encevo Rachat de Nextmove

Encevo, leader régional de l'énergie et acteur-clé de la transition énergétique au Luxembourg, a racheté en juillet dernier les activités Nextmove de la société belge Powerdale. Ces activités reprennent la gestion, l'opération et l'exploitation d'une plateforme, qui gère au quotidien une cinquantaine de milliers de bornes de recharge et autant d'utilisateurs de cartes de recharge électrique ainsi que des applications liées à l'électromobilité. Cette application, utilisée entre autres par de grands groupes en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg, sera exploitée



par diego Luxembourg, filiale à 100% d'Encevo au travers de Teseos Luxembourg. La continuité de la plateforme, des applications et des services sera donc garantie par diego Luxembourg et les clients seront informés individuellement de cette transition.



Véhicules
Utilitaires

This is AMAROK

The new pickup from Volkswagen

Amarok Life

2.0 TDI 205 ch, boîte auto. 10 vitesses
4MOTION avec 5 places

PRIX NET
45.500,- € TTC

SOIT UN AVANTAGE DE
6.060,- € TTC

5 ANS de garantie
(150.000 km)
OFFERTE



Découvrez également les 3 autres finitions en 3.0 TDI 240 ch et 6 cylindres !
Vous trouverez plus d'infos sur volkswagen-utilitaires.lu ou chez votre concessionnaire : Garage Losch Truck, Van & Bus, Garage Pepin & Garage Biver.

Consommation combinée moyenne Amarok (WLTP) : 10,3 – 8,7 l / 100 km. Émissions CO₂ combinées : 269 – 229 g/km.
Les valeurs de consommation et d'émission indiquées ont été déterminées selon les méthodes de mesure prescrites par la loi.
Pour plus d'informations, voir volkswagen-utilitaires.lu ou contactez votre concessionnaire Volkswagen Véhicules Utilitaires.
Photos non contractuelles. Sous réserve de modifications ou d'erreurs. Offres valables pour des commandes jusqu'au 28.10.23.

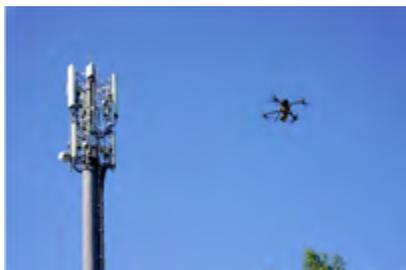
volkswagen-utilitaires.lu

— ORANGE LUXEMBOURG —

Des drones pour la gestion du réseau mobile

Suivant sa démarche d'innovation et de soutien aux startups, Orange Luxembourg s'est rapproché de la startup FIRIS.

Spécialisée dans les technologies de modélisation et de cartographie 3D des espaces, notamment grâce à l'usage de drones, FIRIS, startup établie à Luxembourg depuis sa création, permet à l'opérateur d'améliorer et sécuriser la gestion et la maintenance des antennes constituant l'ensemble de son réseau mobile. Les drones, notamment, permettent d'éviter que des agents aient à grimper sur des pylônes. La technologie LIDAR qu'ils embarquent permet aussi d'effectuer un ensemble de mesures et de collecter de nombreuses données utiles à l'amélioration du réseau en intérieur ou en extérieur. Au-delà de la réduction du risque auquel s'exposent les opérateurs en charge de la gestion et de la maintenance du réseau, la démarche est plus efficace et moins coûteuse. —



— OBERWEIS —

Réouverture de la boutique Gare Centrale

Après plusieurs semaines de travaux et la mise en place d'un espace de vente provisoire devant la Gare Centrale de Luxembourg, la boutique Oberweis a rouvert ses portes.

Afin de toujours offrir un meilleur service à ses clients, la maison Oberweis a réaménagé sa boutique située place de la Gare à Luxembourg-ville. Dans la lignée de ses autres boutiques, la décoration a été intégralement repensée, adoptant un style plus chic et épuré, tout en conservant le charme et les mosaïques de l'ancienne boutique. Les habitués et les voyageurs pourront toujours y retrouver une large sélection de produits salés et sucrés à emporter ainsi que les classiques de la maison. —



— ACF GROUP / IN EXTENSO BELUX —

Rapprochement stratégique

ACF Group, important cabinet belgo-luxembourgeois d'experts-comptables et de réviseurs d'entreprise, intègre In Extenso Belux.

Après VO Consulting en janvier 2023, ACF Group rejoint à son tour le réseau In Extenso, l'un des leaders français de l'expertise comptable, avec plus de 250 implantations dans l'Hexagone. Ces deux entités sont désormais réunies sous la marque In Extenso Belux, dont l'ambition est de devenir le leader dans l'accompagnement des entrepreneurs en Wallonie et au Luxembourg. Ce rapprochement stratégique va permettre à ACF Group, cabinet belgo-luxembourgeois d'experts-comptables et de réviseurs d'entreprise fondé en 2008, de poursuivre sa croissance et assurer sa transformation digitale au Luxembourg et en Belgique, tout en profitant de l'expertise et du support d'un groupe qui compte déjà près de 5.800 collaborateurs sur le territoire français. De son côté, In Extenso Belux a trouvé dans ACF Group un partenaire qui partage la même philosophie et les mêmes valeurs, en plaçant l'humain au cœur de la relation. Implanté à Luxembourg-ville et Doncols, dans le nord du Luxembourg, ainsi qu'à Bastogne, Marche-en-Famenne et Liège, ACF Group permet à In Extenso Belux de franchir un premier pas important dans sa volonté d'élargir ses services à l'ensemble du Grand-Duché et de la Wallonie, mais aussi de diversifier ses activités. —

— CACTUS, CFL, POST ET RTL —

Associés pour créer LuxID

Cactus, CFL, POST Luxembourg et RTL Luxembourg ont constitué en juillet dernier le groupement d'intérêt économique (GIE) LuxID, une solution d'identité digitale.



Le nouveau GIE formalise la coopération entre les quatre acteurs en vue de la mise en place d'une solution d'identité digitale commune, qui sera officiellement lancée fin 2023, visant à fournir une solution de login commune et sécurisée et à offrir une expérience unifiée sur les sites internet, plateformes et applications en ligne. LuxID se présente comme alternative aux solutions d'authentification proposées par des acteurs connus du domaine des médias sociaux. Cette initiative a vocation à être utilisée, outre par ses quatre partenaires initiaux, aussi largement que possible et s'adressera aussi bien aux

entreprises de toutes tailles du Luxembourg et de la Grande Région qu'aux acteurs publics. LuxID sera conçue de sorte qu'un développement continu puisse maintenir le niveau de sécurité à long terme et que des fonctions supplémentaires puissent être ajoutées pour des cas d'utilisation futurs. Disponible fin 2023, la solution d'identité numérique LuxID sera hébergée à 100 % au Grand-Duché par POST Luxembourg et permettra aux utilisateurs de gérer leurs données personnelles et contrôler leurs accès de façon transparente, en conformité notamment avec la réglementation relative à la protection des données. —

PLONGEZ DÈS AUJOURD'HUI DANS L'AVENIR ÉLECTRIQUE.

Électrisez vos sens avec les innovations technologiques de notre gamme 100% électrique, disponible immédiatement. Rendez-vous chez votre Concessionnaire Agréé Mercedes-Benz lors de la Foire d'Automne **du 22 au 24 septembre** ou sur mercedes-benz.lu.



Mercedes-Benz



15,4 - 25,6 kWh/100 KM • 0 G/KM CO₂ (WLTP).

— SOGELIFE —

Arrivée dans le megaverse!

À l'occasion du lancement de *premium.sogelife.com*, nouveau portail dédié aux partenaires de la compagnie, Sogelife, acteur majeur de l'assurance-vie luxembourgeoise, lance une nouvelle expérience digitale et annonce son incursion dans le megaverse, le metaverse luxembourgeois. Sogelife et Virtual rangers ont créé un espace virtuel (*spot*) aux couleurs de Sogelife, doté d'un esthétisme fidèle à l'original et aux accents luxembourgeois. Cet espace permettra aux habitants du megaverse de découvrir *premium.sogelife.com* et toutes ses fonctionnalités. Pour les candidats potentiels, une partie du *spot* est entièrement dédiée aux recrutements, avec la possibilité de faire des entretiens 100% virtuels. Enfin, une troisième partie du *spot* met en avant les actions RSE de la compagnie avec la consultation du rapport extra-financier. Les visiteurs ont également accès à l'offre et aux services de Sogelife. —



— CACTUS / FÈSCH HAFF —

Projet pilote d'aquaponie

Cactus et la startup Fèsch Haff, pionnière au Luxembourg à cultiver des fruits et légumes en aquaponie, se lancent dans un nouveau projet. Cactus sera la première entreprise de grande distribution au Luxembourg à introduire dans son offre des produits émanant d'une culture d'aquaponie – des fruits et légumes produits de façon innovante, écologique et sur le territoire national. L'aquaponie allie deux techniques d'élevage: l'aquaculture, qui consiste en l'élevage d'animaux aquatiques, et l'hydroponie, qui est la culture des plantes dans l'eau. Fèsch Haff utilise de plus l'*horizontal farming* (plantation à l'horizontale) permettant des gains en énergie et contournant la saisonnalité. L'aquaponie permet de consommer 98% moins d'eau que l'agriculture traditionnelle. —



— eSST —

Réduire les risques liés au radon

Le site internet <https://radon.lu> est désormais en ligne pour accompagner les employeurs sur leurs obligations liées à l'exposition au radon. Le radon est un gaz radioactif naturel, incolore et inerte qui émet des rayonnements ionisants alpha. Il est classé par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) comme cancérigène certain. Le plan d'action national sur le radon (2021-2028) prévoit notamment des actions de radioprotection à mettre en œuvre pour réduire les risques dus aux expositions. Pour mieux sensibiliser les entreprises et administrations aux risques que pose une exposition au radon, eSST, agréée par le ministère de la Santé, effectue des mesures radon et le site <https://radon.lu> apporte des informations aux entreprises pour leur démarches. —



— POST / LUXCONTROL —

Label Cyberscore pour entreprises

POST Luxembourg et LUXCONTROL s'associent en vue de venir en aide aux petites et moyennes entreprises luxembourgeoises pour évaluer et améliorer leur posture face aux risques liés à la cybersécurité et pour répondre ainsi aux exigences accrues en matière de sécurité de l'information. Cyberscore est un nouvel outil d'évaluation et de labellisation qui s'appuie sur l'expérience reconnue de LUXCONTROL dans le domaine de la gestion des risques liés à la sécurité, l'analyse et l'audit dans le contexte des normes luxembourgeoise et européenne ainsi que sur l'expertise de POST Luxembourg en matière de cybersécurité et de solutions ICT. L'entreprise se voit attribuer un Cyberscore allant de A à E, accompagné d'un rapport détaillé indiquant les forces et faiblesses spécifiques et le cas échéant, des recommandations pour y remédier. —



— MICROLUX —

My Microbusiness récompense l'entrepreneuriat

La deuxième édition du concours, organisée par Microlux, a récompensé l'initiative entrepreneuriale et l'impact de quatre entrepreneuses.



Le concours *My Microbusiness*, organisé par Microlux avec l'appui de BGL BNP Paribas, Foyer, Cactus, Arendt et Medernach et l'Essentiel, vise à mettre en valeur les microentrepreneurs accompagnés et financés par l'institution de microcrédit. 20 projets ont été présélectionnés par Microlux et présentés aux partenaires du concours qui ont eu la tâche de choisir quatre lauréats sur base des critères suivants: le parcours de vie du créateur d'entreprise, l'impact social du projet et les perspectives de développement. Les quatre gagnantes sont:

Gabriella, créatrice de Awka – marque de mode durable promouvant l'artisanat équatorien; Alice, créatrice de Volio – épicerie fine de produits italiens; Cynthia, créatrice de Serenity Bali – salon de massage; Isabel, créatrice de Bitzbel – boutique de mercerie et retouches. Le prix Coup de Cœur du Public, a été remporté par Isabel de Bitzbel Couture suite à un vote très serré. La couturière qui «a réalisé son rêve d'enfance» de créer sa propre entreprise à 48 ans recevra un support en communication de L'Essentiel. —

NOUVELLE
RENAULT CLIO
E-TECH FULL HYBRID
145 CH

E-Tech days en septembre
portes ouvertes 22 & 23



plus d'info



jusqu'à 80% de conduite électrique en ville⁽¹⁾
jusqu'à 40% d'économie de carburant⁽²⁾

4,2 - 5,4l/100km · 93 - 121gr CO₂/km (wltp)

contactez votre distributeur pour toute information relative à la fiscalité de votre véhicule

(1) temps de conduite, suivant état de charge de la batterie et style de conduite/source interne Renault/2022 (2) pour une motorisation E-Tech full hybrid comparée à une motorisation thermique et suivant style de conduite, selon protocole WLTP urbain/source interne Renault mars 2023, annonceur : Renault belgique-luxembourg s.a. (importateur), chaussée de mons 281, 1070 bruxelles, TVA BE 0403 463 679, IBAN BE76 0017 8828 2195, rpm bruxelles.  DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

Renault préconise 



Kaman Leung
Benelux COO,
UNIQLO

“We would like to strengthen our business in the Benelux region”

What does the opening of this first store in the Grand Duchy mean?

This Fall we will be opening our first UNIQLO store in Luxembourg. With this store, we will be entering our 11th market in Europe. We opened the first stores in Belgium in 2015 and in The Netherlands in 2018 and have since expanded our business in the Benelux region further. Through opening a store in Luxembourg, which has strong geographical and economic ties with both countries, we would like to strengthen our business in the Benelux region. Aiming to provide clothing that is designed to make everyone's life better, UNIQLO is recognised for LifeWear: innovative, high-quality clothing that is universally appealing in design and comfort. This unique philosophy, which is appreciated by customers worldwide, includes hero products such as HEATTECH, Cashmere sweaters and Ultra Light Down, which will be offered at the UNIQLO Grand-Rue store.

Are there any special features?

The new store will offer the full range of core items for men, women and kids. We are also very proud to be launching the RE.UNIQLO STUDIO, a dedicated space for pursuing a new future for clothes, to coincide with the opening in our Grand-Rue store. Keeping UNIQLO items in circulation longer and maximising the possibilities the clothes have to offer, RE.UNIQLO Studio aims to help customers enjoy LifeWear for longer. The RE.UNIQLO Studio will offer services to repair, remake and maintain their clothes for longer. To date, we have opened these Studios across the majority of the EU markets, including the UK, France, Germany, Spain, Italy, Denmark and plan to roll this program out at a global level.

Are there any plans to expand our presence in Luxembourg with the opening of further stores?

For now, we will focus on building brand awareness among customers in Luxembourg about UNIQLO's LifeWear through the first store, learn more about their consumer habits as well as hear firsthand from the locals and frontaliere what their favorite items are.

— UNIQLO —

Opening First Store in Luxembourg in Fall 2023

UNIQLO will open a first store in Luxembourg located in the heart of the city on Grand-Rue in this Fall 2023.

This opening will mark the next phase of the company's expansion across the Benelux Region as the UNIQLO Grand-Rue will become its 6th store in the region (the brand is already present in Amsterdam, Brussels and Antwerp and briefly set up a shop in Metz). The new store, with a total of approximately 950m² spread over 3 floors, will offer the full range of core items for men, women and kids. UNIQLO is the world's 3rd largest clothing retailer. Founded in Japan in 1984, UNIQLO now has over 2.300 shops worldwide. Aiming to provide clothing that is designed to make everyone's life better, UNIQLO is recognised for LifeWear: innovative, high-quality clothing that is universally appealing in design and comfort. This unique philosophy, which

is appreciated by customers worldwide, includes hero products such as HEATTECH, Cashmere sweaters and Ultra Light Down, which will be offered at the UNIQLO Grand-Rue store. With its LifeWear philosophy, UNIQLO is committed to designing clothing of authentic quality and unprecedented values, to help improve the quality of life for everyone. Through its unique partnership with the United Nations High Commissioner for Refugees, UNIQLO has created a global recycling programme to provide clothing assistance to refugees and displaced people. UNIQLO is looking to hire for its new store in Luxembourg. —

More info:
www.uniqlo.com/eu/en/content/luxembourg



Financement de l'UE pour votre entreprise



Protégez votre
propriété intellectuelle

Économisez jusqu'à
2725 €

Prochaine

Séance d'information en ligne

avec un expert de l'EU IPO

le **5 octobre 2023** | de 10h00 à 11h00

Inscrivez-vous ici



L'EU IPO ne peut être tenu pour responsable de l'usage qui pourrait être fait de l'information contenue dans cette annonce.

Quintet

With BlackRock to extend investment capabilities

Quintet Private Bank, headquartered in Luxembourg and operating across Europe, announced the signing of a Memorandum of Understanding (MoU) with BlackRock, the world's largest asset manager. This will extend Quintet's investment capabilities, significantly strengthening its ability to meet the long-term needs of its clients while retaining full control of all its investment decision-making. Under the terms of the recently signed MoU, BlackRock will provide the European private bank with access to an expanded set of investment tools, products and solutions. Quintet will draw upon a range of new funds, launched exclusively for its clients, leveraging BlackRock's scale. Quintet will also have access to Aladdin, BlackRock's proprietary risk-management technology platform, which will be deployed to support risk management and reporting of Quintet's funds and discretionary solutions. BlackRock will provide advice on Quintet's asset-allocation strategy, reflecting the specific investment objectives designed by Quintet to meet the needs of its clients. While retaining its open-architecture approach, the European private bank will have access to an extended product range via BlackRock, benefiting from its support in the selection and monitoring of third-party managers. Quintet will therefore be able to provide its clients with access to a broader universe of investment opportunities.

— MAANA ELECTRIC —

100 million euros for the first commercial purchase orders

Maana Electric gets renewed support from the Luxembourg Space Agency and the European Space Agency and received its first purchase orders worth over 100 million euros for its automated solar panel manufacturing solution.



Maana Electric, the tech disruption champion in green manufacturing for solar energy, announced on its fifth birthday a new agreement with the European Space Agency. The extension of the contract, supported by the LuxIMPULSE programme of the Luxembourg Space Agency, will allow the company to perfect the breakthrough technologies required for its TerraBox system, to transform terrestrial sand and lunar regolith into solar panels. The company also announced proudly its first commercial purchase orders, representing revenues of more than 100 million euros from 2024 to 2026. These orders are related to Maana Electric's FIS Machines, which are automated mobile factories to produce solar panels. The company has orders for more than 20 such machines. Maana Electric develops green technologies over the entire value chain of solar panel manufacturing. Stemming from its space industry background, the company applies its system engineering approach to solve major problems across the entire solar supply chain. Their key technologies are green manufacturing processes for solar panels, cells, and silicon production to make the most sustainable and ESG-compliant solar products on the market. The company's ultimate goal is to develop its TerraBox system, capable of producing solar panels anywhere in the world, using only In Situ Resources (ISRU). ISRU means using only the locally available resources to produce goods. Maana Electric is currently in discussions with many other solar energy developers, mostly in Africa and the Middle East, to deploy many more machines in the coming years. —

— INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT GROUP —

Acquiring a majority stake in Bank Degroof Petercam

Indosuez Wealth Management Group has signed an agreement to acquire a majority stake in Degroof Petercam.

The proposed acquisition is being carried out in partnership with the CLdN group, Degroof Petercam's core shareholder, which will retain a stake of around 20%, reflecting the desire to preserve its roots and domestic presence in Belgium, in line with the Crédit Agricole group's partnership culture. Degroof Petercam, an independent family group whose origins go back more than 150 years, is a diversified bank with client assets totaling 71 billion euros. The group has attractive positions in Belgium, Luxembourg and France in private banking, and internationally in asset management, investment banking and asset services. The combination of Degroof Petercam and the Indosuez Wealth Management group would create a pan-European leader in wealth management, benefiting from global growth drivers and positioning itself as a consolidator of the sector in

Europe. This project will provide clients with high value-added services thanks to the combined expertise and access to the Crédit Agricole group's international network and financing capabilities. This project would also enable the Crédit Agricole Group to significantly strengthen its presence in Belgium and to expect significant synergies with its various entities. As part of this transaction, a long-term partnership agreement will be signed with CLdN, which will include liquidity mechanisms. Following the acquisition of a majority stake, a voluntary tender offer will be launched with Degroof Petercam's minority shareholders, with the intention for CA Indosuez Wealth (Europe) to acquire the remaining capital on the same terms as those for the acquisition of the majority stake. —



ROCKIDS RECRUTE !

Pourquoi embarquer dans l'aventure Rockids ?

- Expertise et moyens d'un groupe international
- Structures familiales à travers tout le pays
- Gestion autonome des structures par nos équipes
- Parcours d'intégration et formation continue
- Valorisation des compétences de TOUS
- Programme de mobilité interne
- Avantages extra-salariaux
- Echanges constructifs lors d'ateliers internes
- Nombreux moments d'équipe !

Vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique et passionnée ?

Retrouvez nos offres sur notre site internet !



 jobs@rockids.lu

 rockids.lu/nous-recrutons

— CACTUS / GREENWORLDER —

Reimagining the future of social media

Cactus becomes one of the first partners to Greenworlder, an ethical social media platform focusing on values such as sustainability, responsibility and authenticity.

The partnership with Greenworlder is an opportunity for Cactus to support the development of sustainable local firms and brands it believes to be contributing to a greener future for Luxembourg and the world. Its focus on sustainability and ecological awareness, coupled with a non-intrusive advertising model which doesn't track users' activity nor steal their private data, makes Greenworlder stand out among a variety of social media platforms. Greenworlder's focus on fostering engaged and interactive communities, as well as productive dialogue and collective mobilisation against climate change, makes it an attractive option for a sustainability-minded audience who's tired of algorithmically narrow viewpoints and widespread greenwashing. This approach reflects the economic, environmental, and social responsibilities that Cactus is aware of. —



Luxprovide / Datathings Offering customers seamless and efficient scaling

LuxProvide and DataThings wish to ensure that businesses can easily scale up their operations while enjoying the strictest data sovereignty measures, all data being stored locally in Luxembourg. LuxProvide supports DataThings in optimising its technology – GreyCat - for enhanced performance. Through this partnership, DataThings will gain access to the massive processing power of the Meluxina

supercomputer, enabling them to scale their client's applications further and capitalise on its capabilities. LuxProvide will ensure that DataThings technology – GreyCat - seamlessly integrates with the supercomputer. A significant advantage of this partnership is the ability for customers to experience a quick return on investment, even if their current solution does not require a supercomputing infrastructure. GreyCat is made to do more with the resources available, pushing infrastructures to their limits before scaling.

— BALOISE / BPI REAL ESTATE / CLE —

WOODEN office building officially inaugurated

Baloise, BPI Real Estate and CLE moved into their new office building in Leudelange entirely build out of wood originating from the Greater Region.

The interplay of wood, light and openness to the outside in the newly opened office building WOODEN in Leudelange has positive side effects for the employees of the three tenants. These are expressed in a reduction of stress, an increased sense of well-being and, at the same time, better effectiveness at work. All the facades in glass and the level of natural light are optimal and contributes to the visual comfort of the occupants. The decorative wooden staircases invite people to walk more and move between different areas. The design of the different spaces promotes creative exchange among colleagues and different departments. The 9,600 m² office building offers space for 570 employees of whom 470 are employed by Baloise.

The real estate sector currently accounts for more than a third of CO₂ emissions. WOODEN can be considered as a showcase project when it comes to sustainability and the environmental footprint of buildings. The building is constructed by wood originating from PEFC-certified forests from the Greater Region. For every tree felled, two are replanted. The advantage by using wood allows off-site prefabrication, which offers better working conditions for workers, reduces the

waste of raw materials to a maximum and reduces the number of trucks needed for transportation to the construction sites. Wooden is in the process of obtaining WELL Building Standard Gold certification. It is the first construction label in the world that assesses the health and well-being of building users according to 10 criteria: air, water, food, light, movement, temperature, sound environment, materials, atmosphere and community. It is also in the process of being certified BREEAM Excellent, the world's leading science-based validation and certification scheme for sustainable buildings. —



Luxembourg Institute of Health Revolutionary medical research breakthrough

Luxembourg scientists from the Luxembourg Institute of Health (LIH) demonstrate the impact of a drug slowing down the progression of leukaemia by blocking cancer-causing genes. Their findings offer new hope for patients with chronic lymphocytic leukaemia (CLL) and pave the way for innovative therapeutic avenues against cancer. Scientists demonstrated that synthetic flavagline FL3, a known inducer of cancer cell death, effectively inhibits translation and synthesis of proteins associated with key cellular



processes. FL3 selectively targeted malignant CLL cells without affecting healthy B cells which provides a promising strategy for selectively combating cancerous cells while leaving healthy cells unharmed. FL3 combined with anti-PD1 immunotherapy indicates that FL3 may also enhance anti-tumour immunity.



YOUR
BRIDGE
TO LIFE

SPUERKEESS.LU/logement

Parlons logement!



Deloitte

Launch of a foundation

Deloitte Luxembourg announced the establishment of the Deloitte Foundation, a philanthropic organisation dedicated to building meaningful and enduring impact on society through long-lasting partnerships, innovative programs, and targeted action in collaboration with non-governmental organizations (NGOs) and associations based in Luxembourg and the Greater Region. With a deep-rooted commitment to corporate social responsibility, Deloitte Luxembourg has strived to make a difference beyond its core business operations for the past 70 years. The launch of the Deloitte Foundation, as an independent entity, is a significant milestone in the Firm's journey to give back and contribute to the betterment of society in one collective and influential mission. It will focus on key areas aligned with the company's core values: health and wellbeing; education and talent; diversity, equity, and inclusion; sustainable communities; and climate action.

CERATIZIT

First footprint standard for cemented carbide

CERATIZIT, a Plansee Group company, will introduce the first standard for calculating and classifying the CO₂ footprint of carbide products at EMO Hannover 2023 (18-23 September 2023), the world's leading trade fair for production technology. In combination with a scoring and classification system, the Luxembourg-based carbide specialists promise an increase in transparency with carbon footprint at a product level and encourage other players in the carbide industry to take part. "Our goal is to establish a common standard on the market for calculating and classifying the carbon footprint of cutting tools, hard material solutions and tungsten carbide powders. In this way, we will be able to provide customers the carbon footprint transparency they require" explains Executive Board Spokesman Dr Andreas Lackner.

— PM INTERNATIONAL —

Celebrating 30th anniversary

The direct selling company PM-International celebrated its 30th anniversary with a two-day event in Mannheim.

PM-International, based in Schengen, is one of the world's leading direct sales companies for health, fitness and beauty. Around 15,500 guests, business partners and VIPs from all over the world accepted the company's invitation and joined their live in Mannheim. In his birthday speech, Rolf Sorg, CEO and Founder, reviewed the 30-year history of the company. With a presence in more than 45 countries on five continents and over 1000 employees, PM International is one of the top 10 companies in the direct selling industry. Since the company was founded in 1993, more than 800 million FitLine products have been sold worldwide. With more than 70 patents and strategic cooperation with various research institutions PM-International ensures that the premium standard of FitLine products is always maintained. —



— FLIBCO —

Reopening of the Luxembourg - Charleroi Line

Flibco.com announced the return of their Luxembourg - Charleroi shuttle bus line.



— LUXAIR —

Flight plan reinforced

The airports of Milan-Linate, Praia, La Palma and Ljubljana will be added, from the next winter season to the destinations already served by Luxair.

The reinforcement of the offer and the flight schedules meet the needs of regular travellers, amateurs of discovery weekends as well as travellers in search of sun. From 29 October 2023, and initially with 2 flights per week, on Saturdays and Sundays, Luxair will land in the heart of Milan, at Linate airport. These two new flights will complement the 14 Milanese connections per week to Milan - Malpensa airport already in place. The introduction of Linate comes in addition to three new connections: Praia (Cape Verde), La Palma (Canary Islands) and Ljubljana (Slovenia - photo). These new routes demonstrate Luxair's continued commitment to offering diversified travel while strengthening its position in the European air transport industry. —



The airport shuttle service between Luxembourg PR Bouillon, Arlon and Charleroi airport is back on sale on the flibco.com website and mobile. The first ride will take place on the 29th of October offering a convenient and affordable travel solution to and from Brussels South Charleroi Airport.

This service is designed to meet the needs of travelers, providing seamless transportation to Charleroi airport renowned for its extensive flight options to over 200 destinations. With Flibco's shuttle service, passengers will be dropped off right in front of the airport terminal in only 2 hours and 30 minutes.

Customers will be able to travel in the utmost comfort on Flibco's latest buses, which are equipped with modern travel solutions such as WiFi, USB chargers, spacious legroom, on-board toilets, and more. Flibco has also improved their service, by ensuring shorter travel times and competitive prices. —

■ More information: www.flibco.com

PLACEMENTS

Compétence, prudence & clairvoyance

Il est avisé celui qui agit avec prudence, qui investit son argent à long terme et qui accorde sa confiance à des experts reconnus pour l'accompagner dans ses choix.

TEXTE Marc Glesener, texte traduit de l'allemand
PHOTO Cédric Weisse, Head of Individuals Market à la BIL.

Qu'il s'agisse d'un passage par le secteur de l'assurance ou de son parcours à la BIL depuis 2001, Cédric Weisse a engrangé une grande expérience de la relation client tout au long de sa carrière. Les préoccupations des clients et leurs questions d'investissement sont au cœur de son engagement professionnel à la banque au poste de « *Head of Individuals Market* » qu'il occupe aujourd'hui.

« Il n'existe pas de recette miracle pour bien investir », affirme Cédric Weisse. Pour lui, « un investisseur doit conserver un esprit critique ainsi qu'une certaine distance par rapport aux experts autoproclamés, tout en cherchant à bénéficier de bons conseils et à s'appuyer sur un véritable savoir-faire ».

Avant d'investir, il convient de répondre soi-même au préalable aux questions suivantes, en toute honnêteté et en adoptant une perspective de long terme :

- Quelle est la part de mon épargne que je souhaite dédier à l'investissement ?
- Comment planifier mes investissements dans le temps en fonction de mes projets de vie ?
- À côté de mes placements, est-ce que je dispose de suffisamment de liquidités pour faire face aux imprévus ?



© Daniel Fragoso

Il est particulièrement important de ne pas mettre tous vos œufs dans le même panier lorsque vous investissez. La diversification est primordiale. Il est indispensable de miser sur différents produits ou instruments financiers et divers secteurs économiques. Bien entendu, une telle répartition engendre des coûts, qui doivent également être pris en compte. Les investissements dans d'autres devises engendrent, eux aussi, certains frais.

Toute planification patrimoniale commence par un inventaire. Vient ensuite la définition des objectifs en fonction des souhaits et des attentes propres à chacun afin de pouvoir établir une planification patrimoniale la plus complète possible. La troisième étape consiste à analyser le patrimoine dès que toutes les données sont rassemblées. Un bilan patrimonial est ensuite établi et l'évolution probable à long terme du patrimoine est évaluée.

« Lorsque vous investissez, il est particulièrement important de ne pas mettre tous vos œufs dans le même panier. La diversification est primordiale. »

Lors de la quatrième étape, les solutions possibles en vue d'optimiser la croissance des actifs sont étudiées. Leurs effets et leur pertinence sont testés grâce à des simulations. La cinquième étape correspond à l'évolution. Au fil du temps, le contexte financier et les réglementations fiscales sont susceptibles d'évoluer, tout comme la situation personnelle et financière des clients. La planification patrimoniale doit s'adapter à cette nouvelle réalité.

Pour en savoir davantage sur le sujet, découvrez notre dossier complet sous mymag.wort.lu ou par QR-Code. N'hésitez pas non plus à contacter directement votre conseiller BIL.





Raiffeisen

Decentralised working

As the country's leading cooperative bank, Banque Raiffeisen is close and attentive to its stakeholders, in particular its customers and staff members. With the aim of improving the well-being of the latter, the Bank has already introduced several key measures. This July, Banque Raiffeisen is innovating once again by introducing "decentralised working" with the opening of five satellite offices. This concept, which combines teleworking and satellite offices, offers additional flexibility to eligible staff members, thereby enhancing their well-being at work. The Bank's new satellite offices provide a total of 80 workstations. They are located in Steinfort, Differdange, Kayl, Mondorf-les-Bains and Niederfeulen.

LUXHUB

Five years anniversary

LUXHUB journey started with a focus on PSD2 compliance to accommodate the pressing needs of the banking industry, including its shareholders (Banque Raiffeisen, BGL BNP Paribas, POST and Spuerkeess). Then, it rapidly shifted to a wider general purpose: to enable all companies to leverage the power of Open Banking. Today, as LUXHUB celebrates its fifth anniversary – it was officially incorporated in April 2018 – the Open Banking pioneer keeps on developing new services around financial data and payments.

"The financial services industry is leveraging more data than ever to provide clients with the most suited offers and products. Non-financial companies can also efficiently take advantage of data with the permission of the end-user. The room for innovation in the embedded finance space is enormous. And LUXHUB aims to become a recognized player in it," highlighted Claude Meurisse, CEO of LUXHUB.



— ARCELORMITTAL —

New headquarters under construction

Construction has officially started on ArcelorMittal's new global headquarters, following a groundbreaking ceremony on 21 June 2023 at the building site in the Kirchberg district of Luxembourg City. During the event a steel beam, made with ArcelorMittal's XCarb recycled and renewably produced steel, was lowered into place to signal the start of construction.

The location of the new headquarters building reflects ArcelorMittal's historic ties to Luxembourg, where the company has its head offices as well as five industrial sites producing or processing steel. Designed by Wilmotte et Associés, with a detailed brief to 'design a modern, sustainable building that harnesses all the potential of steel from top to bottom', ArcelorMittal's new headquarters, ArcelorMittal Kirchberg, is a showcase for the use of steel in sustainable construction. The building, which will be commissioned in the first quarter of 2026, incorporates 10,000 tonnes of ArcelorMittal steel, mainly produced in Luxembourg from recycled steel. In this way, ArcelorMittal Kirchberg serves as an example of how low carbon-emissions steel can be used in construction. The building will have a crystal-like appearance, thanks to its structure which is based on an

exoskeleton, which spirals outwards and opens onto the city through a façade covered in plants. In addition to its contemporary architecture, the new headquarters offers flexible, modular working and living spaces to ensure a great working environment for employees. The completed building will also be a showcase for deconstruction and the reuse of steel in the construction industry. To encourage the next generation of designers to think differently about project using steel, ArcelorMittal Luxembourg will launch an international architectural competition inviting students to submit an architectural project for steel reuse. Working with the hypothesis of reusing a building still under construction will lead students to project themselves into the future, where the climatic, economic and social context will have changed significantly. —

18 & 19 oct. 2023

Tomorrow's Office | by CK

au CK | Experience Room



Produits
& Solutions



Conférences



Networking

Innovation, digitalisation, mobilité & travail collaboratif

Infos et inscriptions sur tomorrowsoffice.lu

CK | Office
technologies

by Charles Kieffer Group

Audiovisuel - Impressions
Scanning - Finitions de documents
Solutions - I.T. - Digitalisation
Document Process Outsourcing
Services personnalisés

ck.lu

  Charles Kieffer Group

Institutional News



Sabrina Sagramola
EEN National Coordinator
& Manager, International
Affairs Manager, Strategic
Partnerships & EU Programs

« Nous avons été des pionniers. »

Vous avez adhéré au réseau EEN à ses tout débuts. Pourquoi cette adhésion ?

À l'origine, l'idée était que toutes les entreprises puissent tirer parti des avantages du marché unique européen. Le pays voulait clairement envoyer le message que les PME jouaient un rôle économique important dans son économie. Nous - le consortium que la Chambre de Commerce coordonnait déjà à l'époque - avons été des pionniers de ce marché unique qui se construisait sous nos yeux. Nous étions les relais sur le terrain d'une Commission européenne qui s'était fixée comme mission d'œuvrer dans l'intérêt des PME et de servir de manière pragmatique et pertinente leurs besoins. Nous pouvions participer et influencer les travaux en mettant en place des actions concrètes sur le terrain. Nous avons vraiment eu la chance de pouvoir apporter notre pierre à l'édifice dans la construction d'un vrai marché intérieur pour les PME.

Quelles évolutions ?

Depuis 2022, les missions ont évolué pour encore mieux s'adapter aux réalités du terrain. Parmi toutes ces missions, par exemple, le réseau soutient les entreprises nationales dans leur transition économique vers la numérisation, la durabilité et la résilience, le tout dans une dimension européenne. Il aide les PME à tirer plein profit du marché intérieur, à soutenir le développement international à travers l'accès aux marchés publics européens, à accélérer l'innovation et à faciliter l'accès aux programmes et financements européens, contribuant ainsi à la compétitivité et la performance entrepreneuriale. Avec des conférences, des rencontres d'affaires internationales et des services européens d'assistance-conseil spécialisés, un large éventail de services et de mesures de soutien pratiques est proposé pour aider les entreprises à innover et à s'internationaliser.

Un souvenir marquant ?

J'en ai beaucoup ! C'est surtout la force et le dynamisme résultant de cet effet-réseau travaillant toujours avec la même conviction qui continuent de me marquer ! Depuis des années, tous les partenaires ont la volonté de faire ensemble des choses utiles aux PME. Cet inépuisable esprit de partage est très valorisant et enrichissant. Le fait de pouvoir évoluer et relever les défis ensemble, d'agir de manière coordonnée et d'être un réservoir d'idées pour les années à venir est très précieux non seulement pour les entreprises, mais également pour l'ensemble des organisations partenaires et pour l'économie en général.

— ENTERPRISE EUROPE NETWORK-LUXEMBOURG —

15 ans de soutien européen aux entreprises locales

Porté par un consortium regroupant la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers et Luxinnovation, le réseau national Enterprise Europe Network (EEN) était officiellement lancé au Luxembourg en 2008. Le 27 septembre prochain, la Chambre de Commerce accueillera une édition spéciale du *SME Open Day*, journée portes ouvertes célébrant le 15^e anniversaire du réseau Enterprise Europe Network et les 30 ans du fonctionnement du marché unique européen.

Le réseau Enterprise Europe Network est officiellement lancé le 7 février 2008 par le vice-président de la Commission européenne Günter Verheugen. Il est fondé sur les précédents réseaux d'Euro Info Centre et des Centres Relais Innovation. Ses fondements et l'appartenance du Luxembourg aux réseaux communautaires remontent, quant à eux, à 1987, lorsque la Commission européenne lance une *Task Force PME* qui traduit, pour la première fois, une prise de conscience communautaire et une volonté d'être à l'écoute des PME. En effet, en Europe, les PME jouent un rôle économique crucial et représentent 99% du total de toutes les entreprises. Sources potentielles d'emplois et de croissance économique, elles sont l'épine dorsale de l'économie de l'UE et constituent la force motrice du développement économique et de la compétitivité européenne.

Avec son appartenance à ce réseau européen, et en créant ce partenariat stratégique au niveau de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers et de Luxinnovation, le pays fait sienne la vocation d'agir dans l'intérêt des PME nationales tout en y intégrant une dimension européenne et internationale. Ce réseau est aujourd'hui présent dans chaque région de l'UE et représenté dans plus de 60 pays du monde à travers environ 600 organisations locales. Le réseau compte aussi des agences dans des pays qui ne font pas partie de l'Union européenne. Ces dernières visent à aider les entreprises européennes qui souhaiteraient se développer hors de l'UE ou des sociétés étrangères qui voudraient créer des filiales dans un ou plusieurs pays de l'Union européenne. —



— FONDATION CANCER —

Le guide *Parler du cancer, trouver les mots justes* en portugais

La Fondation Cancer vient d'éditer une version en portugais de son guide.

Cette nouvelle publication en portugais démontre l'engagement inébranlable de la Fondation à offrir des ressources précieuses à tous les patients et leurs proches. Fruit d'une analyse approfondie issue de son enquête *#CommentTeDire*, la Fondation Cancer a méticuleusement examiné les mots qui résonnaient bénéfiquement auprès des patients et ceux potentiellement blessants. Ces résultats ont été consignés dans un guide précisément conçu pour les patients et leurs proches, aujourd'hui traduit en portugais pour permettre une diffusion au plus grand nombre. La version portugaise du guide *Parler du cancer, trouver les mots justes* est dès à présent disponible en téléchargement gratuit sur cancer.lu. La Fondation Cancer invite les proches ou patients à s'approprier ce guide et à le diffuser largement, dans le but de favoriser une communication éclairée et empreinte de compassion autour du cancer. —

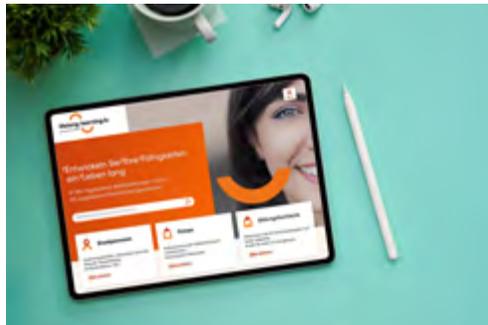


— LIFELONG-LEARNING.LU —

Auch auf Deutsch

Ab July richtet sich das Portal auch an ein deutschsprachiges Publikum. Mehr als 12.000 Weiterbildungen von etwa 320 Weiterbildungsanbietern, die Mitglied der Plattform sind, sind dort referenziert.

Die neue Version von *lifelong-learning.lu*, die auf Französisch und Englisch online ging, ist eine zentrale Anlaufstelle in Luxemburg für Privatpersonen und Unternehmen, die Weiterbildungen und Informationen zur erfolgreichen Durchführung ihrer Weiterbildungsvorhaben suchen. Die referenzierten Weiterbildungen sind nach Weiterbildungsfeldern sortiert und entsprechen unabhängig von den gesuchten Kompetenzen den Bedürfnissen der Unternehmen und Privatpersonen. Sie werden von zugelassenen Weiterbildungsanbietern, die Mitglied der Plattform sind, angeboten und können als Hilfestellung für den Internetnutzer bei seiner Suche nach Unterrichtssprache, Ort, Dauer usw. gefiltert werden. —



— FESTIVAL DU FILM DE LOCARNO —

Prix spécial du Jury pour une coproduction luxembourgeoise

La coproduction luxembourgeoise *Do Not Expect too much from the End of the World* s'est inscrite au palmarès du 76^e Festival du Film de Locarno.

Do Not Expect too much from the End of the World du réalisateur Radu Jude, une coproduction Paul Thiltges Distributions (Paul Thiltges et Adrien Chef), a remporté le Prix spécial du Jury au 76^e Festival international du film de Locarno, en Suisse. Le film est une coproduction entre le Luxembourg, la Roumanie, la Suède, la Croatie et la France. La postproduction image (Espera Productions) et la postproduction son (Philophon

Studios) ont été réalisées au Luxembourg. C'est la 2^e fois que le réalisateur Radu Jude remporte un grand Prix pour un film soutenu par le Film Fund (après l'Ours d'Or en 2021 à Berlin avec *Bad Luck Banging or Loony Porn*) et le 4^e Prix décroché par le Luxembourg à Locarno. —



Régime Klimabonus Mobilité Prolongation et extension du régime d'aides financières

Le régime *Klimabonus Mobilité* est l'élément clé du gouvernement pour décarboner la mobilité privée. Il assure non seulement la promotion des véhicules motorisés électriques purs et à pile à combustible à hydrogène ainsi que des vélos et cycles à pédalage assisté, mais également de l'installation de bornes de charge privées pour véhicules électriques. Depuis son introduction en 2020, plus de 3.500 aides financières pour des bornes de charge privées ont déjà été allouées dans le cadre du régime, contribuant ainsi à la décarbonation du secteur des transports. Cette modification du cadre réglementaire vise à prolonger le régime d'aides jusqu'au 31 décembre 2024 ; faciliter l'installation de bornes dans les copropriétés ; élargir le cercle des bénéficiaires des aides et introduire la possibilité d'attribuer l'aide par l'intermédiaire d'une société de *leasing*. Plusieurs précisions et adaptations techniques s'adressant en premier lieu aux milieux professionnels ont été apportées au régime d'aides financières. En outre, il est précisé que les bornes de charge doivent disposer d'une puissance minimale de 3,7 kW, et que les bornes mobiles sont éligibles dans la mesure où elles peuvent être rattachées à un dispositif fixe. Vu l'extension du régime d'aides à d'autres catégories de bénéficiaires, le nombre d'emplacements éligibles par demandeur et par logement ou local professionnel a été adapté. Le montant de l'aide financière reste inchangé, et s'élève à 50% du coût hors TVA de l'acquisition et de l'installation de la borne de charge. Les montants maxima de l'aide varient en fonction du nombre d'emplacements rattachés au bâtiment et de l'intelligence de l'installation de recharge. Plus d'informations, avec y compris le lien vers les formulaires de demande des aides, peuvent être trouvées sur le site Internet de la Klima-Agence (aides.klima-agence.lu).



Frédérique Ulrich
Head of Business
Development & marketing
at LU-CIX Asbl

«Dans un environnement hyperconnecté, savoir se prémunir des risques et se relever est vital pour toute entreprise.»

Comment abordez-vous cette 10^e édition des Luxembourg Internet Days (LID)?

Nous sommes heureux et fiers d'organiser cette 10^e édition de notre événement au design si particulier en préservant notre ADN technique et pragmatique tout en évoluant avec les métiers que nous ciblons. Nos partenaires nous suivent et nous avons toujours à cœur d'y présenter de nouveaux exposants et de nouveaux experts, ce qui est très apprécié par nos près de 1.200 visiteurs.

Le sujet de l'Internet, bien que très ciblé, est en perpétuelle évolution et intéresse de plus en plus de professionnels, tous secteurs confondus.

La 10^e édition sera une édition royale !

LID est le premier et le seul événement du secteur de l'Internet pour ses acteurs et utilisateurs professionnels en Grande Région et au-delà. Et le Portugal, sera à l'honneur.

En quelques décennies, le Portugal s'est profondément engagé dans le déploiement des technologies de l'Internet et de la cybersécurité. Avec sa stratégie de cybersécurité et un vaste plan d'action, le secteur des technologies de l'information (TIC) est devenu dynamique, résilient, mature et bien intégré au niveau mondial pour faire du Portugal un pays sûr, moderne et compétitif. Nous voulons soutenir les collaborations transfrontalières.

Quels seront les thèmes mis à l'honneur ?

Le thème de la Sécurité et de la Résilience liées à l'Internet reste notre fer de lance.

Mais avec la croissance des attaques cyber, plus aucun secteur n'est à l'abri.

Nous allons donc traiter des problématiques et solutions pour les Infrastructures Critiques et l'Industrie afin de sensibiliser et d'inspirer tous les professionnels de l'IT et de l'OT, car dans un environnement hyperconnecté et distribué dans le Cloud, savoir se prémunir des risques et se relever est vital pour toute entreprise.

— LUXEMBOURG INTERNET DAYS —

10^e édition !

Les 7 et 8 novembre 2023, les Luxembourg Internet Days, pour leur nouvelle édition, s'intéresseront à la sécurité et à la résilience des réseaux avec une attention plus particulière portée aux infrastructures critiques et à l'industrie.

Pour la 10^e année consécutive, les Luxembourg Internet Days, l'événement du secteur pour le secteur, rassembleront au Luxembourg pendant deux jours, plus de 1.000 professionnels de l'informatique, des technologies de l'information et de la communication (TIC) de la Grande Région et au-delà. Cette année, le pays partenaire mis à l'honneur est le Portugal. Considéré comme un centre technologique international, le secteur portugais des technologies de l'information et de la communication (TIC) est dynamique et fait preuve d'une grande capacité d'exportation, ce qui lui vaut la confiance de ses clients nationaux et internationaux.

S'appuyant sur le succès confirmé de son format original, l'événement propose un choix de conférences de haute qualité, d'ateliers interactifs et de tables rondes pour aborder de manière technique et

pragmatique les principaux défis liés à l'Internet résultant de la convergence entre les technologies de l'information et les technologies de la communication. Le thème de cette année est la sécurité et la résilience des réseaux, car le nombre de cyber-attaques visant les organisations institutionnelles et les entreprises privées a explosé ces dernières années. Aucune entreprise, quelle que soit sa taille ou son secteur d'activité, ne peut prétendre être à l'abri des cyberattaques. Une attention particulière sera portée aux infrastructures critiques et à l'industrie, en tant que sources d'inspiration pour les autres secteurs, afin de les aider à rester performants dans un environnement de plus en plus connecté. —

■ Plus d'informations :
www.luxembourg-internet-days.com



Nous finançons

_____ VOTRE PROJET
de TRANSMISSION
et de _____ REPRISE
D'ENTREPRISE



www.snci.lu

SNCI
NOUS FINANÇONS VOTRE AVENIR



Jonk Entrepreneuren Luxembourg Première Finale Nationale des Entreprises d'Entraînement 2023

Plus de 150 élèves ont participé à la première Finale Nationale des Entreprises d'Entraînement (EE), organisée par l'asbl Jonk Entrepreneuren Luxembourg à la Chambre de Commerce. 10 équipes finalistes ont été choisies parmi un total de 21 entreprises issues de 13 lycées. Lors de cette finale, les élèves ont présenté leur entreprise, leurs apprentissages ainsi que les défis et succès de leur entreprise devant un jury. L'objectif est de mettre en pratique les connaissances théoriques acquises dans d'autres cours et d'acquies une vue d'ensemble du fonctionnement d'une entreprise. Des interactions entre les différents départements ainsi qu'avec les instances extérieures sont ainsi promues. C'est donc par la pratique commerciale que l'EE vise à préparer au mieux les jeunes au monde du travail. Cette année, Jonk Entrepreneuren a organisé pour la première fois une finale, afin de donner l'opportunité à 10 équipes finalistes de présenter les résultats du travail accompli le long de l'année scolaire. Le prix de la Meilleure Entreprise d'Entraînement 2023, 1^{er} place, ainsi que le prix de la Meilleure Gestion Quotidienne ont été attribués à Green Getaway du Lycée du Nord à Wiltz. Le prix de la Meilleure Entreprise d'Entraînement 2023, 2^e place, a été attribué à Mapa du Lycée Technique du Centre. Le prix de la Meilleure Entreprise d'Entraînement 2023, 3^e place, a été attribué à Bakstuff du Lycée Technique d'Ettelbruck. Un prix « coup de cœur du jury » pour la meilleure présentation de la finale a été attribué à Insane de l'École Privée Marie-Consolatrice.

— ILNAS —

Domaines de compétence étendus

L'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) bénéficie de nouveaux domaines de compétence.

L'ILNAS est une administration publique qui a démarré ses activités en 2008 et qui est placée sous l'autorité du ministre de l'Économie. L'ILNAS est actif dans les contrôles et la prévention des risques dans de nombreux domaines d'activité pour des produits non alimentaires (jouets, produits électriques, automobile...) ou la surveillance des laboratoires et des organismes de certification et d'inspection. Disposant d'une nouvelle loi-cadre, l'ILNAS est à présent également en charge de la surveillance du marché d'engins thermiques et électriques (tondeuses à gazon, engins agricoles, etc.) ainsi que des systèmes d'aéronefs (drones). Par ailleurs, ses possibilités d'investigation et de sanction sont renforcées, tout particulièrement dans le cadre de la métrologie légale, qui effectue le contrôle des instruments de mesure réglementés sur le territoire national et de la confiance numérique, notamment pour la supervision des prestataires de services de confiance, de l'archivage électronique et le contrôle de bonne application des règles de cybersécurité. L'ILNAS reste investi dans la normalisation, notamment dans l'élaboration des normes nationales, européennes et/ou internationales. —

— GUICHET.LU —

Aide à la primo-création d'entreprise

Afin de stimuler encore l'esprit d'entreprise, un nouveau régime de soutien a été initié pour aider les primo-créateurs d'entreprises.

Depuis le début du mois de juillet 2023, les entreprises peuvent introduire une nouvelle demande pour l'aide à la primo-création d'entreprise. Ce régime d'aide s'adresse aux microentreprises nouvellement créées des secteurs du commerce et de l'artisanat, c'est-à-dire aux entreprises qui occupent moins de 10 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas deux millions d'euros et qui détiennent une autorisation d'établissement depuis six mois ou moins. L'aide est une subvention non remboursable, versée par tranches de 2.000 euros mensuels pendant six mois au maximum. Le montant total de l'aide ne peut dépasser 12.000 euros par entreprise unique, non cumulable avec d'autres régimes d'aides. Les formulaires sont désormais disponibles sur le site www.guichet.lu dans la rubrique *Financement et Aides*. La demande est introduite à l'aide d'un assistant en ligne développé en collaboration avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). L'assistant est disponible à travers l'espace professionnel sur MyGuichet.lu par le biais d'un produit LuxTrust (*Token, Smartcard ou Signing stick*) ou d'une carte d'identité électronique. —

— NUTRI-SCORE —

Une enquête réalisée

Une étude de monitoring sur l'utilisation du Nutri-Score au Luxembourg a été présentée.



Une enquête approfondie a été récemment menée auprès des consommateurs résidents, tandis que des interviews qualitatives ont été réalisées auprès d'entreprises luxembourgeoises, tant celles qui utilisent le Nutri-Score que celles qui ne l'ont pas encore adopté. Si le Nutri-Score jouit d'une grande notoriété et d'une forte acceptation au sein de la population luxembourgeoise et que son utilisation semble influencer sur ses habitudes de consommation et d'achat à long terme, l'enquête a également révélé une certaine réticence quant à l'adoption du Nutri-Score par les entreprises luxembourgeoises. En effet, certains producteurs ont affirmé redouter que l'affichage d'un mauvais score nutritionnel entraîne des répercussions néfastes sur leurs ventes ou encore que des modifications de l'algorithme puissent entraîner des surcoûts. —

luxembourg internet-days

November 7 & 8, 2023 Network Security & Resilience

Critical infrastructures and Industry

a LU-CIX event hosted @ the Luxembourg Chamber of Commerce



Registration and information at
www.luxembourg-internet-days.com



Event partners



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
Ministry of State

Department of Media, Connectivity
and Digital Policy



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
Ministry of the Economy



— LUXTRAM —

Le tronçon vers l'aéroport est sur les rails

Un nouveau tronçon du tram, d'une longueur de 3,9 km, doit relier prochainement le plateau de Kirchberg à l'aéroport du Findel.

Ce nouveau tronçon du tram comprendra un pont qui enjambrera les huit voies de l'autoroute A1. Situé à une hauteur de 8 mètres au-dessus de l'autoroute, cet ouvrage d'art d'une longueur de 110 mètres et d'une largeur de 10 mètres accueillera la plateforme du tram qui pourra ainsi rejoindre le Findel en site propre, sur deux voies. C'est le groupement d'entreprises Tralux – SGI – Schroeder – CBA Architects – MBB – Ingerop – Colas Rail – Karp Kneip qui a la charge de la conception et de la réalisation du pont. Sa ligne architecturale évoque un ruban léger et structuré. La pile centrale, traitée comme un élément sculptural, est composée de deux piliers croisés et inclinés. Avec son habillage métallique, le pont s'intègre harmonieusement dans son environnement. En juin dernier, les équipes ont réalisé le bétonnage du tablier du pont. À partir de ce mois de septembre, les rails des deux voies de circulation du tram commencent à être posés. —



Commodo 5.0 Révision de la loi

Afin de moderniser la réglementation relative aux établissements classés Commodo, une révision de la loi existante est en cours, visant une simplification administrative, la digitalisation des procédures et l'amélioration de la transparence.

Le projet de loi prévoit que toutes les demandes seront soumises par voie électronique via un formulaire disponible sur *MyGuichet*, adapté à chaque type de demande. Un suivi de l'état de la demande sera garanti, permettant ainsi au requérant de

connaître l'état de sa démarche. Le public pourra consulter et soumettre ses observations en ligne pendant une période de 15 jours. L'objet de toute demande complète sera publié sur le portail national des enquêtes publiques. Il en sera de même des dossiers de demande pour lesquels une enquête publique a lieu et pour les décisions, ces dernières étant également publiées en permanence sur un site internet. Enfin, les communes n'auront plus à organiser et exécuter la procédure de l'enquête publique. Celle-ci, entièrement numérique, permettra une instruction plus efficace et évitera les retards liés aux envois postaux.

— 5^e PLAN PME —

10 priorités pour l'entrepreneuriat et les PME

Le ministre des Classes moyennes, Lex Delles, le président de la Chambre de Commerce, Fernand Ernster, et le président de la Chambre des Métiers, Tom Oberweis, ont présenté le 5^e plan d'action national en faveur des PME.

Le plan d'action a été élaboré dans le cadre d'un processus de coopération à travers le Haut comité PME, composé de représentants de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers, de la Fédération des artisans, de Luxembourg Confederation (ex-clc) et de l'Horesca. Il comporte des mesures concrètes afin de garantir un cadre propice à la création et au développement des petites et moyennes entreprises et se décline autour de 10 priorités, telles que : Promouvoir l'esprit d'entreprise et l'entrepreneuriat : une campagne de sensibilisation sera mise en place et les *Sustainable Entrepreneurial Schools* seront développées davantage ; Adapter les conditions de travail aux évolutions du marché : les entreprises continueront à bénéficier d'une initiation RSE et du *Starter Kit* RSE qui offre un diagnostic approfondi ; Aider les entreprises en difficulté : mise en place d'une cellule d'évaluation et désignation d'un conciliateur d'entreprise ; Améliorer la qualité du service public : la simplification administrative va se poursuivre grâce à des échanges d'informations automatisés et à la dématérialisation des démarches ; Rendre le financement plus accessible aux PME : création d'un régime d'aide pour les microentreprises destinée aux

primo-créateurs des secteurs du commerce et de l'artisanat (voir page 28) ; Soutenir le développement économique et sectoriel du Luxembourg : nouveaux outils informatiques mis en place, comme le cadastre du commerce, pour une vision plus précise du paysage économique ; Rapprocher davantage l'enseignement du monde des entreprises et accroître la qualification professionnelle des salariés : stratégie nationale en matière de compétences ; Mettre en place un environnement propice à l'innovation et à la recherche : des journées d'information seront organisées sur des sujets phares et sur les aides existantes (*SME Packages*...). —

■ Retrouvez l'ensemble des mesures présentées sur : www.cc.lu/toute-linformation/actualites



SNCA Inauguration au Fridhaff

Le 14 juillet 2023, la Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA) a inauguré son nouveau bâtiment administratif, au Fridhaff, sur l'axe principal routier du nord-est. Le nouveau bâtiment dispose d'une surface de 787 m² pour accueillir les clients dans une structure moderne et améliorer la qualité des services proposés en centralisant toutes les activités pour le nord-est du pays et ses alentours sur un seul et même site. Les services offerts sur le site incluent l'immatriculation des véhicules et le contrôle de conformité, la



délivrance des permis de conduire et le déroulement des examens théoriques et pratiques des permis de conduire. Le site dispose également d'un terrain de manœuvres permettant d'effectuer les examens du permis de conduire pour poids lourd et moto.



Long live the Summer

THE ULTIMATE
SHOP & CHILL EXPERIENCE



15 · 16 · 17
SEPTEMBRE 2023
LUXEXPO THE BOX



UNE CRÉATION UNIQUE DE LA VILLE DE LUXEMBOURG,
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET DE LUXEXPO THE BOX
POUR PROMOUVOIR LE COMMERCE ET L'ENTREPRENEURIAT.

www.llts.lu



— DIRECTION GÉNÉRALE DU TOURISME —

Remise des Luxembourg Tourism Awards

Les acteurs du secteur qui se sont particulièrement distingués par des projets novateurs et qui ont ainsi contribué à diversifier l'offre touristique ont été distingués.



Cette deuxième édition des *Luxembourg Tourism Awards* a permis de récompenser de nombreux lauréats dans différentes catégories. Catégorie Culture : le parcours souterrain du Musée de l'Ardoise Haut-Martelange. Catégorie Aventure : *UBS Moonwalker Minett*. Les randonnées nocturnes à la pleine lune sont une expérience unique au cours desquelles des DJ, des artistes ainsi que des plats traditionnels luxembourgeois attendent les randonneurs. Catégorie Gastronomie : Promenade guidée *Hike & Like* qui permet de rencontrer les artisans locaux de la région de Wiltz. Catégorie Écotourisme : BENU Village Esch. Le premier écovillage de la Grande Région avec son restaurant post-gastronomique *Rescued-Food BENU SLOOW*, plusieurs ateliers *UpCycling*, la boutique, des visites et la participation à des projets artistiques participatifs. Catégorie Gîte : *Minett Trail – Kabaisercher*. 11 gîtes insolites situés dans 11 communes et

conçus par 11 bureaux d'architectes. Catégorie Camping : *Iglu Huts – Camping im Park* Beaufort. Des cabanes faites à la main, à partir de ressources naturelles au design unique et situées au cœur du parc naturel et géologique Mëllerdall. Catégorie Hôtel : À la découverte de Clervaux. Cette offre du groupe *Clervaux – Excellence Group* propose un séjour combiné avec une randonnée découverte de Clervaux. Prix spécial Bénévole méritant : René Risch et Josy Fisch. René Risch compte parmi les bénévoles qui ont soutenu la mise en valeur du Musée de l'Ardoise. Josy Fisch s'engage notamment pour l'entretien des sentiers que le Syndicat d'initiatives Manternach préserve en permanence. Prix spécial Commune méritante : commune d'Esch-sur-Alzette, porteur de projet du BENU Village. Prix spécial Coup de cœur du public : parcours souterrain du Musée de l'Ardoise Haut-Martelange. —

— DROIT D'ÉTABLISSEMENT —

Pour stimuler l'esprit d'entreprise

La Chambre des députés a voté en juillet la réforme du droit d'établissement. Cette loi vise à moderniser le droit d'établissement en créant un cadre juridique moderne, susceptible de stimuler l'esprit d'entreprise.

Le nouveau droit d'établissement prévoit quatre mesures principales. Premièrement, le principe de nouvelle chance à la suite d'une faillite est mis en œuvre. La réforme facilitera le droit d'entamer une nouvelle activité avec une nouvelle autorisation d'établissement afin de permettre de redémarrer une activité malgré l'existence de dettes publiques et afin de réduire la peur de l'échec. Deuxièmement, l'accès à certaines professions artisanales est simplifié. L'obligation de qualification est supprimée pour certaines activités reprises dans une nouvelle liste C. La réforme

prend ainsi en considération les nouvelles réalités de certains métiers, dont les exigences ont évolué, notamment avec la digitalisation. Troisièmement, la transmission d'entreprise est facilitée. Un salarié ayant occupé un poste dans une entreprise depuis 3 ans – contre 10 ans auparavant – pourra reprendre l'autorisation d'établissement avant l'acquisition des qualifications professionnelles dans un délai de 5 ans. La réforme facilite ainsi considérablement la transmission d'entreprise, qui gagne en importance au Luxembourg puisqu'il est estimé qu'un tiers des entreprises

changera de main au cours des 10 prochaines années. Quatrièmement, les démarches administratives sont simplifiées dans l'intérêt des entreprises et des consommateurs. L'autorisation d'établissement sous forme de code-barres en deux dimensions permettra à la Direction générale des classes moyennes de modifier directement les informations inscrites dans l'autorisation d'établissement et offrira l'avantage de mettre à jour les informations relatives à l'autorisation d'établissement au bénéfice du consommateur. La réforme du droit d'établissement vise également d'autres

objectifs, comme l'encadrement de la location de courte durée. Cette réforme se veut pragmatique en prenant en compte d'un côté la liberté de louer occasionnellement un logement privé et en tenant compte de l'autre côté de la nécessité de réguler toute activité s'apparentant à de l'activité d'exploitation d'un établissement d'hébergement. Un seuil cumulatif de trois mois sur une période d'un an à compter de la dernière location à une clientèle de passage sera donc introduit, à partir duquel l'exploitant d'hébergement devra disposer d'une autorisation d'établissement. —



Le changement peut être plus rapide que vous ne le pensez



Nous vous aidons à accélérer et faciliter la transition durable de votre entreprise. Rejoignez-nous pour découvrir comment intégrer la sustainability au cœur de votre stratégie.

www.houseofsustainability.lu

HOUSE OF
SUSTAINABILITY

powered by Chamber of Commerce
& Chambre des Métiers

CHAMBER
OF **COMMERCE**
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

M **CHAMBRE**
DES MÉTIERS
LUXEMBOURG

En partenariat avec l'Institut National pour le Développement durable et la RSE (INDR)

— COMPTE BANCAIRE PROFESSIONNEL —

La Chambre de Commerce soutient les entrepreneurs

Depuis plusieurs mois, la Chambre de Commerce, à travers sa Direction Entrepreneurship, épaula les entrepreneurs dans la préparation d'une demande d'ouverture de compte bancaire professionnel.

Consciente du phénomène de difficulté d'accès à un compte bancaire relayé par différents entrepreneurs de tous horizons, la Chambre de Commerce a réalisé fin 2022 une enquête de terrain. Elle a ensuite initié des discussions avec les acteurs de l'écosystème institutionnel et bancaire, afin de créer une prise de conscience sur le sujet, ce qui a débouché sur plusieurs actions conjointes en vue de contribuer au renforcement de «l'éducation financière» des porteurs de projets et entrepreneurs. Via sa House of Entrepreneurship, la Chambre de Commerce a également décidé d'intensifier la sensibilisation et l'accompagnement des nouveaux entrepreneurs dans leurs démarches d'ouverture d'un compte bancaire, au travers de documents pratiques d'information. Ainsi, la brochure récemment publiée en collaboration avec la Fondation ABBL met en lumière les étapes clés de l'ouverture d'un compte

professionnel, un aspect crucial de la mise en place d'une activité commerciale, qui ne doit pas être négligé. Le document aborde plusieurs bonnes pratiques liées à la complétude de la documentation nécessaire à l'ouverture du compte ou à la communication et au dialogue avec le conseiller bancaire. Un webinar d'information sur les fondamentaux des obligations comptables/fiscales du nouvel entrepreneur et l'ouverture de compte bancaire sera également proposé dès cet automne par la House of Entrepreneurship. Cette dernière propose également depuis le 15 juin un parcours d'accompagnement gratuit dénommé BLOOM, en français et en anglais, dédié à la pré-crédation, qui comprend notamment des cours du soir à la House of Training. —

■ Plus d'informations via la helpline : (+352) 42 39 39 - 330



— BUSINESS PARTNERSHIP FACILITY —

Développement commercial sur les marchés émergents: appel à projets

Vous êtes une entreprise en recherche d'expansion vers de nouveaux marchés? Vous avez un savoir-faire, des produits ou services innovants dont pourraient bénéficier vos partenaires à l'étranger? La Business Partnership Facility (BPF) vous apporte un soutien financier pour concrétiser votre projet.

Partant du constat que le secteur privé contribue à la création de valeur, d'emplois et de prospérité pour tous, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du ministère des Affaires étrangères et européennes luxembourgeoises a mis en place la Business Partnership Facility (BPF). Celle-ci offre des subventions allant jusqu'à 50 % du budget total du projet (maximum 200.000 euros) pour des projets business novateurs et responsables menés par des entreprises luxembourgeoises ou européennes en collaboration avec

des partenaires (entreprises, organisme public ou société civile) dans des pays en développement. Tous les secteurs d'activité sont éligibles, à condition de contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable des Nations unies.

La société luxembourgeoise Broadcasting Center Europe (BCE) a ainsi soutenu l'installation d'une plateforme d'assistance technique pour la première chaîne TV privée ivoirienne, NCI (Nouvelle Chaîne Ivoirienne). Son partenaire ivoirien, SGM, a bénéficié de son expertise en tant qu'intégrateur

médias (infrastructure, conseils et formation). Depuis 2019, NCI diffuse en continu et a embauché environ 40 salariés qualifiés. Grâce au soutien de la BPF, BCE a pu participer à ce projet sur un marché inexploré et a récemment signé un contrat de maintenance pluriannuel avec SGM, qui prévoit de lancer une deuxième chaîne avec BCE. Par ailleurs, BCE envisage d'explorer les opportunités commerciales dans d'autres pays de la région. Portée par LuxDev, l'agence luxembourgeoise pour la coopération au développement, en partenariat avec la Direction de

la coopération au développement et de l'action humanitaire du ministère des Affaires étrangères et européennes, le ministère de l'Économie, la Chambre de Commerce et Luxinnovation, la BPF a soutenu près de 40 projets depuis 2016.

Pour le nouvel appel à projets, les entreprises intéressées peuvent soumettre leur candidature jusqu'au 31 octobre 2023. —

■ Plus d'informations : www.bpf.lu

HWL

HEALTHCARE WEEK LUXEMBOURG

20-22

September 2023

Luxexpo The Box

hwl.lu



EXPLORE THE FUTURE OF HEALTHCARE

A Greater-Region conference and trade show focused on governance, technology, patient satisfaction, research and education

EVENT ORGANIZERS

QUINZE MAI
CONCEPTEUR D'ÉVÉNEMENTS



LUXEMBOURG
LET'S MAKE IT HAPPEN



Chambre de Commerce L'année 2022 en chiffres

Le rapport annuel 2022 de la Chambre de Commerce est disponible sur son site (www.cc.lu/toute-linformation/publications). Alors que le pays se remettait à peine de deux années de crise due à la Covid-19, la guerre que la Russie a déclenchée le 24 février 2022 contre l'Ukraine, a plongé l'économie européenne dans une crise majeure, qui redéfinit les enjeux d'avenir. Hausse importante des prix des matières premières, pénuries des denrées alimentaires, inflation galopante et croissance en berne, l'année 2022 aura été marquée par une succession de défis. Dans ce contexte, la Chambre de Commerce s'est mobilisée en apportant des réponses au tissu entrepreneurial du pays. Ses réalisations sont présentées de manière chiffrée et illustrée dans un rapport annuel dont le contenu est organisé autour des sept grandes missions de l'institution.

ADEM

Tests de langue en ligne

Depuis le 4 juillet 2023, tous les demandeurs d'emploi s'inscrivant à l'ADEM doivent passer des tests en ligne, dans les langues qu'ils ont déclaré pratiquer lors de leur inscription. Les quatre principales langues du marché de l'emploi sont concernées : luxembourgeois, français, allemand et anglais. Cette nouveauté s'inscrit dans le processus de digitalisation de l'ADEM et sera accessible à partir du portail de l'emploi (www.adem.lu), dans un espace dédié dont l'accès, sur invitation, sera réservé aux personnes inscrites. L'offre sera étendue au fur et à mesure à l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits. Le principal objectif est de favoriser une évaluation objective et uniformisée du niveau de langue des demandeurs d'emploi, alors que celui-ci reposait jusque-là sur les déclarations faites lors de l'inscription.

— AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE —

20 projets retenus

Suite au deuxième appel à projets accordant des aides financières aux entreprises qui investissent dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques, 20 projets ont été retenus.

Répartis sur l'ensemble du territoire luxembourgeois, les 20 projets retenus ont été soumis par 17 entreprises, parmi lesquelles des stations-service, des centres commerciaux, des artisans ou encore des entreprises industrielles. Le montant total des aides accordées par l'État dans le cadre de cet appel à projets est de 5 millions d'euros. Au total, 246 bornes seront ainsi subventionnées, dont 180 bornes privées et 67 accessibles au public. Chaque infrastructure est caractérisée par une capacité de charge au moins égale à 175 kilowatts. Les entreprises concernées bénéficient d'une subvention allant jusqu'à 50% de leur investissement. En complément de la nouvelle aide financière aux entreprises pour l'acquisition de véhicules utilitaires lourds à zéro émission lancée en avril 2023, un prochain appel à projets sera également ouvert aux entreprises souhaitant investir dans des projets d'infrastructures de charge dédiées aux véhicules utilitaires lourds. Cet appel à projets s'étendra du 15 septembre au 15 novembre 2023, et permettra une intensité d'aide allant jusqu'à 70%. Un autre appel à projets, ouvert à tout type d'infrastructure et avec une intensité d'aide maximale de 50%, sera également lancé du 1^{er} décembre 2023 au 1^{er} février 2024. —

■ Plus d'informations : events.luxinnovation.lu et guichet.public.lu

— ÉLECTRO-MOBILITÉ —

Nouvelles bornes SuperChargy

Les ministres François Bausch et Claude Turmes ainsi qu'Alex Michels, Head of Asset Management de Creos Luxembourg, ont inauguré le 27 juin 2023 à Pontpierre, les premières bornes de recharge ultrarapides publiques SuperChargy de la marque Kempower.

Un an après l'inauguration des premières bornes de recharge ultrarapides sur le réseau autoroutier du Grand-Duché, la mise en service de la station SuperChargy sur l'aire de Pontpierre, le long de l'A4 en direction d'Esch-sur-Alzette marque la densification continue du réseau, mais également l'intégration de bornes de recharge ultrarapides de nouvelle génération. 90 bornes de recharge ultrarapides seront réparties sur 18 stations et aires de service des autoroutes et autres axes principaux du Grand-Duché jusqu'en 2024. Ces bornes permettent une recharge rapide pour des voyages de longue distance.

Des retards dans la chaîne logistique ont contraint à trouver un nouveau fournisseur de bornes. Kempower a été retenu et le déploiement a pu continuer. Creos va également remplacer une partie des bornes déjà installées par ces nouvelles bornes de toute dernière génération qui offrent plusieurs avantages aux utilisateurs : une moindre surface au sol, un câble de charge plus long et plus maniable, une puissance maximale de 400 kW pour chaque point de charge et une interface avec code QR illustrant la courbe de charge en temps réel sur le téléphone mobile de l'utilisateur. —

— CHAMBRE DE COMMERCE —

Stéphanie Damgé prend en charge les activités entrepreneurship

À partir du 1^{er} octobre 2023, Stéphanie Damgé rejoindra la Chambre de Commerce en tant que nouvelle responsable des activités en matière d'entrepreneuriat.



Diplômée en sociologie du travail et en gestion d'entreprises, Stéphanie Damgé a travaillé pendant 7 ans au service ressources humaines de KPMG, avant de prendre la direction de l'asbl Jonk Entrepreneuren Luxembourg en 2013. Elle est également membre du conseil d'administration du Fonds National de la Recherche et de la Fondation Idea asbl.

Dans sa nouvelle fonction, Stéphanie Damgé soutiendra les initiatives visant à promouvoir l'esprit d'entreprise et prendra en charge les dossiers liés à la politique en faveur des PME. Elle dirigera également la House of Entrepreneurship, point de contact national dédié à l'entrepreneuriat, qui informe, guide et accompagne les porteurs de projets et les entrepreneurs et met en réseau tous les acteurs impliqués dans la vie des entreprises au Luxembourg, depuis l'idéation jusqu'à la transmission, en passant par la création et le développement. —

LANCEZ-VOUS DANS

L'aventure entrepreneuriale

AVEC CONFIANCE !



**NOUS SOMMES À VOS CÔTÉS
POUR DÉMARRER VOTRE PROJET !**

En savoir plus sur
l'aide primo-crédation



Luxembourg Cloud Awards 2023

Et les gagnants sont...

S'adressant aux fournisseurs de services cloud, consultants, startups du cloud ainsi qu'à leurs clients et innovateurs issus de tous les secteurs, les *Luxembourg Cloud Awards* visent à récompenser la créativité, l'originalité et la flexibilité des offres de services, les approches de transformation et de migration vers le cloud mais aussi la qualité globale et l'exhaustivité des candidatures soumises. Le concours porte sur les services cloud proposés sur le marché luxembourgeois, quelle que soit leur forme. Les candidatures sont ouvertes aux entreprises actives dans le domaine des services IaaS (*Infrastructure-as-a-Service*), PaaS (*Platform-as-a-Service*) ou SaaS (*Software-as-a-Service*) - que ces services soient destinés à des marchés horizontaux ou verticaux, qu'ils utilisent un environnement cloud public, privé ou hybride ou que la solution innovante proposée provienne de la part de fournisseurs de services cloud établis, de startups ou de clients finaux. En effet, ces derniers sont également invités à se porter candidats, dans la mesure où ils ont intégré avec succès des services cloud dans leur entreprise et ont obtenu un impact commercial très positif grâce à l'introduction de ces services. Le prix dans la catégorie *Cloud Innovation Project of the Year* est revenu à Alsego avec la solution LetzRelay, une solution pour protéger les infrastructures de messagerie. Dans la catégorie *Cloud Tech Innovator*, le prix a récompensé Divizend Luxembourg qui propose une solution automatisée à destination des investisseurs afin de leur permettre de récupérer aisément le trop-perçu au niveau de l'impôt sur les dividendes prélevé à la source par des administrations fiscales étrangères.

— GUICHET.LU —

15^e anniversaire !

En 2008, naissait le portail *Guichet.lu* qui offrait en un endroit unique, l'ensemble des informations nécessaires aux citoyens et aux entreprises pour effectuer des démarches administratives étatiques.

Guichet.lu a marqué une étape dans l'offre informationnelle administrative de l'État en proposant aux citoyens et aux entreprises, en un seul endroit, une multitude d'informations. En 2013, l'espace transactionnel de *Guichet.lu* devient *MyGuichet.lu*. Un accueil physique de *Guichet.lu* est proposé au public à Luxembourg-Ville la même année. Enfin, l'application mobile *MyGuichet.lu* a été lancée il y a 2 ans. *Guichet.lu* et *MyGuichet.lu* figurent parmi les portails les plus populaires au Luxembourg. Les services proposés ont contribué grandement à hisser le Grand-Duché de Luxembourg sur le podium du *eGovernment benchmark 2022* de la Commission européenne. L'approche transversale de *Guichet.lu* et *MyGuichet.lu* est un exemple de collaboration exemplaire entre administrations. Il s'agit d'une manière de travailler qui est essentielle pour proposer aux citoyens des services publics de qualité. Les démarches digitales sur *MyGuichet.lu* ont permis aux citoyens de gagner en flexibilité et de faire des économies en temps et à l'État de faciliter la gestion des dossiers administratifs. —

— MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES —

Let's make it happen

Nouveaux outils de promotion du Luxembourg.



— LUXEMBOURG INSTITUTE OF HEALTH —

Le projet ColiveVoice récompensé

Club d'apprentissage et de coworking pour les experts en *data sciences*, *datacraft* a décerné, pour la première fois ses *datacraft awards* en juin dernier. Le Luxembourg Institute of Health s'est vu distingué.

Les *datacraft awards* mettent à l'honneur les spécialistes qui travaillent dans le domaine de la data et de l'Intelligence Artificielle et récompensent les meilleures initiatives de l'année. Sur plus de cinquante dossiers présélectionnés et analysés par *datacraft*, une quinzaine ont été soumis à l'appréciation d'un jury composé de Hugues Bersini, directeur du laboratoire d'Intelligence Artificielle de l'Université libre de Bruxelles, Amal El Fallah Seghrouchni, directrice du Centre International d'Intelligence Artificielle du Maroc, membre de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies de l'UNESCO, Nicole El Karoui, mathématicienne, Samuel Gruffaz, diplômé du master MVA, ENS École normale supérieure Paris-Saclay, et Isabelle Hilali, fondatrice et CEO de *datacraft*. Cinq prix ont été décernés et le Prix de l'équipe projet la plus inclusive a été remis au Luxembourg Institute of Health, pour son projet ColiveVoice. Ce programme de recherche international vise à faire progresser le diagnostic, la prédiction des risques et la surveillance à distance de diverses affections chroniques via l'identification des biomarqueurs locaux. —

À l'occasion de la fête nationale, la promotion de l'image de marque, cellule du ministère des Affaires étrangères et européennes, plus connue sous le nom de l'initiative *LuXembourg - Let's make it happen* (LMH), ont lancé une panoplie de nouveaux outils digitaux et physiques: la campagne *Luxembourg. Our Common Ground.*, la série web *Faces of Luxembourg*, le projet créatif *Grow*, avec la contribution de huit illustrateurs luxembourgeois pour la *LuXembourg Collection*, le jeu vidéo pour jeunes publics *Fakelzuch*. À destination d'un public international, ces outils sont proposés afin, qu'à l'instar de l'invitation *LuXembourg - Let's make it happen*, tout un chacun participe à faire connaître les valeurs et les visages du Luxembourg dans le monde. —



E-FORUM

LUXEMBOURG 2023

Arnaques et fraudes en ligne

PROTÉGEZ VOTRE WEBSHOP

 partages d'expériences  témoignages  conseils

 12 octobre 2023 - Luxembourg
Chambre de Commerce

www.e-forum.lu



— LUXEMBOURG INSTITUTE OF HEALTH —

A digital health hub

The LIH and Luxembourg-based venture capital investment firm Expon Capital agreed to enter into a mutual collaboration aiming to identify possible opportunities and synergies in the field of scientific research and technological development in the digital health sector.

Luxembourg boasts a rapidly evolving and thriving health-tech scene, enabled by the financial support of the Government, national funding agencies such as the Luxembourg National Research Fund (FNR), supranational institutions, as well as the cutting-edge expertise and infrastructure of its research institutes, including the LIH. The country is therefore ideally positioned to attract dynamic and innovative health-tech companies and startups, particularly in the digital health area, and establish itself as a leading translational e-health hub. Venture Capital plays an equally key role in catalysing this ambitious vision. In this context, the LIH, a pioneer in translational medicine and digital health, and Expon Capital, specialised in early and late-stage Venture Capital investment in European tech companies, signed a collaboration agreement to pave the way towards the establishment of such an e-health ecosystem. More specifically, the agreement aims to set the framework for a collaboration focused on the identification, development, and possible implementation of a variety of specific projects and activities. These include for instance the provision of support to the LIH in setting up juries for hackathons and competitions, spin-offs, and startups, as well as assistance related to other science commercialisation activities. Similarly, the LIH will be able to provide advisory and scientific support to Expon Capital and assist in the elaboration of a joint strategy to develop partnerships between digital health companies and the financial and investor community. —



— CALL FOR PROJECTS —

Photovoltaic electricity in companies

Building on the success of the first call for projects launched in November 2022, the ministry of the Economy and the ministry of Energy and Spatial Planning have decided to launch a second call for projects.



The call aims to encourage companies to set up and operate photovoltaic solar power plants in Luxembourg, with the purpose of enabling them to use the electricity produced themselves. Part of the "Solidaritéitspak 2.0" concluded at the Tripartite meeting on 20 September 2022, this investment aid encourages companies to produce all or part of their own energy. The call for projects benefits from an overall maximum budget of € 20 million, divided into 4 lots, which vary according to the size of the power plant. Companies have until 31 October 2023 to submit a project to install and operate a photovoltaic power plant, in view of receiving financial support. Applications for investment aid should be submitted via the MyGuichet.lu platform. —

■ More information: www.guichet.lu
or
<https://events.luxinnovation.lu/aides-centrales-photovoltaiques>

— HIGH PERFORMANCE COMPUTING —

Launch of a second joint call

The ministry of the Economy, the Luxembourg National Research Fund (FNR) and Luxinnovation launch a second joint call for projects to offer companies and research institutions a new funding opportunity to support consortia wishing to take advantage of high-performance computing (HPC) capabilities in their field of research.

This joint call for projects will take place in two phases. The first phase, which will take place between 15 September and 15 November 2023, will enable interested economic players to submit their projects directly (summary, planned research, timetable, budgets, etc.). Following an evaluation process to be carried out by the partners in this call for projects, the shortlisted projects will be subject to a second submission phase, between 2 January and 28 February 2024. A more detailed description of their project will then be examined by a panel of external experts. The results will be announced in the summer of 2024, after which the project implementation can begin. "High-Performance Computing is an innovation accelerator with enormous potential for companies of all sizes in a wide range of sectors," says the minister of the Economy Franz Fayot. "It is a key driver of competitiveness for businesses and research, and it will be increasingly important in the future, given that the amount of data

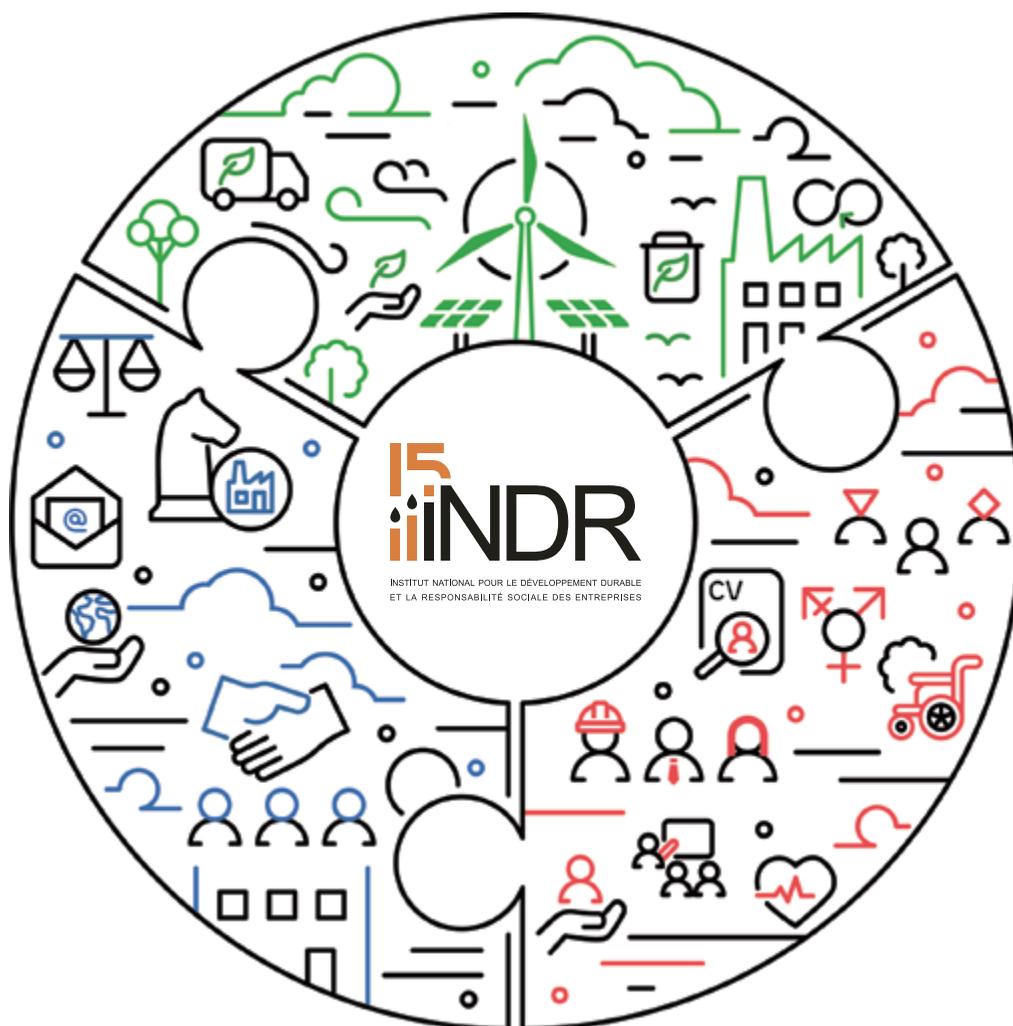
available doubles every two years." The application process will be carried out via the www.research-industry-collaboration.lu platform set up in 2021 by Luxinnovation. The national innovation agency will be responsible for monitoring the ideas posted on the platform, mainly by connecting public and private partners interested in participating. "In Luxembourg, we have a solid digital infrastructure, of which the MeluXina supercomputer is a key component, as well as cutting-edge research skills, companies and startups capable of developing and offering innovative products and services. By making it easier for them to get in touch and collaborate, we will be activating a key lever for innovation," explains Sasha Baillie, CEO of Luxinnovation.

This joint call for projects will be accompanied by a dedicated portfolio of support schemes proposed by the ministry of the Economy, which takes into account the different levels of expertise of private players in the use of computer-aided R&D. —

L'INDR accompagne les entreprises dans leur démarche RSE depuis 15 ans



Stratégie RSE • Gouvernance • Social • Environnement



RSE : Les entreprises s'engagent. Et vous ?

→ www.esr.lu

Fondé par :





Infrachain
Challenge 2023

Filedgr wins the 4th edition

Filedgr won the 4th edition of the Infrachain Challenge, the blockchain hackathon, with their project *Dwelling Before Selling*. Their task was to develop an innovative new application for the Public Sector Blockchain developed by the Ministry for Digitalisation on "Decentralised tools for the national dwelling register". Filedgr focused in their project on the National Dwelling Register which should allow society to retrieve, control and verify data attached to real estate while respecting the traditional duality (proprietary rights versus personal rights) in information access. Filedgr deploys a variation on the ERC 998 token standard which allows people to define the hierarchy of an NFT. WEEL and DigiBlock won the second and third price of this year's Infrachain Challenge.

Luxinnovation 2023 Training catalogue

The training offer reflects the needs of the Luxembourgish economy. The catalogue offers a wide range of different trainings such as the digital transformation in the manufacturing sector or enhanced skills in digital technologies. From automation and digitalisation in industry to cybersecurity and connected industry, the catalogue covers emerging technologies such as supercomputing and data science for manufacturing. Additionally, it includes training programmes focused on digital marketing and outreach, leveraging the latest technologies to drive business growth.

— UNIVERSITY OF LUXEMBOURG / GULLIVER —

Trailblasing AI solution empowering sustainable logistics

The University of Luxembourg's Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT) and tech company Gulliver announced a partnership to develop an artificial intelligence (AI) based solution for sustainable logistics planning.

The European Climate Foundation estimated that heavy-duty trucking contributes 22% of all EU road transport emissions. Forecasts project a further increase by 10% of emission outputs by 2030. This projection demonstrates the importance of stepping up efforts to promote sustainable transition of this industry. At the moment, route planning is conducted manually and requires collecting multiple different data points. Gulliver and SnT will be researching how logistics companies can reduce their impact on the environment by analysing their logistical requirements and by maximising their route planning for operations such as deliveries and pick-ups. The research will be conducted by four researchers from SnT in collaboration with Gulliver's team at the Tomorrow Street incubator in Luxembourg. —



— MINISTRY OF ECONOMY / LUXINNOVATION —

10 startups graduating from the Fit 4 Start programme

The Graduate Showcase 2023 of the Fit 4 Start programme highlighted the 10 startups that successfully completed the 13th edition of the start-up acceleration programme run by Luxinnovation.

For the 13th edition of the Fit 4 Start programme, 15 start-ups out of 304 applications from 42 countries were selected supporting start-ups in two categories: healthtech and digital / data-driven ventures. The winners of this year's edition received six months of specialised coaching, as well as 50,000 euros each in funding from the Ministry of the Economy in case they incorporate in Luxembourg. Companies that succeed in raising funds and employ at least two people can receive up to an additional 100,000 euros in state aid. More than 2.600 applications from start-ups from all over the world have been received since the Ministry of the Economy initiated the Fit 4 Start programme in 2015. The programme is managed by Luxinnovation in collaboration with Technoport, the Luxembourg Space Agency (LSA), the Luxembourg City Incubator, the Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) and LuxProvide. Fit 4 Start provides entrepreneurs with intensive coaching, attractive equity-free funding and access to key networks that help them succeed with launching their business venture and scaling it on the European market. —



MERKUR

Le magazine d'information économique
de la Chambre de Commerce.



CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

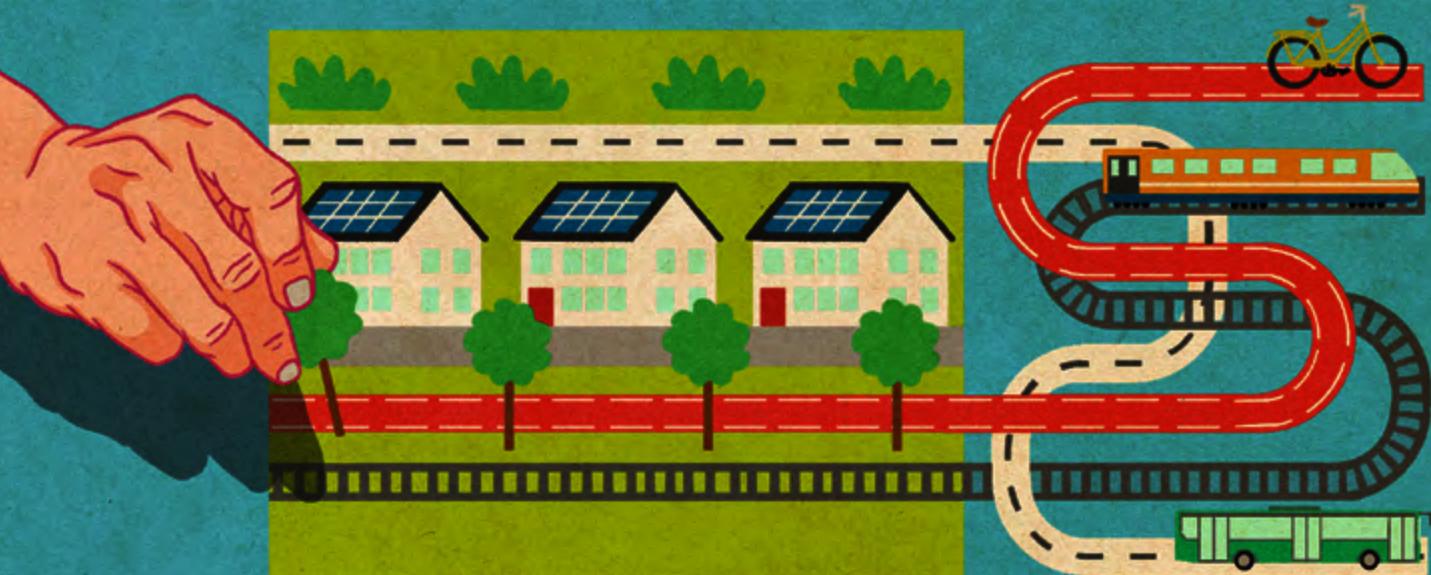
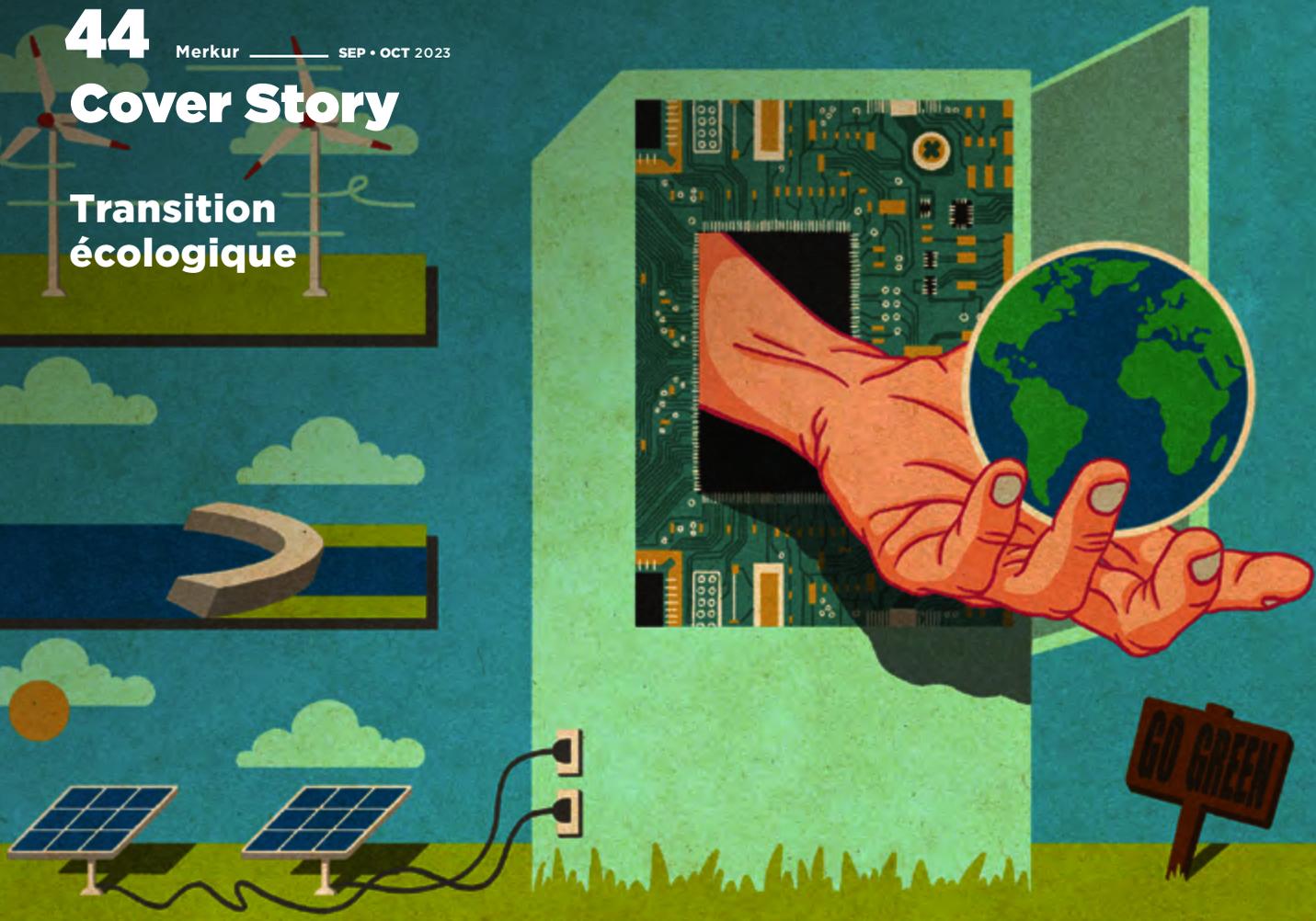
MERKUR, c'est le média exclusif pour toucher les chefs et les cadres des entreprises affiliées.

Distribué tous les deux mois à plus de 37.000 entreprises locales et abonnés dans le monde, le magazine est publié en français et en anglais et couvre l'actualité locale des entreprises de tous les secteurs de l'économie.

Réservez dès maintenant votre annonce, informations sur www.regie.lu

Cover Story

Transition écologique



Le vaste chantier de l'éco-innovation

TEXTE Stéphane Étienne / Hypallages

Changement climatique, dégradation de l'environnement, pression sur les ressources naturelles : la transformation écologique de l'activité productive est devenue une nécessité. Au sein des pays de l'Union européenne, c'est même devenu une obligation à la suite des engagements pris dans le cadre du plan *Fit for 55* visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55% au moins en 2030 par rapport à 1990. Ce n'est donc pas un hasard si le secteur des écotechnologies est en forte croissance et si cette tendance devait s'accroître dans les années à venir. Mais qu'en est-il au Luxembourg ? Le pays est-il prêt à saisir cette occasion pour devenir, comme il l'ambitionne, un territoire d'expérimentation de la transition écologique ?

La réponse ne peut être que contrastée, à l'image du panorama statistique en demi-teinte de l'innovation environnementale au Luxembourg. D'après l'indice d'éco-innovation 2022 publié par la Commission européenne, le Luxembourg est incontestablement le bon élève en la matière. Il occupe la première marche du podium, devant de peu la Finlande, l'Autriche et le Danemark. En réalité, ce chiffre est l'arbre qui cache la forêt. Les performances du Grand-Duché ont en effet tendance à diminuer au fil du temps par rapport à celles de l'Union européenne. De plus, le pays n'affiche des résultats largement supérieurs à la moyenne européenne que dans trois dimensions de l'économie circulaire. Il est en tête de classement pour la couverture médiatique et les publications universitaires liées à l'éco-innovation, l'efficacité de l'utilisation des ressources mesurée par rapport au PIB (Produit Intérieur Brut) et la part des emplois de l'éco-industrie et de l'économie circulaire dans l'ensemble des emplois du pays.

Pour le reste, les statistiques sont plutôt hétérogènes. Si le Luxembourg est globalement bien positionné sur les indicateurs plus macroéconomiques, il l'est nettement moins sur les indicateurs plus concrets de l'éco-innovation. Malgré une nette amélioration, ses activités d'éco-innovation sont son principal talon d'Achille et restent inférieures à la

moyenne européenne. Le pays figure parmi ceux qui possèdent le moins de brevets liés à l'innovation environnementale et le moins d'organismes certifiés ISO 14001 (norme qui définit une série d'exigences nécessaires à un système de management environnemental) par million d'habitants. Ses dépenses publiques de recherche et développement dans le domaine de l'environnement et de l'énergie sont parmi les plus faibles. Quant à ses comportements sociétaux, ils se situent également en dessous de la moyenne européenne. En clair, le Luxembourg peut mieux faire et doit impérativement changer son fusil d'épaule s'il veut devenir un pays leader des technologies environnementales.

Vers une stratégie nationale d'éco-innovation ?

Pourtant, un certain nombre de dispositifs ont déjà été mis en place pour favoriser le développement de projets éco-innovants au sein des entreprises. Comme principaux catalyseurs d'éco-innovations, on peut citer notamment Neobuild, le pôle d'innovation technologique de la construction durable au Luxembourg, ainsi que les clusters de l'agence nationale de l'innovation Luxinnovation dont le Luxembourg CleanTech Cluster, le réseau des acteurs luxembourgeois des technologies propres (cf. l'interview de Charles-Albert Florentin, page 48),

et le Luxembourg Wood Cluster qui a parmi ses objectifs l'innovation des produits et des procédés de la filière bois.

Le principal souci est que l'éco-innovation n'est pas coordonnée au sein d'une stratégie nationale exclusivement dédiée à cette thématique, mais est au contraire intégrée dans deux différentes catégories de stratégies : la recherche et l'innovation d'une part, l'environnement d'autre part.

Lancée en 2020, la stratégie nationale de la recherche et de l'innovation a défini quatre grands domaines prioritaires de recherche qui revêtent une importance particulière pour le développement sociétal, écologique et économique du pays : la transformation des industries et des services, le développement durable et responsable, la santé personnalisée et l'éducation du XXI^e siècle. Dans les faits, cette stratégie est davantage consacrée à la recherche qu'à l'innovation. En témoignent les conventions de financement d'un montant total de 1,7 milliard d'euros signées avec l'Université du Luxembourg, trois centres de recherche : LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology), LIH (Luxembourg Institute of Health) et LISER (Luxembourg of Socio-Economic Research) et le Fonds National de la Recherche (FNR) sur la période 2022-2025.

Les stratégies sur l'environnement se sont multipliées ces dernières années sous la double impulsion de l'Union européenne et du gouvernement luxembourgeois : le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021-2030, la



01



02



03

stratégie nationale à long terme en matière d'action climat *Vers la neutralité climatique en 2050*, la stratégie hydrogène du Luxembourg, la feuille de route *Ons Wirtschaft vu Muer (Notre économie pour demain)* pour une économie compétitive et durable à l'horizon 2025, le troisième Plan national pour un développement durable et la stratégie nationale pour une économie circulaire. Toutes ces stratégies sont pour la plupart très ambitieuses. Malheureusement, elles ne détaillent que fort peu les voies et moyens pour atteindre les objectifs affichés et se montrent plutôt floues sur les réalisations concrètes. Quant aux écotechnologies, si la plupart d'entre elles les évoquent peu ou prou, aucune n'y consacre un large volet.

Cette absence de liens forts entre les stratégies du gouvernement et les entreprises sur le thème de l'innovation environnementale est d'autant plus regrettable que les budgets alloués à l'éco-innovation et les stratégies dédiées augmentent un peu partout dans le monde. D'après la revue *GreenTech made in Germany*, publiée en 2021 par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, le chiffre d'affaires mondial du secteur des technologies environnementales pourrait atteindre les 9,38 billions d'euros d'ici 2030!

Des bénéfices multiples pour les PME?

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette manne que représente l'éco-innovation ne concerne pas seulement les grandes entreprises. Les PME ont elles aussi tout intérêt à investir dans l'éco-innovation si elles veulent rester compétitives dans un marché de plus en plus concurrentiel. D'après la publication *The Business Case for Eco-Innovation* (Manuel pour la mise en œuvre de l'éco-innovation), publiée conjointement par le programme des Nations unies pour l'environnement et la Commission européenne et plusieurs fois mise à jour, il existerait cinq facteurs qui motiveraient une entreprise à éco-innover.

Le premier facteur incitatif, et le plus important au Luxembourg étant donné la faible taille de son économie, est que l'éco-innovation permet l'accès à des marchés émergents totalement nouveaux. Elle peut également être un élément différenciant dans les marchés existants de plus en plus demandeurs de solutions écoresponsables ou imposant des politiques d'approvisionnement durable de plus en plus strictes.

Les projets d'éco-innovation proposent des solutions - comme modifier les procédés de



04

construction pour réduire les impacts environnementaux ou concevoir des produits qui permettent une réparation plus facile et une réutilisation des matières premières - qui augmentent la rentabilité tout au long de la chaîne de valeur.

Éco-innover permet de garder une longueur d'avance sur les normes, les réglementations et les cahiers des charges des donneurs d'ordre. L'entreprise éco-innovante anticipe avant les autres les changements relatifs aux exigences réglementaires et aux normes environnementales et peut même, en cas de leadership technologique, influencer les politiques afin qu'ils adoptent une législation conforme à ses meilleures pratiques.

«Éco-innover permet de garder une longueur d'avance»

01. 02. Le Luxembourg est en tête de classement pour, par exemple, la part des emplois de l'éco-industrie et de l'économie circulaire dans l'ensemble des emplois du pays.

03. 04. Un certain nombre de dispositifs ont déjà été mis en place pour favoriser le développement de projets éco-innovants au sein des entreprises.



Anne-Marie Loesch
Head of Sustainability and Business Development – House of Sustainability

« Toute entreprise peut améliorer son impact environnemental. »

La House of Sustainability a été lancée en avril 2023. Quelle est sa mission ?

Nous sommes le point de contact et le partenaire de confiance pour les entreprises luxembourgeoises qui souhaitent accélérer leur transition durable. Nous les soutenons dans la mise en œuvre des *Luxembourg Sustainable Business Principles* qui visent à une intégration plus systématique des enjeux et des opportunités du développement durable au cœur de leur stratégie. En nous basant sur leurs besoins et leur niveau de maturité en matière de durabilité, nous leur offrons, de concert avec les acteurs de l'écosystème, des services sur mesure autour de trois axes : l'information et la sensibilisation, l'accompagnement et la formation, la valorisation et la labellisation.

Vous venez de mentionner les *Luxembourg Sustainable Business Principles*. Pouvez-vous nous rappeler brièvement de quoi il s'agit ?

Ces principes directeurs du développement durable sont conçus comme une boussole. Ils fournissent une vue holistique du développement durable à l'échelle de l'entreprise et permettent d'anticiper les réglementations à venir, de répondre aux attentes des parties prenantes et de saisir les opportunités de croissance associées. Ils sont structurés autour de 4 piliers – *Planet, People, Prosperity and Governance* – et comprennent 10 thèmes phares. En clair, si une entreprise veut entamer une démarche de développement durable, la première chose qu'elle doit faire est d'effectuer le tour de notre boussole disponible sur notre site (www.houseofsustainability.lu/comment-agir).

Pourquoi avoir créé la House of Sustainability? Quelle est sa raison d'être ?

La House of Sustainability est une initiative portée et animée par la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers en partenariat avec l'INDR (Institut National pour le Développement durable et la Responsabilité sociale des entreprises) et les fédérations professionnelles. Nous sommes une plateforme de coordination qui veut fédérer les acteurs clés du développement durable autour d'un objectif commun : embarquer toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, sur le chemin de la croissance qualitative et inclusive et faire du Luxembourg un pays attractif et inspirant en faveur du développement durable au cœur de l'Europe. À cet égard, les fédérations professionnelles jouent un rôle essentiel, notamment dans le groupe de travail *Sustainability Services*, car elles servent de relais naturels vers les entreprises des différents secteurs et contribuent à remonter les besoins du terrain.



Charles-Albert Florentin
Cluster Manager –
CleanTech (Luxinnovation)

«L'éco-design deviendra la norme dans les constructions de demain.»

Le Luxembourg CleanTech Cluster existe depuis une quinzaine d'années. Pouvez-vous nous rappeler ses objectifs ?

Nous avons trois axes de travail. Nous fournissons à nos membres – environ 300 entreprises de toutes tailles et dans différents secteurs d'activité – des informations pratiques sur les technologies propres. Pour favoriser les synergies entre les acteurs publics et privés, nous organisons ou participons à des ateliers, des tables rondes et des conférences sur des sujets liés à l'actualité comme l'eau, les déchets et l'optimisation énergétique. Nous sommes également partie prenante avec d'autres partenaires dans des projets à portée nationale pour inciter les entreprises luxembourgeoises à se lancer dans de nouvelles activités plus durables.

Un de vos chantiers majeurs consiste en la mise en place d'une plateforme de réemploi visant à mieux valoriser les produits et matériaux, notamment ceux issus de la déconstruction sélective. Qu'entendez-vous par déconstruction sélective ?

À l'avenir, les techniques de construction faciliteront la déconstruction sélective des bâtiments. Pensées en amont, elles vont anticiper la vie des différents composants des bâtiments pour que ceux-ci soient plus facilement recyclables. Il existe à l'heure actuelle deux techniques prometteuses pour répondre aux défis de la durabilité et de l'économie circulaire dans le secteur de la construction : la modularité et la préfabrication. Des éléments préfabriqués et modulaires permettent en effet de construire, déconstruire et rénover un bâtiment plus facilement. Contrairement à la construction traditionnelle, on pourra dorénavant faire évoluer un bâtiment et lui donner une autre fonction à moindre coût. On évite ainsi la démolition pure et simple et on optimise le bilan carbone.

Quels sont les principaux freins des entreprises pour se lancer dans l'économie circulaire ?

Le principal frein est pour moi d'ordre législatif. Un cadre réglementaire plus incitatif serait nécessaire. Par exemple, imposer un certain pourcentage de béton recyclé dans la construction des nouveaux bâtiments comme c'est le cas en Suisse, à Zurich, pourrait contribuer au développement d'une nouvelle industrie. Or, le potentiel à cet égard est énorme. Nous allons bientôt lancer, avec le soutien du ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, une étude qui va déterminer ce que pourrait être au Grand-Duché du Luxembourg d'ici 2050 la quantité d'agrégats issus de la démolition – on parle de plusieurs centaines de millions de tonnes ! – et quelle en sera la qualité apte au recyclage.



05



06

Les entreprises ayant montré leur capacité à éco-innover peuvent attirer les investissements, notamment issus de la finance durable. Les acteurs de la finance sont de plus en plus intéressés par les investissements verts. Les rapports environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) des sociétés cotées sont de plus en plus demandés par les marchés boursiers. L'éco-innovation peut également être en partie financée par les acteurs publics *via* différents dispositifs.

Enfin, investir dans l'éco-innovation augmente la productivité et les compétences techniques. Une entreprise qui se positionne comme leader dans des domaines tels que le bien-être des employés, la performance environnementale et la responsabilité sociétale a plus de chances d'attirer et

05. 06. 07. Quatre grands domaines prioritaires de recherche qui revêtent une importance particulière pour le développement sociétal, écologique et économique du pays : la transformation des industries et des services, le développement durable et responsable, la santé personnalisée et l'éducation du XXI^e siècle.



de conserver une main-d'œuvre qualifiée et motivée et améliore ainsi la productivité et la qualité de ses produits. De plus, le processus d'apprentissage et de création lié à l'éco-innovation va conduire à une capacité technique améliorée dans les compétences clés et à une base de compétences plus solide au sein de l'entreprise.

Le dédale des aides financières

Que les PME prennent de plus en plus conscience que l'éco-innovation peut améliorer leur compétitivité, représente un grand pas en avant. Encore faut-il qu'elles en aient les moyens financiers ! Si la majorité des grandes entreprises disposent de liquidités suffisantes pour investir dans des projets d'éco-innovation en interne ou pour financer les projets d'autres entreprises, essentiellement des startups, ce n'est malheureusement pas le cas pour les entreprises de plus petite taille. La plupart du temps, les ressources financières sont insuffisantes et le recours à l'emprunt est limité et difficile. Bien souvent, les projets éco-innovants mettent du temps à être rentables et comportent une part de risque importante, deux facteurs qui ont de quoi effrayer les banques.

Il existe certes des financements européens comme le programme Horizon Europe, le Fonds pour l'Innovation de l'Union européenne ou le fonds de capital-risque privé *European Circular Economy Fund*, mais les procédures sont complexes, prennent beaucoup de temps et requièrent parfois l'intervention d'une personne dédiée ou d'un consultant externe pour suivre l'évolution du dossier. Il n'est donc pas étonnant que peu d'entreprises luxembourgeoises, et *a fortiori* les PME, effectuent ce type de démarche.

Quant aux aides financières nationales spécifiquement tournées vers la durabilité, il en existe trois principales. La première concerne les aides à l'investissement en faveur de la protection de l'environnement. Quels que soient leur taille et leur secteur, les entreprises qui effectuent des investissements dans le domaine des écotechnologies réduisant l'impact de leurs activités sur l'environnement peuvent bénéficier d'aides accordées sous la forme de subvention en capital. Le montant de ces aides financières peut varier de 10% à 100% des investissements, selon le type de projet financé (dépassement des normes communautaires, énergie produite à partir de sources renouvelables, recyclage et réemploi des déchets, etc.) et le type d'entreprise

requérante. Cela étant, même si ces aides financières se montrent plus généreuses pour les petites entreprises, les coûts éligibles peuvent parfois s'avérer difficiles à comprendre. C'est pourquoi avant de s'engager dans une aventure financière, il est conseillé aux entreprises de contacter Luxinnovation pour s'informer de la marche à suivre (aides@luxinnovation.lu) et de vérifier son éligibilité au travers du programme Fit4Sustainability. Grâce à ce programme piloté par Luxinnovation, l'entreprise

**« Le programme
SME Packages –
Sustainability, outre
un accompagnement,
accorde une
subvention forfaitaire
aux PME de tous les
secteurs composant
le tissu économique
luxembourgeois. »**



EcoTransFaire, un facilitateur de solutions locales et durables

Reconnue depuis début 2020 comme un organisme de recherche relevant du domaine privé par le ministère de l'Économie, EcoTransfaire est spécialisée dans la conduite de projets territoriaux novateurs pour un développement vertueux, local et régional. Son équipe accompagne dans leur développement et leur changement d'échelle les villes, autorités publiques et entreprises qui souhaitent apporter des solutions aux défis sociétaux, économiques et environnementaux. EcoTransFaire s'implique dans de nombreux projets au Luxembourg et dans la Grande Région. Elle a notamment participé à la création de l'espace multiusage du Matgesfeld à Sanem à partir de bungalows de chantier recyclés. Ceux-ci ont été reliés entre eux et isolés avec des écomatériaux : paille et argile pour les murs extérieurs et bois pour l'intérieur des conteneurs.



Baliston : des chaussures intelligentes pour la vie

Née à Nancy et basée en Californie et au Luxembourg, la startup Baliston vient de lancer sur le marché 5.000 paires de sa chaussure high-tech. Ce produit unisexe, disponible en 5 couleurs et entièrement recyclable directement chez le fabricant, est unique à plus d'un titre. Outre le fait que son design a été réalisé par le célèbre Philippe Starck, il est composé de seulement cinq matériaux biosourcés (fil de ricin, coton biologique, plastique recyclé, plastique de canne à sucre et antidérapant non-caoutchouc) et est équipé d'une technologie de capteur qui analyse la manière dont l'utilisateur se déplace. À partir de ces données, la chaussure fournit des recommandations pour réduire la fatigue, les maux de dos et les risques de blessure et surveille sa propre détérioration pour permettre un remplacement au bon moment!



08



09



10

bénéficie d'une étude approfondie de son impact environnemental, d'un plan d'action avec des recommandations sur les investissements et les améliorations avec estimation de coût et conseils pour aider à la mise en œuvre de ces recommandations. Cette étude environnementale est cofinancée par l'État à hauteur de 70% maximum pour les petites entreprises, 60% maximum pour les moyennes entreprises et 50% maximum pour les grandes entreprises.

Le second volet national financier est le programme *SME Packages – Sustainability*.

Outre un accompagnement, celui-ci accorde une subvention forfaitaire de 5.000 euros pour tout investissement compris entre 6.650 euros HTVA et 25.000 euros HTVA et consenti par les PME de tous les secteurs composant le tissu économique luxembourgeois (Horesca, Commerce, Industrie, Artisanat, etc.). Pour être éligible, l'investissement doit être relatif à un projet concret à impact positif sur les axes suivants : réduction des consommations d'énergie ou d'eau, gestion des déchets ou diminution de l'empreinte

carbone. L'entreprise doit également avoir contacté au préalable la Chambre de Commerce ou la Chambre des Métiers qui l'accompagne dans toutes les différentes phases du projet : préanalyse de la situation actuelle, définition du package et choix du prestataire, introduction et validation de la demande d'aide, mise en œuvre du package et son évaluation.

Depuis août 2023, un nouveau régime d'aides temporaires pour inciter les entreprises à améliorer leur impact environnemental a été mis en place par le Département des classes moyennes du ministère de l'Économie et la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI). Le régime d'aides *SME Packages Sustainability* a été élargi et peut être combiné avec le prêt de relance de la SNCI. Toute entreprise qui investit dans des actifs corporels visant à améliorer son impact environnemental (augmentation de l'efficacité énergétique, production d'énergies à partir de sources renouvelables, diminution de la consommation et la pollution d'eau, recyclage et réemploi des déchets) est éligible à une subvention de la part du



11

ministère qui peut aller jusqu'à 100.000 euros et d'un prêt de relance de la SNCI qui peut aller jusqu'à 250.000 euros. L'amélioration substantielle de l'impact environnemental de l'entreprise doit avoir été évaluée par un expert indépendant agréé en la matière. La House of Sustainability nouvellement créée aide les entreprises actives dans tous les secteurs hors artisanat à choisir cet expert et les accompagne pour faciliter l'accès à cette aide temporaire qui sera valable jusqu'à fin 2024.

« Devenir une entreprise réellement éco-innovante est souvent un processus long et mobilisateur. »

08. Les budgets alloués à l'éco-innovation et les stratégies dédiées augmentent un peu partout dans le monde.

09. 10. 11. Eco-innover peut être un élément différenciant dans les marchés existants de plus en plus demandeurs de solutions écoresponsables ou imposant des politiques d'approvisionnement durable de plus en plus strictes. De plus, l'éco-innovation permet l'accès à des marchés émergents totalement nouveaux.



Filip Westerlund
CEO, OUR CHOICE

« La mode circulaire, c'est un choix durable pour la planète. »

Pouvez-vous décrire brièvement votre entreprise ?

Notre entreprise est la première au Luxembourg à se lancer dans la mode circulaire. Nous produisons et commercialisons des *sneakers* – ainsi que des porte-cartes – exempts de tout plastique (même recyclé) et uniquement composés de matières premières durables et de très haute qualité. Nous utilisons exclusivement du cuir de veau, du caoutchouc naturel, de la fibre de coco et du coton écologique pour nos *sneakers*. Nos produits sont conçus pour durer, faciles à entretenir et à réparer, entièrement recyclables. Nous proposons un service de ressemelage des *sneakers* pour que nos clients puissent les garder le plus longtemps possible, voire – pourquoi pas ? – à vie. La semelle originale est enlevée, remplacée par une nouvelle et envoyée au recyclage. Ainsi, rien ne se perd et tout est réutilisé. De plus, pour limiter au maximum notre stock, nous ne produisons que ce que les clients nous commandent en ligne et les options sont limitées : quatre versions différentes pour les *sneakers* et cinq pour les porte-cartes.

D'après vous, votre business model peut se résumer en trois points : transparence, choix et communauté. Que voulez-vous dire par là ?

La transparence est pour moi un élément essentiel. Nos produits sont pourvus d'un QR code qui indique leur composition exacte et tous nos fournisseurs disposent de la certification ISO 14001 (management environnemental) pour le cuir, le caoutchouc et le coton qu'ils fabriquent. Grâce à cette transparence, nos clients savent, lorsqu'ils achètent nos produits, qu'ils ont choisi une mode vraiment durable qui limite au maximum son empreinte carbone. Quant à l'aspect communautaire, je pense que c'est la pierre angulaire de tout changement de comportement. Si nous voulons que de plus de gens adoptent une façon de consommer plus circulaire, mettre en avant les gains financiers que cette attitude procure à long terme ne suffit pas. Il faut également développer une dynamique de groupe autour de ce concept de consommation durable. Grâce à la campagne de *crowdfunding* que nous avons lancée en 2020, nous avons pu créer une communauté autour de nos produits au Luxembourg et dans la Grande Région. Nous continuons activement à faire grandir ce réseau de sympathisants et de bailleurs de fonds. Nous sommes très actifs sur les réseaux sociaux et constamment à la recherche de nouveaux partenaires durables pour qu'ils joignent leurs forces aux nôtres et nous permettent d'étendre notre gamme de produits.



Philippe Genot
Chief Innovation Officer,
Schroeder & Associés

«Nous voulons faire germer des idées innovantes et écoresponsables.»

Vous avez été nommé en juillet 2023 gestionnaire de l'innovation au sein du bureau d'ingénieurs-conseils Schroeder & Associés. En quoi consiste votre nouvelle mission ?

L'innovation a toujours été présente au sein de notre bureau, c'est dans notre ADN, mais elle n'était pas structurée au sein d'un système de gestion. Mon rôle en tant que gestionnaire est double. D'un côté, je définis avec la direction les objectifs, les indicateurs clés de performance et la stratégie. De l'autre, je mets en place un processus permettant de faire germer les idées en interne et de les aider à mûrir en projets innovants. Pour ce faire, je suis entouré de Véronique Faber, qui s'occupe du volet RSE/QSE, et de trois coaches. Ceux-ci accompagnent les porteurs de projet dans le développement de leur idée jusqu'à l'innovation concrète.

De quelle manière se déroule cet accompagnement ?

Les coaches challengent les porteurs de projet, évaluent la faisabilité de leur idée, analysent les menaces et les opportunités... L'idée est aussi de se confronter au marché jusqu'à élaborer un *business model* qui tienne la route, offre une nouvelle réponse aux besoins de nos clients et/ou apporte un plus à nos services. Le but est d'aboutir à un projet représentant une réelle valeur ajoutée pour notre bureau et nos parties prenantes et s'inscrivant dans notre stratégie Schroeder 2030, qui entend amplifier notre engagement d'entreprise socialement responsable pour un monde durable. En bref, nous voulons faire émerger de nouvelles idées à la fois rentables et ayant un réel impact sur le développement du pays, le bien-être de sa population et l'aménagement du territoire au sens large.

Comment incitez-vous vos collègues à vous transmettre leurs idées ?

Ce nouveau processus en interne s'ajoute à des décisions pour faire naître des concepts et encourager la transversalité au sein du bureau et ses divers métiers et spécialités. Nous organisons deux fois par an un événement directement lié à notre stratégie 2030. Un *Sustainability Camp* a eu lieu en mars avec la collaboration de la House of Startups. Pendant 2 jours, 10 équipes pluridisciplinaires ont chacune imaginé un projet directement applicable pour le bureau et répondant à des enjeux majeurs comme la décarbonation, l'économie circulaire ou les habits naturels. Les idées développées ont clairement dépassé nos espérances ! Et nous avons de bonnes raisons de croire qu'il en sera de même avec le prochain événement en automne dédié à l'intelligence artificielle.



12

Un accès à l'information plus complexe qu'il n'y paraît

La capacité des entreprises à éco-innover dépend également de leur connaissance des dernières technologies environnementales. Or, dans le cas de l'éco-innovation, cette veille technologique concerne de nombreux domaines : des dernières innovations en lien avec les matériaux composites durables aux nouvelles techniques de réduction de la consommation énergétique en passant par le stockage de l'énergie et une gestion intelligente des déchets. Il est donc très compliqué pour les entreprises, en particulier les PME industrielles qui ne disposent pas de département innovation dédié ou sont seules sur leur activité au Luxembourg, de connaître les dernières avancées des technologies environnementales, cibler celles qui représentent

12. 13. 14. Les projets d'éco-innovation proposent des solutions comme modifier les procédés de construction pour réduire les impacts environnementaux ou concevoir des produits qui permettent une réparation plus facile et une réutilisation des matières premières.



13

une opportunité pour leur business et anticiper les grandes tendances. À cette difficulté d'accès aux connaissances technologiques viennent s'en ajouter d'autres comme celles relatives aux nouvelles politiques et exigences environnementales, aux nombreuses stratégies mises en place par le gouvernement et à l'écosystème luxembourgeois. Les entreprises ne sont pas structurées pour rechercher les informations et il leur est dès lors difficile d'avoir une feuille de route claire, surtout si elles sont novices en matière d'éco-innovation.

Pour remédier à ces difficultés, plusieurs initiatives ont déjà été prises. Dans le cadre de sa stratégie 2022-2025, Luxinnovation a mis en ligne sur sa plateforme Internet un *Knowledge Center*. Des rapports d'observation, un suivi des tendances technologiques et des cartographies sectorielles sont mis à la disposition des entreprises qui peuvent ainsi prendre les bonnes décisions sur la base d'une analyse et de connaissances approfondies. Ainsi, la cartographie interactive des facilitateurs de durabilité, mise au point par le département *Market Intelligence* de Luxinnovation, permet aux entreprises de se mettre en relation aussi bien avec des fournisseurs de solutions technologiques, de produits ou de services qu'avec des consultants, des organismes de certification, des investisseurs, des organes institutionnels ou encore des centres de recherche et d'essai.

En partenariat avec le ministère de l'Environnement, du Climat et du



14

« La capacité des entreprises à éco-innover dépend également de leur connaissance des dernières technologies environnementales. »

Développement durable (MECDD) et l'Administration de l'Environnement (AEV), le LIST anime la plateforme *Betriber & Umwelt* qui veut sensibiliser et informer de manière proactive les entreprises sur des thématiques réglementaires ou environnementales. Elle organise à intervalles réguliers des conférences et événements sur les développements récents en la matière, met à disposition des outils et des guides pour certaines thématiques et propose une newsletter trimestrielle regroupant les dernières actualités.

Dans le même ordre d'idées, on peut également citer la *Helpline Energy* pour soutenir les entreprises dans les démarches liées aux économies d'énergie et aux aides publiques relatives, le programme *Starter Kit RSE* pour les entreprises qui souhaitent entamer une démarche RSE et surtout la House of Sustainability. Créée conjointement par la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers, celle-ci a pour vocation de sensibiliser et mobiliser les entreprises luxembourgeoises autour des enjeux et opportunités clés du développement durable. À travers une démarche fédératrice avec les partenaires de l'écosystème, elle propose et coordonne une offre de services consolidée afin d'orienter chaque entreprise en fonction de ses besoins (cf. l'interview d'Anne-Marie Loesch, page 47).

Une culture de l'éco-innovation souvent absente

L'aspect humain n'est pas à négliger non plus, car il peut lui aussi être à l'origine de blocages. L'éco-innovation peut difficilement se développer au sein d'une entreprise si elle n'est pas intégrée dans la culture de celle-ci. Pour qu'une entreprise puisse se lancer avec succès dans un projet éco-innovant, l'implication et la mobilisation de l'ensemble des collaborateurs dans le processus sont nécessaires. Y parvenir n'est pas chose aisée pour toutes les entreprises. Souvent, la culture d'entreprise existante ne crée pas les conditions favorables à des projets éco-innovants. Dans ce cas, de profonds changements organisationnels, de communication et/ou de gouvernance sont à prévoir, mais ceux-ci peuvent se heurter à la résistance aux changements ou à des barrières culturelles. Si, par exemple, une entreprise avec une forte hiérarchie verticale n'aplanit pas un tant soit peu sa structure, elle aura beaucoup de mal à permettre à chacun d'exprimer ses idées et ses réflexions sur un projet éco-innovant. À ce problème structurel viennent souvent se greffer le mythe d'une innovation environnementale fondée sur des avancées technologiques disruptives et difficilement accessibles pour les PME ainsi que la crainte de se tromper ou de mal faire.



Circular by Design Challenge : un coup de pouce à la créativité

Lancé en 2020 par Luxinnovation avec le soutien du ministère de l'Économie, le *Circular by Design Challenge* a pour but de permettre le développement de nouvelles solutions de design et des modèles d'entreprise innovants en accord avec les principes de l'économie circulaire. Chaque année, startups et entreprises sont invitées à soumettre leurs solutions durables à des défis différents. Les candidats sélectionnés suivent un coaching intensif de 12 semaines afin de transformer leur projet en réalité économique concrète. À l'issue de ce coaching, les lauréats pour chaque défi sont récompensés d'un prix de 8.000 euros. En 2023, les lauréats étaient Àerd Lab (Mobilier urbain multifonctionnel), Luloop (Événements commerciaux durables, voir rubrique Startups by Silicon Luxembourg), Carrerouge (Collection Luxembourg), Amsol (Coopération au développement) et Metricsat (Coup de cœur du jury).



Terra Matters : favoriser la transition circulaire par les données

Créé en décembre 2022, Terra Matters est un groupement d'intérêt économique rassemblant le ministère de l'Économie et la Chambre de Commerce. Il a pour vocation de favoriser la transition circulaire des entreprises en assurant le développement et la promotion de la *Product Circularity Data Sheet* (PCDS). Cette initiative a été lancée en 2019 par le ministère de l'Économie comme un exemple phare de la stratégie luxembourgeoise d'innovation basée sur les données visant à soutenir l'économie circulaire par le recours à des solutions *big data*. La PCDS est un modèle de données comportant des énoncés standardisés et fiables sur les caractéristiques de circularité des produits, quelle que soit leur position dans la chaîne de valeur. À terme, le GIE souhaite en faire une norme internationale reconnue (ISO).



15

Si l'esprit participatif au sein de l'entreprise est une composante essentielle pour développer une culture de l'éco-innovation, l'entreprise doit également s'ouvrir vers l'extérieur pour amener plus de créativité, d'agilité et de rapidité. C'est le principe de l'*open innovation* qui se base sur le partage des idées et des connaissances et la collaboration avec des acteurs externes à l'entreprise pour identifier de nouvelles technologies et développer de nouveaux produits ou services. Créé en 2016, le *Luxembourg Open Innovation Club* (LOIC), qui fait partie intégrante de la House of Startups, a précisément pour mission d'introduire la pratique de l'innovation ouverte au sein de la stratégie des entreprises. Grâce à son intégration dans l'écosystème local et celui de la Grande Région, il permet aux entreprises de trouver les bons partenaires et les bonnes relations pour répondre à leurs besoins. Outre des ateliers de réflexion et d'échanges et des événements sur des thématiques choisies chaque année par les membres, il organise des rencontres sur mesure entre une entreprise et des startups sélectionnées sur base du cahier des charges de l'entreprise. Au travers de ces rencontres, les membres du club ont ainsi développé des partenariats innovants et durables. À titre d'exemple,

la startup Tryolabs, dont un des bureaux est localisé à Luxembourg, a déployé pour la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois - CFL un modèle prédictif du taux d'occupation de deux de ses parkings afin de faciliter le stationnement des navetteurs.

Mis à part cette dernière initiative, les programmes permettant de faire émerger la culture de l'innovation au sein des entreprises et la renforcer sont pratiquement inexistantes à Luxembourg. Pourtant, il y a urgence. Peu d'entreprises ont dans leur ADN l'innovation environnementale. Sur base de ce constat, le *workshop* compétitivité, piloté par la Chambre de Commerce en collaboration avec de nombreuses parties prenantes, a émis, dans son dossier final sur l'éco-innovation publié en 2022, deux propositions concrètes. La première consisterait à créer des *bootcamps* réunissant ingénieurs des grandes entreprises, PME et jeunes entreprises innovantes pendant un week-end ou une semaine sur un thème précis. Ces *bootcamps* auraient pour objectif de favoriser l'échange et l'apprentissage entre pairs et viendraient en complément, sur un temps plus long et réunissant davantage de salariés, de l'important travail effectué par



16

la House of Startups et Luxinnovation pour mettre en relation les entreprises industrielles et les jeunes entreprises innovantes. La seconde proposition, basée sur le modèle mis en place par l'Agence allemande pour la promotion d'innovations disruptives (*Bundesagentur für Sprunginnovationen*), vise à mettre à disposition des entreprises des managers expérimentés de l'innovation pour répondre à leurs besoins spécifiques et à lever les freins liés à l'absence d'une culture éco-innovante en interne.

Un décalage entre vouloir et pouvoir

En résumé, la croissance du secteur des éco-innovations est une opportunité unique pour le Luxembourg, mais beaucoup de choses restent à faire pour que cette opportunité se transforme en réalité concrète. Même si les initiatives et les réalisations se sont accrues ces dernières années, le chantier reste encore vaste et les blocages humains restent importants. Les mentalités entrepreneuriales ont encore du mal à évoluer. Devenir une entreprise réellement éco-innovante est souvent un processus long et mobilisateur. Afficher sa volonté de créer ou de renforcer en son sein la culture

de l'éco-innovation ne suffit pas, il faut que les moyens mis en œuvre sur le terrain suivent. Or, dans bien des cas, il y a un décalage entre vouloir et pouvoir. Un décalage qu'il est important de combler par plus d'accompagnement et davantage de mesures incitatives... —

«La croissance du secteur des éco-innovations est une opportunité unique pour le Luxembourg.»

15. 16. Le régime d'aides *SME Packages Sustainability* a été élargi et peut être combiné avec le prêt de relance de la SNCI pour toute entreprise qui investit pour améliorer son impact environnemental.



Plus d'informations :

www.cc.lu/merkur

Retrouvez la version en anglais de la cover story consacrée à l'éco-innovation, en scannant le QR Code.

— ÉLECTIONS LÉGISLATIVES —

La Chambre de Commerce porte la voix des entreprises

TEXTE Anthony Villeneuve, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTO Charly Petit

«Alors que la question d'une nouvelle diminution de la durée légale du travail a fait son apparition dans la campagne, la Chambre de Commerce a alerté sur les conséquences potentiellement fâcheuses d'une telle décision.»

Les électeurs sont invités aux urnes le 8 octobre prochain pour choisir celles et ceux qui gouverneront le pays pour les cinq prochaines années. Jouant pleinement son rôle de porte-voix des entreprises, la Chambre de Commerce souhaite être un acteur important du débat électoral en portant de nombreuses idées pour redonner du souffle à l'économie luxembourgeoise.

———— Inflation, secousses sur le marché de l'énergie, tensions géopolitiques, pénurie de talents... Rares ont été les élections législatives à se dérouler sous un ciel aussi menaçant. Le choix que devront faire les électeurs dans quelques semaines est d'autant plus important. Dans ce contexte, la Chambre de Commerce a voulu peser dans le débat électoral, afin de porter la voix des entreprises, lesquelles sont particulièrement touchées par ces crises conjoncturelles. À travers son projet «Élections 2023, quel avenir pour les entreprises?», elle a mené des consultations, identifié des problèmes, engagé des réflexions et formulé des propositions. Voici les six principaux messages à retenir des six livrets thématiques publiés par la Chambre de Commerce et présentés aux partis politiques à cette occasion.

1. Talents : une attractivité à renforcer

C'est LE sujet qui revient dans toutes les conversations. Les entreprises luxembourgeoises peinent à recruter les talents dont elles ont besoin pour assurer leur activité quotidienne, pour poursuivre leur développement ou encore réussir les transitions environnementale et digitale qui s'imposent. Fort logiquement, c'est donc de cette question que traite le premier livret publié. Celui-ci, intitulé *Développer tous les talents au sein d'un marché du travail attractif, performant et ouvert*, pose un état des lieux

précis de la situation : la pénurie de talents s'accroît à tous les niveaux de qualification, la dynamique en matière de formation est insuffisante, le système éducatif ne parvient pas à gommer les inégalités liées au contexte socio-économique et linguistique dans lequel grandissent les enfants, les talents étrangers sont de plus en plus difficiles à attirer...

Si la pénurie de talents s'aggrave, c'est aussi parce que les besoins augmentent. Et le dynamisme de l'économie luxembourgeoise n'est pas le seul responsable. La diminution du temps de travail est l'autre grand facteur à l'origine des tensions rencontrées sur le marché du travail. Très rapidement, la Chambre de Commerce a alerté sur les conséquences potentiellement fâcheuses qu'une telle décision pourrait avoir pour les entreprises. Ce sujet a d'ailleurs été au cœur des débats lors de la première table ronde thématique consacrée aux talents, organisée le 27 mars 2023 à la Chambre de Commerce, en présence des principaux partis politiques du pays.

La Chambre de Commerce a formulé un certain nombre de propositions concrètes pour détendre le marché du travail. Elle invite d'abord le gouvernement à adopter une stratégie nationale des «talents» autour de quatre volets : promotion de l'apprentissage à tous les niveaux d'enseignement, revalorisation de l'accès des entreprises à

3 tables rondes thématiques ont été organisées pour confronter les leaders politiques des partis en lice pour les élections législatives aux questions et préoccupations concrètes des entreprises présentes dans la salle.

«Le Luxembourg vise la neutralité carbone en 2050, mais il ne pourra pas y parvenir si les entreprises ne sont pas accompagnées.»

la formation continue, identification des besoins en compétences présents et futurs, mise en place de régimes fiscaux attractifs pour les salariés... La Chambre de Commerce plaide également pour une réforme de l'orientation en milieu scolaire, afin de promouvoir les matières scientifiques dès l'enseignement fondamental. Autre proposition : l'assouplissement de la législation sur l'organisation du temps de travail pour permettre une gestion au cas par cas, dans le cadre du dialogue social en entreprise.

2. Transition écologique : la nécessaire accélération

Les transitions écologique et énergétique sont des défis majeurs pour les entreprises. Celles qui ignorent la nécessité d'adapter leurs modèles économiques aux impératifs de durabilité compromettent gravement leur compétitivité et donc leur pérennité. La Chambre de Commerce a synthétisé son analyse et ses propositions dans le livret intitulé *Accélérer les transitions écologiques et énergétiques avec un cadre propice*. Elle estime en effet que le gouvernement a un vrai rôle à jouer pour aider les entreprises à réussir cette nécessaire transformation.

L'enjeu est immense puisque le Luxembourg vise la neutralité carbone en 2050. Le pays ne pourra pas y parvenir si les entreprises ne sont pas accompagnées. Cette transition se déroule dans un contexte particulier, avec la flambée des prix de l'énergie observée ces derniers mois. L'emballement des marchés de l'énergie a sans doute eu au moins une vertu : il a incité les ménages et entreprises à adopter des stratégies de sobriété énergétique et a stimulé le développement des énergies renouvelables. Mais le Luxembourg peut mieux faire. Les pistes sont connues : développer des modèles



d'économie circulaire, améliorer encore l'efficacité énergétique via la décarbonation de l'industrie, la rénovation énergétique des bâtiments et l'électrification du parc automobile. La voiture électrique a d'ailleurs été l'un des sujets phares de la deuxième table ronde organisée par la Chambre de Commerce le 25 avril 2023. Au cœur du débat : l'échéance de 2035, date à laquelle plus aucun moteur thermique ne pourra être vendu au sein de l'Union européenne.

Pour tenir ces objectifs climatiques, la Chambre de Commerce a identifié un certain nombre de propositions. Elle demande notamment de promouvoir l'intégration de critères de durabilité dans les marchés publics.

3. Transition digitale : des opportunités à explorer

La bataille de l'intelligence artificielle est lancée, et elle se déroule à une vitesse folle. Dans bien des secteurs, la prospérité des entreprises de demain dépendra de leur capacité à identifier les mutations et à saisir les opportunités dès aujourd'hui. C'est le thème du troisième livret *Poser les fondations d'une 'data-driven economy'* compétitive et innovante publié par la Chambre de Commerce. Le constat ? Ces dernières années, de nombreuses initiatives gouvernementales ont été lancées, avec des résultats souvent insuffisants. Résultat : la transformation numérique des entreprises

reste à parfaire. Parmi les principaux enjeux, il y a la capacité de celles-ci à valoriser les données volumineuses (*Big Data*), tant les technologies qui y sont associées vont modifier en profondeur les secteurs économiques traditionnels. D'où l'importance de développer l'écosystème au Luxembourg et d'engager des moyens importants dans la recherche, le développement et l'intégration de ces nouvelles technologies. À ce titre, la faiblesse des investissements actuellement consentis par les entreprises est inquiétante. Pour accélérer, la Chambre de Commerce formule un certain nombre de propositions. Elle espère notamment la création d'un «*Data-Campus*» regroupant l'écosystème de la filière *data*, pour faciliter les rencontres entre les projets de recherche, les étudiants et le monde de l'entreprise.

4. Développement territorial : la condition de la réussite

Avec la forte croissance économique enregistrée au Luxembourg ces dernières décennies, il devient de plus en plus difficile de se déplacer et de se loger dans le pays. Entre 2010 et 2021, le prix des logements a augmenté de 114% au Grand-Duché, preuve de l'extrême tension sur le marché de l'immobilier. Ces problématiques ont été analysées dans le quatrième livret *Piloter le développement territorial pour répondre aux besoins de logement et de mobilité* publié par la Chambre de Commerce. Dans ce document, les manquements des politiques



6 livrets thématiques et 1 livret de constats conjoncturels ont été publiés par la Chambre de Commerce entre février et juin 2023 pour porter la voix des entreprises dans le débat public autour de leurs thèmes majeurs de préoccupation.

d'aménagement du territoire, de mobilité et de logement sont caractérisés, pour appuyer l'absolue nécessité de tirer les leçons de ces échecs. Sans quoi la compétitivité et l'attractivité du pays, déjà fortement pénalisées par ces difficultés, seraient durablement impactées.

La Chambre de Commerce a identifié des solutions concrètes. En matière de logement, elle demande notamment l'ouverture des régimes du logement abordable aux sociétés de droit privé afin de doper la construction. Elle souhaite aussi l'élaboration d'un paquet de mesures favorisant l'investissement privé dans la création de nouveaux logements en location. En matière d'aménagement du territoire, la Chambre de Commerce appelle évidemment à un renforcement de la coopération transfrontalière en vue d'un co-développement territorial cohérent.

5. Attractivité & compétitivité : un besoin de relance

Au Luxembourg, attractivité et compétitivité sont étroitement liées. Avec ses ressources internes limitées, le pays a besoin d'attirer des facteurs de production de l'étranger pour développer son économie. Il ne peut donc être compétitif que s'il parvient à rester attractif. Le livret *Maintenir et accroître l'attractivité et la compétitivité du modèle économique* analyse les forces et les faiblesses du Luxembourg en la matière. Avec un point d'alerte majeur : alors que le Luxembourg a construit sa compétitivité en accueillant des activités hautement productives (la Place financière notamment), la

productivité stagne depuis de longues années. Pour développer un nouveau modèle de croissance qualitative, le pays a plus que jamais besoin d'un nouveau choc positif de productivité.

Plusieurs leviers d'attractivité et de compétitivité sont clairement identifiés : la fiscalité, le soutien à l'entrepreneuriat, la diversification des activités économiques et le coût du travail. Ce dernier est le plus élevé de toute l'Union européenne. Il a encore été considérablement alourdi par les quatre tranches d'indexation déclenchées en 18 mois, entre octobre 2021 et avril 2023. C'est la raison pour laquelle la Chambre de Commerce considère qu'une réforme du système d'indexation automatique et généralisée des salaires est nécessaire au maintien de la compétitivité du pays. Celle-ci doit se faire selon trois piliers cumulatifs : un pilier économique (une seule indexation par an), un pilier social (une indexation plafonnée puis dégressive à partir de certains paliers de revenus) et un pilier environnemental (un indice des prix basé sur un panier durable). Ce sujet a nourri les débats de la troisième table ronde organisée le 15 mai 2023. La chambre professionnelle plaide également pour une baisse du taux global d'affiche de l'impôt des sociétés, actuellement de 25%, pour le faire converger vers la moyenne européenne. Enfin, elle appelle le gouvernement à engager tous les moyens financiers et réglementaires nécessaires pour que la Place financière devienne le leader mondial des fonds d'investissement dédiés à l'efficacité énergétique.

«Plusieurs leviers d'attractivité et de compétitivité sont clairement identifiés par la Chambre de Commerce : la fiscalité, le soutien à l'entrepreneuriat, la diversification des activités économiques et le coût du travail.»

6. Finances publiques et pensions : le temps des décisions

Garantir des finances publiques, des pensions et une protection sociale soutenables pour toutes les générations, est le titre du dernier livret thématique publié par la Chambre de Commerce. Augmentation des dépenses publiques, évolutions incertaines de la fiscalité, glissement démographique : des décisions importantes devront être prises dans les prochaines années pour préserver le modèle social luxembourgeois. L'enjeu économique est important, car ce modèle est l'un des facteurs d'attractivité du pays. Par ailleurs, la maîtrise des dépenses publiques est nécessaire à la préservation de la notation AAA, indispensable à la vitalité de la Place financière.

C'est la raison pour laquelle la Chambre de Commerce fait des propositions concrètes pour œuvrer dans ce sens. Elle prône notamment la construction d'une nouvelle architecture budgétaire fondée sur le triptyque «missions-programmes-actions» et l'établissement d'une norme de progression réelle des dépenses publiques pour mieux contenir leur envolée. Elle plaide surtout pour l'adoption, dès 2024, d'une réforme du système des pensions afin de concilier équité et soutenabilité du régime. —

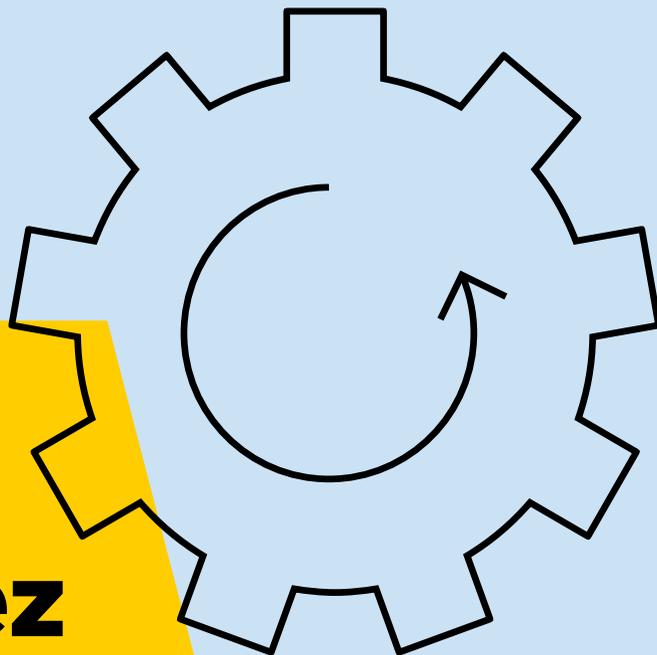
■ Plus d'informations :



Élections 2023, quel avenir pour les entreprises ?

www.cc.lu/dossiers-thematiques/elections-2023

Ateliers
pratiques de
programmation
numérique



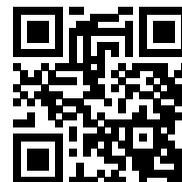
Prototypiez des idées innovantes pour votre entreprise !

**Apportez innovation et croissance
à votre entreprise par l'inclusion
numérique**

La House of Training et le LIST vous invitent
gratuitement à explorer la digitalisation
pour votre entreprise.

Transformez votre relation avec la technologie
en opportunité de croissance, libérez votre
créativité et faites briller votre entreprise dans
le monde numérique.

Informations
et inscription



Contactez nous
(+352) 46 50 16 - 1
customer@houseoftraining.lu



— ATTRACTION DES TALENTS —

Qui fait quoi ?

TEXTE Sidonie Paris, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTO Luxembourg for Finance

La campagne *Movetolux*, orchestrée par Luxembourg for Finance pour attirer les talents étrangers, met notamment en avant l'expérience d'expatriés heureux de la qualité de vie du Luxembourg.



Petit pays aux ressources naturelles et démographiques limitées, le Luxembourg a bâti sa prospérité en grande partie sur sa capacité à attirer les talents internationaux. Les 357.132 salariés étrangers qui y travaillent ont vu leur nombre augmenter sensiblement sur les 10 dernières années (+39% entre 2012 et 2022), leur poids atteignant aujourd'hui 74% de l'emploi salarié total. De fait, l'attractivité du pays constitue l'élément central du modèle économique luxembourgeois. Or, si l'afflux constant de talents étrangers illustre le dynamisme du marché du travail luxembourgeois, l'aggravation de la pénurie de main-d'œuvre – du fait notamment d'un décalage entre compétences demandées et profils disponibles – constitue un défi de taille, dans un contexte international très concurrentiel.

Conscients de l'importance du sujet pour l'économie luxembourgeoise, les ministères et agences gouvernementales se mobilisent. La préparation d'une feuille de route pour l'élaboration d'une stratégie nationale d'attraction, de développement et de rétention des talents en 2021-2022, la publication de la stratégie de l'OCDE sur les compétences au Luxembourg en février 2023, tout comme la création d'un Comité interministériel dédié à l'attraction des talents en témoignent. Les initiatives sont nombreuses, mais dispersées entre différentes structures ayant leur agenda propre et des canaux de communication distincts. D'où l'intérêt d'effectuer une cartographie de l'existant, dans le but de clarifier « qui fait quoi ». Le présent état des lieux se concentre sur des initiatives phares menées par certains ministères et leurs agences.

Le sujet de la pénurie de main-d'œuvre et du besoin d'attirer les talents figure en bonne position dans l'agenda du gouvernement. L'accord de coalition 2018-2023 souligne, dans sa section « compétitivité », le besoin de « répondre à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans bon nombre de secteurs professionnels » et propose, pour ce faire, l'adoption d'une feuille de route afin d'attirer les talents, la création d'un comité interministériel en charge de coordonner les actions menées, en vue d'élaborer une « stratégie nationale en matière d'attraction, de développement et de rétention de talents au Luxembourg ». Dans ce cadre, la feuille de route pour l'attraction, la rétention et le développement des talents au Grand-Duché de Luxembourg, approuvée par le Conseil de gouvernement en juillet 2022, vise à assurer une cohérence au niveau national entre les différents acteurs et identifie une série d'objectifs portant sur l'attraction des talents, leur rétention et le développement des compétences des personnes déjà présentes sur le marché du travail luxembourgeois. Élaboré par un groupe de travail dédié, ce plan d'action a été largement repris par l'OCDE dans son étude sur la *stratégie nationale des compétences au Luxembourg*. Ce groupe de travail a été, depuis, remplacé par un Comité interministériel coordonné également par le ministère de l'Économie. Ce comité est composé de l'ensemble des acteurs publics concernés par ces thématiques (et ayant pour la plupart participé aux travaux du groupe de travail), à savoir le ministère de l'Économie, le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (représenté par l'Agence pour le développement de l'emploi, l'Adem), le ministère des Finances (via l'Agence pour le développement de la Place Financière, Luxembourg for Finance), le ministère des Affaires étrangères et européennes (via son Secrétariat général), le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la

«La feuille de route pour l'attraction, la rétention et le développement des talents vise à assurer une cohérence au niveau national entre les différents acteurs.»

Jeunesse, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le ministère de la Digitalisation et Luxinnovation. Il a pour mission de poursuivre les travaux sur l'attraction des talents et d'assurer la coordination des initiatives menées sur le sujet.

Quelques initiatives phares

La question de l'attraction des talents comporte de nombreux volets, ce qui explique que le sujet soit traité sous différents angles par plusieurs ministères. Tour d'horizon... Le ministère des Affaires étrangères et européennes est en charge des actions de promotion de l'image de marque du Luxembourg dans le cadre de la *Stratégie de la Promotion de l'image de marque de 2021* et d'un plan d'action 2021-2025 qui l'accompagne. L'objectif est de consolider l'attractivité du Luxembourg sur la scène internationale en renforçant son image positive dans le monde. Par ailleurs, le ministère traite les demandes concernant la libre circulation des personnes et les droits d'entrée, de séjour et de travail des ressortissants de pays tiers. Dans ce contexte, il définit les modalités d'immigration des investisseurs, des chercheurs et des étudiants de ces pays. Parmi les initiatives pour

attirer ces derniers, le ministère attribue des bourses d'excellence, par le biais de l'Université du Luxembourg, à des étudiants qui y suivent un master.

Dans sa mission de créer un cadre attractif et propice au développement du centre financier luxembourgeois, le ministère des Finances agit sur deux volets: le cadre réglementaire et législatif d'une part et la promotion de la place financière d'autre part. Sur le volet réglementaire, le ministère conçoit et met en œuvre les mesures fiscales visant à attirer les talents étrangers. Parmi les mesures adoptées en 2023 pour renforcer l'attractivité du pays à l'international dans un contexte difficile de recrutement de main-d'œuvre hautement qualifiée et spécialisée, le seuil minimal de revenu pour bénéficier du régime fiscal des impatriés a été revu à la baisse. Par ailleurs, la loi accorde dorénavant plus de flexibilité dans la mise en œuvre de la prime participative. Concernant la promotion de la place financière luxembourgeoise, le ministère conduit ses activités *via* l'agence pour le développement de la place financière Luxembourg for Finance (LFF): un partenariat public-privé entre le gouvernement et la Fédération luxembourgeoise de l'industrie financière (PROFIL), présidé par la ministre des Finances. Cette agence a pour mission de promouvoir le secteur financier à l'international et encourage les institutions financières et les talents du secteur à s'installer au Grand-Duché. Le sujet de l'attraction des talents constitue l'un de ses sujets prioritaires, le marché de l'emploi dans le secteur financier étant particulièrement tendu et les talents particulièrement rares. Dans ce cadre, la campagne de communication *MoveToLux* s'adresse aux talents internationaux. Sa plateforme dédiée, *Movetolux.com* rassemble des informations pratiques sur l'installation au Luxembourg, la recherche d'emploi et les perspectives de

carrières dans la finance. On y trouve également des témoignages d'expatriés venus au Luxembourg et pleinement satisfaits de leur choix, dans de courtes vidéos diffusées sur le site et sur les réseaux sociaux. De plus, des séminaires en ligne sont organisés régulièrement sur le sujet de l'attraction et de la rétention des talents dans le secteur financier. Depuis 2022, l'agence intègre un volet «attraction des talents» dans le programme de ses missions à l'étranger *via*, notamment, la promotion de la place financière dans les universités et les écoles de commerce.

L'Agence pour le développement de l'emploi (Adem), sous la tutelle du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, est également un acteur clé dans le soutien aux employeurs en matière d'attraction des talents et de facilitation des recrutements. Soutenir les employeurs dans l'attraction et la rétention des talents étrangers constitue un de ses neuf objectifs stratégiques (*Stratégie ADEM 2025*, publiée en 2023). L'Adem compte assurer, d'ici 2025, une large diffusion et une plus grande transparence des offres d'emploi, ainsi qu'un *branding* actif sur les atouts du marché du travail luxembourgeois. Des services existent déjà. La plateforme de recrutement *work-in-Luxembourg.lu*, mise en place par l'Adem avec l'appui d'EURES Luxembourg (réseau européen de services de l'emploi créé en 1994, destiné à faciliter la libre circulation des travailleurs) cible les profils étrangers sur les secteurs confrontés à une forte pénurie de main-d'œuvre. Les employeurs peuvent y déclarer leurs postes vacants, après déclaration à l'Adem, consulter les CV des candidats inscrits sur la plateforme et les contacter directement. En outre, la plateforme organise ses propres «salons de l'emploi» sectoriels en ligne. Par ailleurs, l'ADEM organise la participation des entreprises luxembourgeoises ayant de forts besoins en personnel à des salons de l'emploi à l'étranger. Ces événements permettent aux recruteurs de rencontrer des candidats et de promouvoir le marché du travail luxembourgeois. Pour la première fois en 2022, l'Agence a ainsi accompagné huit entreprises luxembourgeoises au salon «Paris pour l'emploi». —

«Le sujet de la pénurie de main-d'œuvre et du besoin d'attirer les talents figure en bonne position dans l'agenda du gouvernement.»

— TÉLÉTRAVAIL —

Risques et opportunités au Luxembourg

TEXTE Nicolas Liebott, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTO Kathy / Unsplash

Depuis la crise sanitaire, le paysage professionnel luxembourgeois a été profondément transformé par l'essor du télétravail, apportant avec lui une nouvelle ère de flexibilité possible du travail. Si indéniablement, de plus en plus de personnes s'attendent à pouvoir travailler quelques jours par semaine à domicile, la situation particulière du marché du travail luxembourgeois n'offre pas de solution unique pour tous les travailleurs. Les salariés résidant en France, en Allemagne et en Belgique se distinguent par leur statut de frontaliers.

Les règles fiscales jouent un rôle crucial pour les travailleurs frontaliers. Elles ont été suspendues pendant la crise sanitaire afin d'éviter au maximum la propagation du virus en incitant à diminuer la présence physique sur les lieux de travail. Elles ont permis, sous couvert de l'accord de l'employeur, à nombre d'employés de télétravailler sans limite de nombre de jours. La pandémie passée, ces accords fiscaux bilatéraux entre le Luxembourg et ses voisins ont été révisés pour s'adapter à au nouveau contexte.

S'agissant des règles entre la France et le Luxembourg, un avenant à la convention fiscale bilatérale franco-luxembourgeoise, signé en novembre 2022, permet désormais aux travailleurs français de télétravailler jusqu'à 34 jours par an au Luxembourg sans être imposé en France. Au-delà de cette limite, ils seront imposés en France pour les jours de télétravail effectués à leur domicile – et ceci dès le 1^{er} jour de télétravail et non à partir du 35^e – et au Luxembourg pour les jours travaillés au Luxembourg. Côté français encore, la récente réforme du prélèvement à la source simplifie a priori les démarches pour les employeurs dont les salariés dépassent le plafond fiscal de 34 jours depuis cette année.

Les résidents belges peuvent également télétravailler dans leur pays de résidence jusqu'à 34 jours par an sans imposition en

Belgique. Comme pour les travailleurs résidents en France, au-delà de cette limite, ils seront imposés en Belgique pour les jours de télétravail à domicile et au Luxembourg pour les jours de travail sur le territoire luxembourgeois.

Enfin, avant la récente modification, les travailleurs du Luxembourg résidant en Allemagne ne pouvaient télétravailler que jusqu'à 19 jours par an sans être imposables en Allemagne. À la suite d'un nouvel avenant signé en juillet 2023, cette limite a été étendue à 34 jours. Une ratification reste nécessaire par les deux pays pour que cela soit appliqué.

S'agissant du système de sécurité sociale, si un travailleur frontalier exerce plus de 25% de son temps de travail dans son pays de résidence, il bascule sous le régime de ce pays.

Dans le cadre de la crise sanitaire, les États membres de l'Union européenne ont mis en place une période de flexibilité en faveur des travailleurs frontaliers qui exercent une part substantielle de leur activité en télétravail dans leur État de résidence, afin d'éviter un changement de législation applicable en matière de couverture sociale du fait d'un recours accru à ce mode de travail.

Du fait de la flexibilisation et de la numérisation du marché du travail ainsi que de

l'augmentation du télétravail transfrontalier, les États membres de l'Union Européenne ont élaboré un nouvel accord cadre relatif au télétravail transfrontalier dans le domaine de la sécurité sociale pour pérenniser cette situation héritée de la crise sanitaire. Il permet à tout travailleur frontalier de télétravailler dans son pays de résidence, tout en restant soumis à la législation de sécurité sociale du pays dans lequel il travaille, à condition que le pays de résidence du travailleur et le pays dans lequel est établi l'employeur aient tous les deux signé l'Accord cadre – c'est le cas de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et du Luxembourg – et que le temps de travail exercé dans le pays de résidence soit inférieur à 50% du temps de travail total du salarié.

« Les États membres de l'Union Européenne ont élaboré un nouvel accord cadre relatif au télétravail transfrontalier dans le domaine de la sécurité sociale. »

Si le télétravail de plus en plus répandu présente l'immense avantage de soulager le trafic routier entre le Luxembourg et ses voisins, il convient de regarder également les risques qu'il engendre, notamment pour les finances publiques du pays.

«L'un des avantages les plus évidents du télétravail est la réduction du trafic routier.»

Le télétravail frontalier offre divers avantages pour le travailleur mais aussi pour la mobilité au Luxembourg

L'un des avantages les plus évidents du télétravail est la réduction du trafic routier. Les travailleurs frontaliers qui télétravaillent contribuent à alléger la congestion des routes. Alors que la croissance économique luxembourgeoise s'explique essentiellement par une croissance extensive, la production de richesse du pays nécessite le recrutement d'un nombre important de salariés. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à être recrutés au-delà des frontières luxembourgeoises, entraînant un trafic routier toujours plus important. Recourir au télétravail permet donc de décongestionner en partie les axes, et *in fine* d'améliorer le déplacement des travailleurs frontaliers et nationaux et leur productivité via le gain de temps escompté.

De plus, le télétravail offre une flexibilité précieuse pour les travailleurs frontaliers. Ils peuvent mieux équilibrer leurs engagements professionnels et personnels, réduisant les temps de trajet et les coûts associés. La pandémie ayant rééquilibré le rapport entre vie privée et vie professionnelle, ce facteur est non négligeable pour permettre au Luxembourg de continuer à attirer les talents nécessaires à son économie.

Le développement du télétravail frontalier n'est néanmoins pas sans risques pour le Luxembourg

Le Conseil national des finances publiques (CNFP) consacre une place importante au télétravail dans son dernier rapport et souligne que celui-ci occupe une place importante dans les risques qui pèsent sur la viabilité



des finances publiques luxembourgeoises. Les récents accords signés avec les pays voisins sont notamment sources d'«incertitudes» selon le CNFP, qui craint la perte d'une partie des impôts prélevés si les pays frontaliers du Luxembourg demandaient des compensations fiscales en contrepartie d'une hausse des seuils de tolérance de télétravail. Les salariés qui optent pour un télétravail fréquent, s'ils dépassent les seuils fiscaux respectifs, pourraient choisir l'imposition dans leur pays de résidence, parfois plus avantageuse, ce qui induirait une perte de recettes fiscales pour l'État luxembourgeois.

Certes, le télétravail est désormais un argument d'attraction et de rétention des talents. Pour autant, certains secteurs de l'économie peuvent en pâtir au Luxembourg. C'est le cas du commerce et de l'Horeca. En effet, le travail à domicile depuis le pays de résidence du travailleur peut impliquer une moindre consommation dans les commerces luxembourgeois mais aussi dans les bars et restaurants, ce qui risque aussi de déboucher sur une baisse des recettes de TVA.

Si le télétravail des travailleurs frontaliers français, allemands et belges au Luxembourg offre des avantages significatifs, il n'est donc pas sans défis. Les implications fiscales et sociales pour les travailleurs ainsi que les potentiels risques pour le Luxembourg, doivent être pris en compte alors que les différents pays s'efforcent de créer un environnement propice au développement

du télétravail transfrontalier. Une gestion commune et proactive des défis potentiels est essentielle pour garantir une transition réussie vers cette nouvelle ère du travail. Pour pallier ces défis du télétravail frontalier, de plus en plus d'entreprises ouvrent des bureaux «satellites» à proximité des frontières belges, françaises et allemandes afin de réduire le temps de déplacement des employés sans impact fiscal ni social pour ces derniers. Mais l'ouverture de ce type de bureaux est pour le moment essentiellement l'apanage de grandes entreprises, et demeure difficile pour les petites en raison du coût que cela induit, que ce soit pour l'achat d'un immeuble ou sa location. L'ouverture de bureaux satellites proches des frontières risque également à termes de se heurter à la problématique de la disponibilité du foncier au Luxembourg, qui reste limitée par la taille du pays. Il convient également que le déploiement d'antennes décentralisées aux frontières se fasse dans un ensemble cohérent pour l'aménagement du territoire, défi identifié de manière succincte dans le nouveau Programme directeur d'aménagement du territoire. —

The Eye of the Economist



Christel Chatelain



Bérengère Beffort



Laure Demezet



Nicolas Liebgott



Anthony Villeneuve



Lucie Martin



Hoai Thu Nguyen Doan



Sidonie Paris



Max Rosen

Développement durable



De nouvelles normes de reporting de durabilité pour les entreprises.

Le 31 juillet 2023, la Commission européenne a adopté les normes ESRS (*European Sustainability Reporting Standards*) pour les entreprises soumises au reporting de développement durable. Ces normes « établissent un juste équilibre entre la limitation de la charge pesant sur les entreprises déclarantes et la possibilité pour les entreprises de montrer les efforts qu'elles déploient pour respecter l'agenda du Green Deal et, par conséquent, d'avoir accès à un financement durable ». Elles permettront de fournir des informations sur l'impact des entreprises sur le développement durable, ce qui aidera les investisseurs à faire des choix en connaissance de cause. —

Énergie



Une borne de charge publique tous les 60 km dans l'UE à partir de 2026.

L'Union européenne a adopté son nouveau règlement AFIR (*Alternative Fuel Infrastructure Regulation*) sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs, pour répondre aux craintes des usagers d'une infrastructure de charge insuffisante. Il fixe notamment des objectifs minimaux contraignants pour le déploiement d'infrastructures de recharge électrique et de ravitaillement en hydrogène. Ainsi, des parcs de recharge accessibles au public devront être installés tous les 60 km le long des axes principaux de l'UE d'ici fin 2025, et tous les 100 km le long des axes secondaires d'ici fin 2030. Pour l'hydrogène, ce sera une borne de ravitaillement tous les 200 km (fin 2030). —

Europe



Les Pays-Bas officiellement en récession.

Selon les chiffres publiés mi-août par *Statistics Netherlands* (CBS), l'économie néerlandaise a connu une légère contraction au deuxième trimestre 2023. Selon cette première estimation, le PIB des Pays-Bas a diminué de 0,3%, alors qu'une diminution de 0,4% avait déjà été enregistrée au premier trimestre 2023. En cause : principalement la baisse de la consommation des ménages. Cette récession interpelle, notamment au regard des performances des pays voisins au second trimestre 2023. La France a enregistré une croissance de 0,5% par rapport au trimestre précédent et la Belgique est à +0,2%. —

Commerce international



L'accord sur les céréales ukrainiennes est suspendu par le Kremlin.

Le 17 juillet 2023, l'accord qui garantissait l'exportation sécurisée des céréales ukrainiennes via la mer Noire, signé en juillet 2022 par l'Ukraine et la Russie sous l'égide de l'ONU et de la Turquie, et déjà prolongé à plusieurs reprises, a été suspendu par le gouvernement russe. Cette décision du Kremlin ravive les menaces sur la sécurité alimentaire mondiale. Moscou avance des difficultés d'exportations de ses propres céréales et engrais, et demande une reconnexion de sa banque agricole (Rosselkhozbank) au réseau de paiement international Swift, dont la liaison avait été coupée du fait des sanctions occidentales suite à l'invasion de l'Ukraine. —

Compétitivité



L'Université du Luxembourg dans les classements internationaux.

Le classement de Shanghai classe l'Uni.lu dans la tranche 601-700^e rang sur 1.000 universités, soit une progression par rapport à l'année dernière (701-800^e). Il évalue particulièrement positivement les filières d'« Ingénierie des télécommunications » (51-75^e) et de « Science et technologie des transports » (101-150^e). Le *QS World University Rankings* quant à lui, qui intègre pour la première fois l'université du Grand-Duché dans son classement, la place 381^e sur 1.500, avec le meilleur score pour les filières de « Droit et études juridiques » (251-300^e) et d'« Informatique et système d'information » (300-351^e). —

Climat



Engagement continu pour réduire les émissions du Luxembourg.

Les émissions de gaz à effet de serre provisoires de l'année 2022 attribuées au Luxembourg sont en baisse de 12,3% par rapport à 2021, comme l'a souligné le Gouvernement en marge de l'adoption du nouveau *Energie- a Klimaplang fir Lëtzebuerg* (PNEC). Pour soutenir les secteurs qui n'ont pas atteint leurs objectifs sectoriels (la construction et l'industrie), le nouveau PNEC entend renforcer les aides et mesures de décarbonation. Il prévoit aussi de baisser les objectifs pour ces secteurs et de réhausser ceux du secteur du transport, qui a émis 15% de moins qu'« alloué » pour 2022, et qui présente donc un potentiel de décarbonation plus élevé. —

UN ACCIDENT DE TRAJET PEUT ÊTRE...

- un traumatisme
- un handicap à vie
- une famille en deuil
- ÉVITÉ!**

Ensemble, grâce à une
culture de prévention.

**VISION
ZERO** RISQUES
ACCIDENTS
MORTS

Adhérez à la **VISIONZERO.lu**

Sécurité-Santé au travail. **Tous concernés!**



Show and tell

« Longtemps en retard sur le sujet de l'évaluation des politiques publiques, c'est-à-dire la mesure des effets concrets d'une politique menée, le Luxembourg s'engage désormais de plus en plus dans cette voie, afin d'assurer la résilience de son modèle économique et social. »



01. L'allocution d'ouverture de la conférence FIFE2023 a été assurée par Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce, Franz Fayot, ministre de l'Économie, Jeff Weitzel, président de la SOLEP et Thaddée Yossa, président du Réseau Francophone de l'Évaluation (RFE).

03. De nombreux panels de discussions étaient organisés tout au long des trois jours de conférences. Ici, la séance plénière d'ouverture sur le thème de la révolution numérique.



02. Dans son introduction, Carlo Thelen a souligné le rôle joué par la Chambre de Commerce dans l'évaluation des politiques publiques, notamment au travers de ses avis sur les projets de lois.



— FIFE 2023 —

L'évaluation des politiques publiques à l'honneur à la Chambre de Commerce

TEXTE Nicolas Liebgott, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTOS Chambre de Commerce

Les 4,5 et 6 juillet dernier, la Chambre de Commerce a accueilli dans ses locaux la 5^e édition du Forum Francophone International de l'Évaluation des politiques publiques (FIFE), événement de promotion de l'évaluation dans l'espace francophone. Plus de 300 évaluateurs d'une dizaine de pays ont ainsi pu échanger sur les bonnes pratiques en la matière.

Cette édition s'est attachée à mieux comprendre les articulations entre l'évaluation des politiques publiques et la révolution numérique actuelle alors que les nombreuses opportunités induites par cette dernière, notamment le recours à l'intelligence artificielle et au Big Data bouleversent la pratique. Membre fondateur de la SOLEP (Société Luxembourgeoise de l'Évaluation et de la Prospective), la Chambre de Commerce s'intéresse de longue date à l'évaluation des politiques publiques. D'autant plus qu'au cours des dernières années, les mégatendances ont connu une accélération et les nombreuses crises ont mis en lumière des défis structurels. Dans un monde en pleine mutation, la prospective devient essentielle pour rester résilient et maintenir une croissance économique qui profite à tous. Longtemps en retard sur le sujet de l'évaluation des politiques publiques, c'est-à-dire la mesure des effets concrets d'une politique menée, le Luxembourg s'engage désormais de plus en plus dans cette voie, afin d'assurer la résilience de son modèle économique et social. L'évaluation des politiques publiques est nécessaire, car elle permet de mesurer l'atteinte des objectifs fixés et de déterminer si les anticipations prévues

étaient correctes. En intervenant dans la procédure législative via la rédaction d'avis sur les projets de loi, la Chambre de Commerce contribue activement à l'évaluation et l'efficacité des politiques publiques en alertant régulièrement sur la nécessité de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour mesurer l'atteinte des objectifs fixés concernant notamment la transition environnementale comme la neutralité carbone d'ici 2050, le passage de l'ère fossile à l'ère électrique ou les différents objectifs sectoriels de réduction de l'empreinte carbone. Ce FIFE 2023 a renforcé la conviction de la nécessité de cette mission de la Chambre de Commerce. Il a été une formidable occasion de mettre en lumière cet aspect des politiques publiques. Cette opportunité offerte au Luxembourg d'accueillir un événement d'envergure internationale sur ce sujet permet d'ancrer un peu plus l'usage de l'évaluation comme outil incontournable pour mesurer l'efficacité des politiques publiques. Ces 3 jours de conférences, d'ateliers et de discussions ont permis de renforcer les capacités de chacun en matière d'évaluation.

■ Sur le même sujet, voir aussi la rubrique *In the spotlight*, page 106



Photo : dayCARE 2022 au Centre thermal et de Santé

dayCARE 2023 :
Un booster à
l'orientation
professionnelle

Le 25 octobre, c'est le dayCARE!
Préparez votre entreprise pour l'économie
de demain en accueillant des stagiaires.

Informez-vous sur:

www.daycare.lu



Ce projet bénéficie du soutien de



En partenariat avec



In a Nutshell

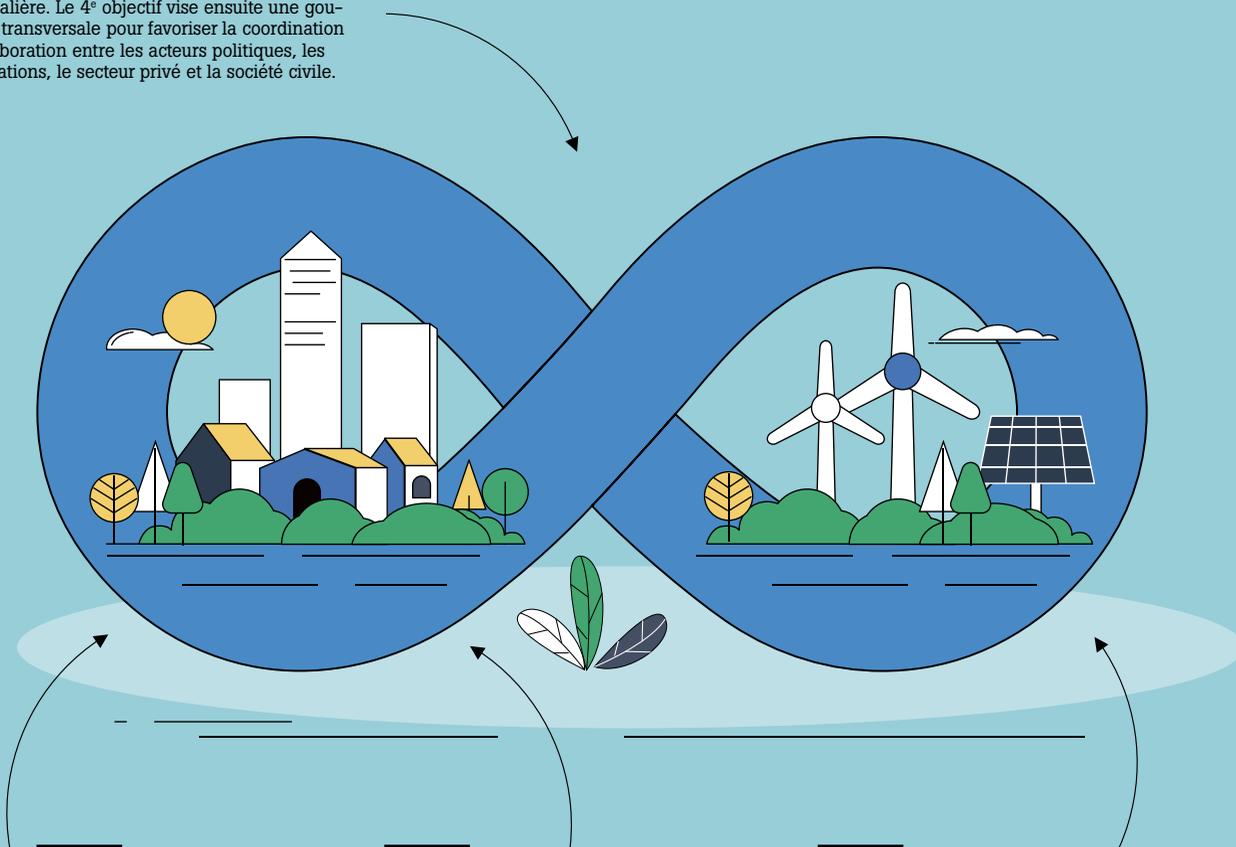
Adoption du nouveau programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT)

«La révision de notre stratégie nationale de développement et de planification du territoire s'inscrit dans une forte volonté de renforcer la résilience du Luxembourg face aux défis présents et futurs. Grâce à une approche intégrée et durable, le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) offre une feuille de route pour un développement spatial harmonieux, répondant aux besoins de notre société tout en préservant nos précieuses ressources naturelles.»

Claude Turmes, ministre de l'Aménagement du territoire et ministre de l'Énergie

4

C'est le nombre d'objectifs politiques que fixe le nouveau PDAT. La stratégie met le focus sur la réduction de l'artificialisation du sol, sur la concentration du développement aux endroits les plus appropriés et sur le renforcement de la planification territoriale transfrontalière. Le 4^e objectif vise ensuite une gouvernance transversale pour favoriser la coordination et la collaboration entre les acteurs politiques, les administrations, le secteur privé et la société civile.



0,46 hectares

Il s'agit de la superficie artificialisée chaque jour en moyenne sur la période 2007-2018 au Grand-Duché. L'artificialisation du sol désigne le processus par lequel des surfaces foncières sont retirées de leur état naturel, agricole ou forestier. Ce rythme d'artificialisation du sol équivaut à 2 terrains de football tous les 3 jours, ou encore à 235 terrains de football par an.

4.295 hectares

D'après les données du nouveau PDAT et du projet Raum+ - outil méthodologique pour apprécier et répertorier les réserves foncières du pays - le potentiel foncier pour l'habitat, disponible dans les plans d'aménagement général (PAG) des communes luxembourgeoises, se monterait à 4.295 ha. Ce potentiel permettrait, en théorie, la construction de 142.500 à 161.500 unités d'habitation.

49,6%

Concernant les surfaces non artificialisées, les chiffres du Département de l'Aménagement du territoire indiquent que près de la moitié de la surface du pays (49,6%, soit environ 128.500 ha) était exploitée par l'agriculture en 2018.

Why

Luxembourg

Discover and understand Luxembourg.



Publication
date:
**November,
15th 2023**

In association with

LUXEMBOURG TIMES

A M C H A M LUXEMBOURG
AMERICAN CHAMBER OF COMMERCE IN LUXEMBOURG A.S.B.L.

Why Luxembourg is a guide to discover and understand why Luxembourg is the first choice to develop your business.

Why Luxembourg is an 84-page guide written by experts, featuring statistics, infographics, interviews with well-known personalities and analysis. It provides an accurate, concise, practical and complete overview of Luxembourg.

Book your ad now. Find all the information you need on www.regie.lu.

T. (+352) 4993 9000 | info@regie.lu | www.regie.lu | Join us on  

regie.lu

Ideas to shape the future

— INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET PLACE FINANCIÈRE —

Évolution d'une synergie

TEXTE Ioana Pop

PHOTO Payconiq

L'intelligence artificielle (IA) est un domaine de l'informatique qui vise à développer des systèmes capables de simuler des processus cognitifs humains, comme la prise de décision. Bien que souvent associée à des innovations, il ne faut pas confondre l'apprentissage automatique, qui est une méthode de l'IA, la vision par ordinateur, un domaine de l'IA, et la robotique, une application de l'IA. Avec les progrès récents de l'intelligence artificielle, de nombreux secteurs économiques sont en pleine transformation, dont celui de la finance, mais il reste à voir dans quelle mesure.

L'IA présente un potentiel important dans les services financiers et bancaires, car elle peut notamment être très bénéfique dans la détection de fraudes (lutte contre le blanchiment d'argent, ...), l'analyse de crédits (évaluation de solvabilité, ...), le conseil financier, l'assistance à la clientèle (chatbots, ...), l'optimisation des investissements, voire la facilitation et l'automatisation de certaines tâches comptables ou d'audit.

Par ailleurs, l'émergence des Fintechs pourrait bien bouleverser le secteur financier. Ces entreprises de nouvelles technologies spécialisées dans la finance proposent des solutions accessibles à tous, grâce à des plateformes en ligne ou à des applications mobiles. De ce fait, elles sont en train de révolutionner les paiements et les transferts d'argent et devraient rendre les transactions plus rapides, plus pratiques et moins coûteuses. Les algorithmes et l'IA utilisés par les Fintechs permettent d'analyser les données en temps réel, de fournir des recommandations personnalisées (optimisation de portefeuilles, par exemple) et d'automatiser certaines tâches, offrant ainsi une expérience d'investissement plus efficace.

Ces opportunités s'accompagnent de nombreux défis, dont trois en particulier : la maîtrise des compétences informatiques, le maintien et le développement de la compétitivité de la place financière du Luxembourg, et certains enjeux éthiques et réglementaires.

Défi n° 1 : la maîtrise des compétences informatiques

Une complémentarité forte se dessine entre l'IA et le secteur financier et bancaire. Les compétences et connaissances informatiques, notamment, constituent le noyau de cette synergie. Certains métiers deviennent obsolètes et de nouveaux apparaissent, mais les avis sont hétérogènes quant aux effets nets de l'IA sur l'emploi dans ce secteur. Selon une étude de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) et de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)¹, les compétences requises pour rejoindre une « *data science team* » dans une organisation financière sont les suivantes : savoir analyser des données, des statistiques et savoir coder. Pour pallier le futur manque de main-d'œuvre, parmi ceux qui utilisent les outils d'IA, 70% des répondants au sondage disent vouloir mettre en place ou avoir déjà mis en place des formations internes spécifiques à l'IA pour leurs employés, parmi lesquels 30% ont prévu des cours avancés spécifiques pour les développeurs et data scientists, 25% des formations générales et 15% d'autres types de formation. Néanmoins, 30% des répondants n'ont pas prévu de mettre en place des formations internes spécifiques à l'IA. Un effort de sensibilisation semble encore nécessaire dans les organisations financières. En outre, les formations proposées au citoyen lambda doivent pouvoir, d'une part, lui apprendre le fonctionnement des outils utilisant l'IA et, d'autre part,

l'aider à concilier son intelligence humaine avec l'IA, afin de devenir plus efficace et productif. Par ailleurs, l'efficacité de la politique visant à attirer les talents aura un impact déterminant.

Défi n° 2 : maintenir et développer la compétitivité de la place financière du Luxembourg

Le Luxembourg possède une importante place financière qui, de manière directe, indirecte et induite représente plus de 135.000² emplois, soit l'équivalent de 30% de l'emploi total intérieur. Même s'il s'avère que l'IA génère de nombreuses opportunités de simplification et d'optimisation des procédures, la capacité de la place à tirer le meilleur profit des changements induits par les progrès de l'IA sera déterminante. Elle pourrait néanmoins être limitée par le fait que les centres de décision de nombreuses organisations financières ne sont pas toujours localisés au Luxembourg.

«L'efficacité de la politique visant à attirer les talents aura un impact déterminant.»

«Les partenariats entre les Fintechs et les banques traditionnelles, ainsi que les fonds et d'autres acteurs, permettront une combinaison de l'expertise et de l'expérience pour offrir les meilleurs services aux clients.»

Pour maintenir la compétitivité de la place financière luxembourgeoise, il sera nécessaire de trouver les bonnes stratégies pour se démarquer en jouant sur les atouts compétitifs du pays tout en se projetant dans les évolutions qu'apportent les nouvelles technologies. Un point clé sera de tirer parti des nouveaux *business models* des Fintechs, lesquels incluent des combinaisons de différentes technologies, dont l'IA. De cette manière, les partenariats entre les Fintechs et les banques traditionnelles, ainsi que les fonds et d'autres acteurs, permettront une combinaison de l'expertise et de l'expérience pour offrir les meilleurs services aux clients. Le développement de ces partenariats multi-acteurs et multidisciplinaires jouera un rôle crucial.

En outre, pouvoir s'exprimer et travailler en plusieurs langues est actuellement un avantage comparatif de la place financière luxembourgeoise et un des risques de l'utilisation des applications de l'IA serait de l'éroder. Par exemple, des Fintechs comme *Lingua Custodia* (traduction, analyse de texte, traitement de documentation financière, ...) pourraient venir amoindrir l'atout linguistique du Luxembourg.

Défi n° 3 : l'éthique et les réglementations

Il n'est pas imaginable de parler de l'IA sans parler d'éthique ni de risques. De nombreuses questions se posent aujourd'hui autour de l'utilisation des outils d'IA, tels que le vol d'identité, la responsabilité en cas d'erreur, la transparence du processus de fonctionnement, le respect de la vie privée, de



la propriété intellectuelle, etc. Le Règlement européen sur l'IA, qui est en gestation et qui pourrait entrer en vigueur dès 2026, essaie d'apporter des réponses à ces questions.

Les avancées technologiques remodelent la manière dont la population interagit avec les institutions financières et bancaires, et afin de préserver un sentiment de sécurité dans ce secteur comme ailleurs, des réflexions devront être menées pour anticiper et gérer des risques d'un genre nouveau en matière de sécurité et d'éthique. —

Les technologies développées par les Fintechs sont en train de révolutionner les moyens de paiement, rendant les transactions plus rapides et plus pratiques.

1. Enquête de la BCL et de la CSSF, *Thematic review on the use of AI in the Luxembourg financial sector*, mai 2023. La période d'observation de l'étude se situe entre octobre 2021 et janvier 2022.

2. Voir le Décryptage n° 26 de la Fondation Idea: *Place financière: combien d'emplois?* par Muriel Bouchet. 2021 et janvier 2022.



Plus d'informations :

www.fondation-idea.lu

— DROIT DU TRAVAIL —

Panorama d'actualités législatives

TEXTE Affaires juridiques, Chambre de Commerce

Les huit premiers mois de l'année 2023 ont été marqués par l'adoption successive de lois modifiant le droit du travail, qui se déclinent en deux grandes catégories : d'une part, les législations imposant la mise en place d'un dispositif de protection des salariés, d'autre part, les législations relatives aux congés. Le présent article propose d'en faire la synthèse en mettant en exergue les obligations qui en découlent pour les entreprises.

Dispositifs de protection des salariés à mettre en place sous peine d'amendes

Protection contre le harcèlement moral

La loi du 29 mars 2023 consacre dans le Code du travail¹ un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral «à l'occasion des relations de travail». Le harcèlement moral y est défini comme «*toute conduite qui, par sa répétition, ou sa systématisation, porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychique ou physique d'une personne*».

L'employeur est ainsi tenu d'agir en matière de prévention et de gestion du harcèlement moral au travail en :

- mettant en place un dispositif pour protéger les salariés contre le harcèlement moral au travail,
- définissant les moyens d'aide aux victimes,
- assurant une enquête rapide et impartiale en cas de harcèlement,
- sensibilisant les salariés et les dirigeants sur cette problématique ainsi que sur les sanctions applicables aux auteurs,
- informant la délégation du personnel (si non l'ensemble du personnel) des obligations en matière de prévention, d'information et de formation des salariés.

En cas de harcèlement moral envers un salarié, qu'il soit causé par l'employeur, un collègue, un client ou un fournisseur, l'employeur doit :

- veiller à ce que tout harcèlement dont il a connaissance cesse immédiatement. À défaut, le salarié qui s'estime victime (ou la délégation du personnel après accord du salarié concerné) peut saisir l'Inspection du travail et des mines (ITM) qui mènera une enquête, pouvant conduire à une amende ;
- effectuer, par ailleurs, une évaluation interne pour mesurer l'efficacité des mesures de prévention en place et envisager de nouvelles mesures si nécessaire (organisation interne, sensibilisation des salariés...).

Le non-respect des obligations précitées de la part de l'employeur sera passible d'une amende de 251 à 2.500 euros², tout comme l'omission de réaliser une évaluation interne concernant l'efficacité des mesures de prévention, sans préjudice d'autres sanctions civiles³ ou pénales⁴.

Protection du lanceur d'alerte

La loi du 16 mai 2023⁵ définit un cadre légal général⁶ en matière de lanceur d'alerte qui s'applique aux auteurs de signalement, travaillant dans le secteur privé ou public, qui ont obtenu des informations sur des «violations⁷ dans un contexte professionnel».

Il en découle pour les entreprises l'obligation d'établir un canal de signalement interne et des procédures de signalement interne et de suivi⁸. Ce canal de signalement interne pourra être géré en interne ou fourni en externe

par un tiers. Il devra être établi et géré de manière à garantir la confidentialité et la sécurité des données traitées.

Les entreprises s'exposent à des sanctions financières allant :

- de 1.500 à 250.000 euros (doublée si récidive) en cas de non-respect des obligations précitées, entrave à un signalement, refus de fournir les informations demandées par les autorités ou communication d'informations fausses ou incomplètes, ou encore refus de remédier à la violation ;
- de 1.250 à 25.000 euros en cas de représailles ou de poursuites injustifiées contre les lanceurs d'alerte.

Droit à la déconnexion

La loi du 28 juin 2023 (entrée en vigueur le 4 juillet 2023) consacre dans le Code du travail un dispositif relatif au droit à la déconnexion⁹.

Elle impose aux employeurs dont les salariés utilisent des outils numériques à des fins professionnelles de mettre en place un régime assurant le respect du droit à la déconnexion en dehors du temps de travail adapté à la situation particulière de l'entreprise ou du secteur en question.

Il s'agit de préciser, le cas échéant, les modalités concrètes et les mesures techniques de déconnexion des outils numériques, les mesures

Dans la nouvelle loi, le congé « paternité » est étendu, dans les couples de même sexe, à la personne reconnue comme second parent de naissance.



de sensibilisation et de formation et les modalités de compensation en cas de dérogations exceptionnelles au droit à la déconnexion.

Ce régime spécifique est à définir par voie de convention collective de travail ou d'accord subordonné, sinon au niveau de l'entreprise, dans le respect des compétences de la délégation du personnel s'il en existe.

Si l'employeur concerné ne met pas en place un tel dispositif, il risquera, à partir du 1^{er} juillet 2026, une sanction financière de 251 à 25.000 euros.

Des nouveautés en matière de congés spéciaux et extraordinaires

Réintroduction et élargissement du congé culturel

Après avoir été abrogé en 2014, le congé culturel¹⁰ a été rétabli dans le Code du travail par la loi du 6 janvier 2023. D'une durée de 12 jours par an, il bénéficie aux salariés identifiés comme acteurs culturels exerçant leur activité artistique en parallèle de leur activité professionnelle, en vue de leur permettre de participer à des événements culturels ne faisant pas partie de leur activité professionnelle principale.

Le bénéficiaire a droit pour chaque jour de congé à une indemnité compensatoire (égale au salaire journalier moyen dans la limite du quadruple du salaire social minimum pour

salarié non qualifié) qui est avancée par l'employeur et remboursée par l'État.

Élargissement des bénéficiaires du congé sportif

La loi du 21 juillet 2023 – qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024 – permettra aux salariés qui sont également sportifs licenciés dans un club affilié à une fédération de bénéficier d'un congé sportif. Jusque-là en place pour les seuls sportifs d'élite, il s'ouvrira aussi aux accompagnants, bénévoles et cadres de clubs.

La durée du congé peut aller de 12 à 25 jours en fonction du statut du salarié et de son rôle au sein de la fédération sportive.

L'employeur se verra rembourser, par jour, une indemnité compensatoire plafonnée à quatre fois le minimum social pour travailleur non qualifié.

Création du congé d'aidant et du congé pour cas de force majeure

La future loi issue du projet de loi n° 8016¹¹ concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants introduit notamment deux nouveaux congés extraordinaires au profit des salariés, sans perte de rémunération :

- 5 jours de congé d'aidant par an pour aider ou soigner un membre de sa famille ou une personne qui vit dans le même ménage ;

- 1 jour de congé par an en cas de « force majeure liée à des raisons familiales urgentes ».

Élargissement des bénéficiaires du congé de paternité

Par ailleurs, avec la future loi issue du projet de loi n° 8017¹⁰ (qui, elle aussi, vise à assurer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée), le congé de paternité de 10 jours est désormais étendu :

- aux travailleurs indépendants ;
- dans les couples de même sexe, à la personne reconnue comme second parent de naissance selon la législation nationale en vigueur en fonction du lieu de résidence ou de la nationalité de l'enfant.

Enfin, en cas de naissances multiples, le père de jumeaux par exemple aura droit à 20 jours de congé de paternité. —

« La loi du 28 juin 2023, entrée en vigueur le 4 juillet, consacre dans le Code du travail un dispositif relatif au droit à la déconnexion. »

- Articles L. 246-1 et suivants du Code du travail. À noter que le harcèlement moral est par ailleurs couvert par un accord interprofessionnel de 2009.
- Cette amende vaudra aussi si c'est le salarié, le client ou le fournisseur de l'entreprise qui commet des actes de harcèlement.
- Le salarié victime de harcèlement moral peut refuser de poursuivre l'exécution du contrat de travail et le résilier sans préavis pour motif grave avec dommages et intérêts à charge de l'employeur.
- En cas harcèlement obsessionnel (article 442-2 du Code pénal).
- Portant transposition de la directive (UE) 2019/1937 du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.
- À noter que des lois spéciales sectorielles sont éventuellement applicables.
- Du droit national ou européen d'applicabilité directe.
- Cette obligation incombe déjà au secteur public et entreprises du secteur privé de 250 salariés et plus, et sera effective à partir du 17 décembre 2023 pour les entreprises entre 50 et 249 salariés.
- Article L. 312-9 et suivants du Code du travail.
- Article L. 234-10 du Code du travail et suivants.
- Le texte définitif, qui modifie l'article L. 233-16 du Code du travail, a déjà fait l'objet d'un premier vote constitutionnel le 11 juillet 2023, mais n'est pas encore publié au moment de la rédaction de cette chronique.

— ROMANIA —

Beyond Dracula: Romania's economic journey upwards

TEXT International Affairs, Chamber of Commerce

PHOTO Dan V. / Unsplash



Romania

Facts & figures

Political capital: Bucharest
Top Business cities: Bucharest, Timisoara, Cluj-Napoca
Business language(s): Romanian, English
Business currency: Romanian Leu
Working days: Monday – Friday
Time-zone: Eastern European Standard Time (UTC+2)
Climate: Temperate continental
Surface: 238,391 sq km
Population: 18,326,327 (2022 est.)
GDP per capita (at Purchasing Power Parity (PPP)): 41,887.9 (2022, current international \$), 40th in the world ranking (Luxembourg is 1st)
Unemployment rate: 5.4% (2022)
Inflation rate: 13.8% (2022)
Growth rate: +4.8% (2022)
Exports of goods and services (2022): \$128.15 billion (+8.6% compared to 2021)
Exports of goods and services (2022): \$148.95 billion (+9.2% compared to 2021)
Trade Balance: \$-20.8 billion (2022)
Logistics Performance Index: 3.20 / 5 (2022, Luxembourg's score is 3.6)
Corruption indicator: Romania ranked 63rd among the 180 countries in the Index, where the country ranked first is perceived to have the most honest public sector.
Main economic sectors:
Agriculture, forestry and fishing: 4.5% (2022)
Industry: 28.8% (2022)
Services: 57.5% (2022)
Country risk classification (COFACE): B
Business Climate A3

Sources: CIA World Factbook, Coface, World Bank, OECD

With its 20 million inhabitants, Romania is a very pro-European country. Romania's evolution from a low-wage country to a developed, industrialised EU country has put it as one of the main trading partners for many EU countries. Romania is increasingly establishing itself as a near- and reshoring destination for various industrial and IT processes.

Romania saw robust economic growth in 2022 driven by private consumption and investments. Yet, in 2023 this growth has been slowed by high inflation, tighter financial conditions, and the consequences from the Russian-Ukraine war. However, as Romania is a cereal exporter and relatively independent for its energy supply, around 70% of energy demand is covered by domestic production. The already limited energy imports from Russia (especially crude oil) were drastically reduced thanks to imports from other countries such as Kazakhstan, Iraq, Azerbaijan, and the UAE.

These days Romania is a changed place. Funding has been offered to startups and entrepreneurs. With the help of EU funds in 2014, the government introduced diaspora grants and implemented policies used to tempt the diaspora home. Aided by an EU boost of € 30 billion, Romania is projected to be the 3rd fastest growing economy in the EU this year. And the country is already now the largest economy in southeastern Europe. Since January 1st, the Romanian city of Timisoara is one of three cities holding the title of European Capital of Culture for 2023.

As Luxembourg and Romania are both members of the European Union and hold strong bilateral ties, Romania offers an attractive investment landscape, bolstered by a diverse range of sectors that are also in focus in Luxembourg's economy.

IT/ICT

Romanians have a great pride in information technology (IT). The country offers a lot of incentives to train, attract and keep software programmers in the country by, for example, lowering the income tax for IT professionals. Romania has witnessed a significant surge in its IT and innovation sector in recent years. With a large pool of highly skilled and cost-competitive IT professionals, the country has become a regional hub for software development, IT outsourcing, and cutting-edge research. More than 220,000 Romanians are part of the IT scene, mainly as employees, freelancers, and remote workers for foreign companies capitalising on the local talent pool. Romania further hosts the European Cybersecurity Competence Center (ECCC) which only recently inaugurated its new headquarters in Bucharest.

IT hubs have been created throughout the country most notably in the cities of Bucharest, Cluj-Napoca, Timisoara, and Iasi. Outside the capital of Bucharest, the city of Cluj-Napoca has managed to build a name for itself, adopting a global mindset in its vision for growth. The city has positioned itself both as a Smart City in the making and as an IT cluster.

Startups

Boasting a strong startup ecosystem rooted in Eastern Europe, Romania offers

Bucharest, Romania



entrepreneurs affordable and highly talented professionals as well as access to the European market. With strong internet connectivity, a healthy number of accelerators and incubators, and a network of entrepreneurs determined to put their ecosystems on the map, the Romanian startup ecosystem is developing rapidly.

Space

Romania is an important actor in the international space sector, being a member of the European Space Agency (ESA).

Romania achieved full membership within ESA in 2011 and is involved in several European flagship space programs. The *National Strategy for Space and Related Fields* is a strategic project funded through the Romanian Space Technology and Advanced Research Program (STAR). One of the project goals is to identify national space - related technological capabilities and possible niches for Romania within the European space industry, as well as to identify cooperation opportunities within the mandatory and optional ESA programs. This presents opportunities for exchange of experience in the field of space applications, such as satellite communications, remote sensing, geographic information systems and global information.

Culture

Romania boasts a rich cultural heritage, picturesque landscapes, and historical landmarks, making it an increasingly popular tourist destination.

Romania stands at the forefront of Eastern Europe when it comes to economic opportunities. With mutual interests in sectors such as information technology, space, tourism, and the startup community there are many opportunities for cooperation and mutual growth. By capitalising on Romania's skilled workforce, strategic location, and dynamic market, Luxembourgish businesses can establish a strong foothold in Eastern Europe and leverage this gateway.

Go International

Companies interested in the Romanian market are kindly invited to join the country seminar on Romania as well as the Trade Mission to be held in 2024. More information and exact dates are to be announced on www.cc.lu

Useful contacts

Luxembourg Chamber of Commerce

International Affairs

Georgia Kossmann, International Affairs Advisor

☎ (+352) 42 39 39 357 ✉ georgia.kossmann@cc.lu

Embassy of Luxembourg to Romania (based in Athens)

Ambassador: H.E. Elisabeth Cardoso

☎ athenes.amb@mae.etat.lu



Casius Morea

CEO, EmailTree AI

“The Romanian market is brimming with potential, particularly in technology.”

What are your current business activities and relations with Romania?

Having been born in Romania and now living in Luxembourg, I find a sense of resonance and purpose in nurturing our ties with the Romanian market. Ever since 1998, our activities involve fostering relationships with potential partners, encouraging talent connections, and exploring avenues for collaboration. Building in time two groups of companies (e-commerce and SaaS industry) was possible due to the complementarities between Luxembourg and Romania.

What opportunities do you see in this market?

The Romanian market is brimming with potential, particularly in technology. The nation's rich pool of skilled professionals and its vibrant tech ecosystem create a fertile ground for innovation and growth. This opens doors to exciting opportunities such as research and development partnerships and access to diverse skill sets. More concretely, Romania is the birthplace of the RPA (Robotic Process Automation) worldwide leader, which inspired us and many other startups on the journey to AI and Automation.

What risks or difficulties do you face?

However, as with any market, there are nuances that require attention. Navigating regulatory frameworks, manoeuvring through administrative processes, and understanding the nuances of local business practices can present challenges. To overcome these, a thoughtful and well-informed approach is essential. Not to forget the most important, our local devoted team who brings all this to life.

What advice would you give to companies wishing to work with this country?

For those contemplating engagement with Romania, my advice would be rooted in the power of relationships. Building strong connections with local stakeholders, understanding the unique cultural context, and forming partnerships can go a long way. Moreover, taking the time to delve into the dynamics of the market and fostering transparent communication can help mitigate potential risks.

To succeed in Romania requires more than just business acumen; it requires empathy, cultural sensitivity, and a genuine interest in collaboration. By embracing these values, businesses can navigate challenges and establish a foothold that contributes to sustainable growth.

76

Merkur ——— SEP • OCT 2023

The Interview

Sébastien Wiertz

General Manager, Paul Wurth InCub



— PAUL WURTH INCUB —

« Le Luxembourg est bien placé pour être à l'avant-garde de la révolution verte. »

PHOTOS Laurent Antonelli/ Agence Blitz et Emmanuel Claude/Focalize

Fondé en 2016, Paul Wurth InCub vise à intégrer des innovations #InduTech dans divers domaines industriels, associés aux activités de l'entreprise Paul Wurth qui est à l'origine de cette initiative. L'objectif était de créer un échange entre les experts internes et des startuppeurs créatifs, aboutissant à une collaboration mutuellement bénéfique : de nouvelles idées, parfois révolutionnaires, pour la multinationale experte en équipements industriels pour la sidérurgie, et un financement ainsi qu'un mentorat d'affaires pour les startups sélectionnées. Sébastien Wiertz, directeur général de l'incubateur depuis son lancement, nous en donne un aperçu.

Comment le champ d'action de Paul Wurth InCub a-t-il été déterminé ?

Paul Wurth a identifié dix secteurs #InduTech (nouvelles technologies appliquées à l'industrie), où l'entreprise possédait déjà une expertise interne, représentant un fort potentiel. Disposant d'un bâtiment vacant près du siège de Paul Wurth, l'idée de créer un incubateur industriel a germé. Plutôt que de simplement louer des espaces à de jeunes entreprises, notre vision était de bâtir un réseau international centré sur l'#InduTech. Ainsi, face à un défi remonté par nos équipes, nous trouvons une startup au sein de ce réseau pour y répondre. Si la solution est prête, une collaboration classique est mise en place. Sinon, nous co-développons avec la startup. C'est un cycle gagnant pour les startups, Paul Wurth et nos clients qui bénéficient en fin de compte des innovations. Tout en répondant aux besoins sur le terrain, des opportunités surgissent parfois dans le réseau. Si nous les jugeons prometteuses, nous pouvons décider de définir une *proof of Concept* (POC) afin de valider l'opportunité sur le marché. Grâce à notre expérience industrielle, nous aidons aussi les startups à valider leur potentiel, comme récemment dans le cas d'une startup japonaise suggérée par le LTIO local (*Luxembourg Trade and Investment Office, ndlr*), offrant une solution d'isolation thermique pour le transport d'hydrogène.

Parmi les InduTech couvertes par Paul Wurth InCub, quelle part représentent les EcoTech ?

Parmi les dix domaines d'expertise couverts par l'incubateur, cinq sont porteurs d'éco-innovations. Il s'agit des *EnergyTech*, des *CleanTech*, du domaine *Smart Construction*, du management des ressources et enfin de la mobilité durable. Le groupe SMS dont Paul Wurth fait partie depuis avril 2021 est actif dans tous ces domaines, avec des chercheurs basés dans le monde entier.

Quels sont les critères pour qu'une startup puisse intégrer l'incubateur ?

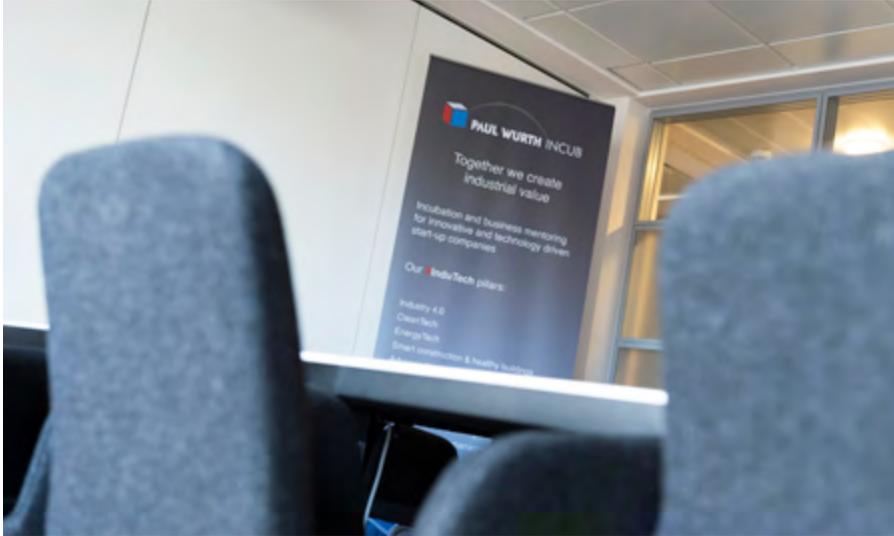
Je fais office de premier filtre quand nous recevons des candidatures. Ensuite, en fonction du pilier #InduTech concerné, je sollicite l'avis de tel ou tel expert interne. Pour le moment nous hébergeons neuf startups mais nous ne sommes pas à la recherche de locataires à tout prix. Nous cherchons avant tout des partenaires avec lesquels il existe un réel potentiel de collaboration et auxquels nous pouvons apporter notre *mentoring*. Au départ nous pensions que celui-ci concernerait surtout l'ingénierie mais on s'est vite aperçu que les aspects techniques sont en général bien maîtrisés par les startups et qu'elles ont davantage besoin de conseils en matières juridique, marketing, logistique, ressources humaines... Nous avons sous-estimé ce besoin mais cela n'a pas été un problème car nous avons dans le groupe SMS des personnes à même d'offrir leur expertise et leur expérience dans ces domaines également. Par exemple, une de nos startups devait expédier des boîtes de collecte de données au Mexique et a été aidée très rapidement par

notre responsable logistique interne qui maîtrise ce genre de sujet au quotidien. Pour tous les aspects qui concernent les démarches à effectuer pour créer son entreprise, nous travaillons en étroite collaboration avec la House of Entrepreneurship à laquelle nous adressons nos candidats.

Il est important de comprendre qu'un incubateur n'est pas seulement un lieu physique qui peut héberger et conseiller des startups. Si certaines sont effectivement dans nos murs, d'autres sont identifiées comme intéressantes et intègrent notre réseau international. Elles ne sont pas toutes au Luxembourg, loin de là. Lorsque nous lançons des appels à solutions ou « *calls* » provenant de notre Groupe ou de nos partenaires #InduTech, nous avons à notre disposition un vivier qui dépasse largement les startups hébergées. Grâce à notre immersion dans l'écosystème #InduTech nous avons ainsi identifié d'autres incubateurs partenaires et investisseurs qui peuvent nous suggérer des startups correspondant à nos besoins. Ce réseau est la vraie force de notre incubateur.

Est-ce que l'on assiste à une évolution des *calls* vers davantage de problématiques d'éco-innovation ?

Le secteur sidérurgique, domaine de nos clients, génère 8% des émissions mondiales de CO₂. Face à des réglementations croissantes pour limiter ces émissions, nous avons développé des solutions technologiques ces dernières années qui permettent à nos clients d'opérer une transition technologique



et d'aller vers le « *green steel* ». Les plus gros projets récents de notre groupe concernent la décarbonation et le dernier en date est la technologie « *Easymelt* » qui sera implémentée pour la première fois chez un de nos clients indiens. Ce qui montre aussi que la problématique de décarbonation a une envergure au-delà des frontières. Paul Wurth Luxembourg est devenu le centre de recherche sur la décarbonation et l'hydrogène au sein du groupe SMS.

Toute innovation industrielle requiert un long processus de développement mais nous sommes aujourd'hui dans une phase clé de déploiement et de validation à grande échelle. Ce processus de développement est souvent accéléré par des partenariats avec des entités innovantes comme des startups ou des centres de recherche et l'Incubateur joue aussi un rôle important dans ce domaine. Nous traitons également des sujets liés au traitement de l'eau, à l'efficacité énergétique et aux bâtiments intelligents, notamment grâce à notre bureau d'études Geprolux spécialisé en construction et génie civil.

Pouvez-vous nous donner un exemple d'une startup hébergée au Paul Wurth InCub, ayant développé une éco-innovation ?

Bien sûr. Je peux évoquer l'exemple de la startup DataThings, que nous accompagnons depuis 7 ans. Originellement *spin-off* du SnT

de l'Université du Luxembourg, spécialisée en *machine learning*, ils possédaient une technologie prometteuse au moment de notre collaboration. Après avoir validé son potentiel et convaincu nos parties prenantes, nous leur avons fourni des données, et ils ont développé un système prédictif de la température de l'acier liquide à sa sortie du haut fourneau. Cette information est cruciale, car elle peut influencer la quantité de coke nécessaire à la combustion, impactant ainsi les émissions de CO₂ et les coûts de production.

Notre collaboration avec DataThings est un exemple réussi de co-développement mutuellement bénéfique. C'est un exemple d'*open innovation* que l'on aimerait voir plus souvent. Je mentirais si je disais que tout a été facile au début mais l'apprentissage a été bénéfique pour les deux parties, que ce soit intellectuellement ou économiquement parlant. Nous les avons soutenus en devenant un de leur premier client avec Creos et, aujourd'hui, nous possédons des parts dans la société avec Encevo.

Quand une innovation est stratégique pour nous, nous pouvons même intégrer complètement une startup au sein du groupe SMS.

Comment se situe l'incubateur de Paul Wurth dans l'écosystème d'innovation du Luxembourg ?

Le démarrage de notre projet d'incubateur n'était pas une aventure partant de rien. Au contraire, nous avons bénéficié d'une

collaboration fructueuse avec le Technoport dès le début. Ce partenariat a été essentiel, car il nous a introduits au monde des startups et nous a donné l'accès à des ressources et des connaissances précieuses, ce qui a largement facilité notre entrée dans ce secteur et accéléré notre démarche.

Cependant, avec le temps, nos méthodes et notre approche ont commencé à se distinguer de celles d'un incubateur public traditionnel. Notre orientation unique et nos priorités nous ont conduit à adopter une approche distincte, répondant à des besoins spécifiques et ciblant des objectifs différents. Bien que nos débuts aient été étroitement liés à la structure du Technoport, nos chemins ont progressivement divergé, non pas en termes de compétition, mais plutôt en termes de complémentarité.

En effet, cette distinction a joué en notre faveur, car elle nous a permis de nous positionner comme un acteur complémentaire dans l'écosystème. Plutôt que d'empiéter sur les mêmes terrains, nous avons pu exploiter des niches différentes et apporter des solutions uniques, renforçant ainsi l'ensemble de l'écosystème en apportant notre valeur ajoutée spécifique.

Quelles sont vos interactions avec les autres acteurs de l'innovation ?

Au cœur de l'économie luxembourgeoise se trouve la notion de collaboration. Les incubateurs, et notamment le nôtre, jouent un rôle essentiel dans la création d'un écosystème riche et interconnecté où chaque entité contribue au développement économique global. C'est en unissant nos forces et en partageant nos connaissances que nous renforçons la position du Luxembourg en tant que *hub* d'innovation.

Notre participation régulière à des séances de *pitching*, notre collaboration lors des hackathons, ou encore notre engagement actif au sein du LOIC (Luxembourg Open Innovation Club) témoignent de notre volonté de stimuler l'innovation ouverte, un élément crucial pour un développement économique dynamique. Cette démarche nécessite une culture profondément ancrée dans l'innovation, axée sur l'ouverture et la coopération.

La question de la propriété intellectuelle est cependant centrale. En collaborant étroitement avec des startups, nous explorons des terrains différents de la simple relation client-fournisseur. Il est impératif de naviguer sur ces eaux avec précaution, garantissant que chaque partie trouve sa juste valeur dans le partenariat. La mise en place de *collaboration agreements*, qui définissent les modalités de la coopération, en est une preuve. Même si leur élaboration peut être longue, ils sont essentiels pour assurer une collaboration fructueuse et équitable.

Mon rôle m'amène souvent à être un véritable gardien des intérêts des startups,

« Les startups, avec leur agilité et leur esprit entrepreneurial, sont naturellement enclines à prendre des risques, à expérimenter et à adopter des approches disruptives. »

notamment durant les phases de négociation. C'est en mettant en avant la collaboration que nous assurons non seulement la croissance de ces jeunes entreprises, mais également le renforcement du Luxembourg comme pilier de l'innovation en Europe. Chacun a un rôle à jouer, et ensemble, nous écrivons l'avenir économique du pays.

Est-ce que l'innovation est plus efficace quand elle est le fruit d'une collaboration entre une entreprise établie et une startup ?

Les entreprises établies ont souvent des processus bien rodés et une structure solide. Lorsqu'il s'agit de perfectionner une solution existante, elles sont généralement bien équipées pour le faire seules. C'est ce qu'on appelle l'innovation incrémentale. Cependant, le monde des affaires évolue rapidement, et il est parfois nécessaire d'explorer des voies totalement nouvelles. C'est là que l'*open innovation* prend tout son sens.

Les startups, avec leur agilité et leur esprit entrepreneurial, sont naturellement enclines à prendre des risques, à expérimenter et à adopter des approches disruptives. Leur collaboration avec des entreprises établies peut combiner le meilleur des deux mondes : l'expérience et les ressources des grandes entreprises, et la créativité et la rapidité des startups. Prenez l'exemple de DataThings : leur travail préliminaire de 5 ans au SnT a accéléré notre développement et permis un déploiement rapide de la solution innovante. En résumé, lorsque des entreprises établies et des startups collaborent, elles peuvent potentiellement créer des synergies puissantes qui accélèrent et amplifient l'innovation. C'est un partenariat gagnant-gagnant qui, s'il est bien géré, peut être la clé d'un développement économique durable pour le Luxembourg et au-delà.

Est-ce qu'une dimension « eco » dans une innovation peut faciliter son financement ?

Le monde des affaires a connu un changement sismique ces dernières années, en particulier dans le domaine des EcoTech. La prise de conscience environnementale a créé une véritable ruée vers des solutions vertes, et cela s'est manifesté par un intérêt croissant des investisseurs.

Il fut un temps où les EcoTech étaient perçues comme une aventure risquée, avec des secteurs comme le photovoltaïque ayant connu des périodes de tumulte dans le passé. Cependant, la situation en 2023 est bien différente. Les évolutions réglementaires, surtout au niveau européen, ont mis les éco-technologies sur le devant de la scène. Les technologies ont mûri, réduisant les risques et renforçant la confiance des investisseurs.

Au sein de la House of Startups, on trouve même des initiatives comme l'International Climate Finance Accelerator (ICFA). Le Luxembourg a mis en place une infrastructure solide pour soutenir les EcoTech. Luxinnovation, par exemple, offre un soutien précieux pour obtenir des financements européens. Pour les idées naissantes, des aides nationales et les *business angels* (LBAN, BEangels) se montrent de plus en plus prêts à investir dans des projets verts innovants. La clé, bien sûr, est la validation du marché. Les startups qui sont en mesure de démontrer une demande réelle pour leurs innovations ont un avantage significatif. C'est là que le concept de *bootstrapping* prend tout son sens. Si une startup peut engager un client dès le début, travailler étroitement avec lui pour affiner son produit et financer son développement, elle est alors en excellente position pour attirer des investissements supplémentaires. En fin de compte, le futur des EcoTech est prometteur. Et le Luxembourg, avec son écosystème florissant et son engagement politique, est bien placé pour être à l'avant-garde de cette révolution verte. Les startups qui naviguent intelligemment dans cet écosystème ont toutes les chances de prospérer.

Quels seront les défis et opportunités de l'éco-innovation dans les années à venir selon vous ?

L'éco-innovation est un terrain complexe, à la croisée des enjeux économiques, environnementaux et sociétaux.

Il est vrai que le coût initial de l'éco-innovation, comme par exemple dans la construction, peut être dissuasif. Les coûts initiaux sont plus élevés, mais les avantages à long terme sont indéniables. Cependant, la perception de ces avantages dépend de la capacité d'une entreprise ou d'un individu à adopter une vision à long terme, ce qui n'est pas toujours évident dans une société axée sur les bénéfices à court terme.

Le danger du *green washing* est un autre obstacle. Il est essentiel de distinguer les innovations authentiquement vertes des simples tactiques marketing. Heureusement, les réglementations européennes jouent un rôle positif en fournissant un cadre pour évaluer la validité des revendications écologiques.

Cependant, le côté positif est la richesse des opportunités. L'efficacité énergétique est l'un des domaines les plus prometteurs. La prise de conscience de la nécessité de comprendre et de réduire la consommation est à son comble, en partie à cause des événements mondiaux comme la crise en Ukraine et la hausse des coûts de l'énergie. Cette prise de conscience généralisée crée un marché pour des solutions qui aident les individus et les entreprises à comprendre et

« Nous cherchons avant tout des partenaires avec lesquels il existe un réel potentiel de collaboration. »

à gérer leur consommation d'énergie.

Enfin, il est crucial de souligner que l'éco-responsabilité ne se limite pas à l'adoption de nouvelles technologies ou innovations. Il s'agit aussi d'un changement de mentalité. Des gestes simples, comme éteindre certains bâtiments inutilement éclairés la nuit -et il y en a encore beaucoup trop ! -, peuvent déjà montrer le chemin vers un monde plus *eco-friendly*. Nous ne pouvons plus nous offrir le luxe de gaspiller. Adopter une mentalité plus respectueuse de l'environnement est à la fois une nécessité et une opportunité pour créer un avenir plus durable.

Que manque-t-il pour améliorer l'écosystème d'éco-innovation du Luxembourg ?

Passer de la parole à l'action est souvent le plus grand défi lorsque l'on parle de transition écologique. Tandis que la sensibilisation grandit et que de nombreux discours se multiplient autour de l'environnement, la mise en œuvre concrète reste timide.

La transformation des mentalités est essentielle pour que cette prise de conscience se traduise en actions tangibles. Cela nécessite une éducation continue, des campagnes de sensibilisation, mais aussi des témoignages et des exemples concrets de succès.

Les réglementations jouent un rôle crucial dans ce processus. En effet, lorsque les incitations volontaires ne suffisent pas, des mesures législatives peuvent contraindre les entreprises et les individus à adopter des comportements plus respectueux de l'environnement. Ces réglementations peuvent également stimuler l'innovation en poussant les entreprises à développer de nouveaux produits et services écologiques.

Les politiques ont donc un rôle essentiel à jouer en instaurant des cadres réglementaires, mais aussi en montrant l'exemple et en mettant en place des incitatifs pour encourager les changements positifs.

En résumé, la transition écologique nécessite une collaboration entre tous les acteurs de la société : citoyens, entreprises, éducateurs et responsables politiques. Chacun doit faire sa part pour que la vision d'un avenir durable devienne une réalité. —

Plus d'informations :

<https://indu.tech/>

Startups

by Silicon Luxembourg

GREENWORLDER

Making sustainability mainstream

Greenworlder is a social media for sustainability that wants to inspire people to live a more sustainable life every day. The platform does this by fusing the best features of social media and switching the focus to environmental and social sustainability. Besides sustainability content produced by organisations and individual users, Greenworlder offers a dedicated section for curated sustainability news and, in the future, also a marketplace for sustainable brands.

"When we think about the word sustainable, it means that something is designed to last. Sustainable media needs to be designed in the sense that it can last without manipulating or hurting the users, and that's what we are aiming to do," said Greenworlder's communications and marketing managers.

■ More info: www.siliconluxembourg.lu/greenworlder-wants-to-make-sustainability-mainstream/

LULOOP

Closing the loop

Luloop offers a circular solution to reduce single-use waste in cafés, takeaway restaurants and companies. Instead of disposable cups, they provide high-quality reusable, BPA-free and heat-resistant cups. Customers pay an extra euro for a Luloop cup, which they can use on the go and then return to one of Luloop's partners in exchange for €1. This mechanism makes Luloop cheaper and more environmentally friendly than disposable cups, saving about 500L of water and about 30 kilos of CO2 throughout its intended lifecycle comparison. *"We don't only want to offer an exciting product, we want to be an 'activism startup' and we hope that through Luloop we can make a positive impact in Luxembourg,"* says Cheryl Ury, Luloop co-founder.

■ More info: <https://www.siliconluxembourg.lu/closing-the-loop-with-luloop/>

SOLARCLEANO

Shining through automation

Already a European market leader, SolarCleanso is putting all its efforts into developing its B1A robot, hoping it will disrupt the solar panel cleaning industry.

SolarCleanso Team



FASHION INDUSTRY

Aryx Future Lab's virtual showroom connects designers and buyers

In September, the Luxembourg fashiontech and winner of ICT Spring's Mastermind Challenge will launch the world's first immersive virtual showroom for the fashion industry, aimed at reducing costs and waste.

Meng Ji, founder and CEO of Aryx Future Lab



Active in 5 continents, the Luxinnovation-supported company has sold more than 750 of its autonomous and semi-autonomous cleaning robots to the solar cleaning industry around the world. *"We've had a lot of success in Latin America and are also trying really hard to succeed in the US,"* said Katerina Begkain, SolarCleanso marketing coordinator.

What helped SolarCleanso garner more attention was the 2022 release of its B1A tech, a significantly larger model than the F1 bestseller, which is remote-controlled and tailored to utility-scale power plants. With a cleaning capacity of 8MW per day, it is also SolarCleanso's most innovative cleaning robot to date, as it's able to automatically track and self-adapt to the height and inclination of solar panels. *"For now it's still remote controlled, but we are working on making it fully automatic, that's the goal,"* said Katerina, adding: *"We are putting all our efforts and money into making the B1A because [achieving full automation] will make a huge difference on the market."*

Having doubled its employee numbers in 2022, SolarCleanso is ready to explore new markets and challenges. First on the list is China, where the company recently participated in a trade show to gather more information on market opportunities.

"We don't just want to be a European and Luxembourgish company, we want to have robots worldwide," says Katerina. ●

■ More info: www.siliconluxembourg.lu/solarcleanso-shining-through-automation/

The nascent startup, housed at Lycée des Arts et Métiers TalentHub, was founded by Meng Ji, a serial entrepreneur who wants to democratise the fashion industry for small and medium-sized designers.

"To be honest, the more I work in the fashion industry, the more I don't like it," the founder explains, adding: *"It's built by a close circle of very influential people that are not easy to deal with and the industry has a lot of young people jump in every year: designers, models etc, but the whole system is built in a way that it is very easy to be taken advantage of."*

A significant issue is showrooms charging high costs, promising exposure to major buyers like Galeries Lafayette or Selfridges. Designers pay from 6,000 to 15,000 euros per season for a spot and additional commissions on sales. If products don't sell, penalties often apply.

Over the past eight months, Meng Ji has used his tech skills to develop a VR 3D fashion showroom on the Aryx Future Lab platform. In the first iteration, designers can access the showroom via a web-based platform and showcase virtual garments for potential buyers, using computer game animation for high-quality movement and rendering. If successful, this solution could save buyers travel expenses and break geographic barriers to access emerging designers worldwide. Moreover, utilising digital 3D tools for garment development could save designers money on samples and prevent wastage. ●

■ More info: www.siliconluxembourg.lu/aryx-future-lab-virtual-showroom-connects-emerging-designers-buyers/

IBISA

Launching the Weather Simulator

Luxembourg spacetech/climatetech IBISA has released new technology helping nations and companies prepare for extreme weather events.

As climate change continues to increase the prevalence of extreme weather events, companies are looking for ways to better anticipate and react to the risks they pose. Luxembourg-based climate insurer IBISA offers real solutions. In May 2023, it launched The Weather Simulator (TWS), a new product that can estimate the probability and return periods of weather events based on historical data from any region in the world.

"We have modelled 42 years of historical weather data to construct a statistical model that attempts to replicate the pattern of the weather data. Thanks to the tool, TWS provides the answers you need to prepare for extreme weather events and protect your business" said IBISA co-Founder and COO Jean-Baptiste Pleynet.

TWS helps budget and plan activities affected by weather risks for various industries such as agriculture, construction and transportation, but it can also support research and development of new products and technologies that are sensitive to weather conditions. Additionally, it can help in the decision-making process regarding long-term investments and operations. Founded in 2017 as an index-based insurance marketplace using satellite technology, IBISA has raised an estimated £1.9M according to Crunchbase. •



SustainCERT Raises 37m dollars to verify Climate Impacts

SustainCERT raised 37m dollars in Series B with investments from Partech, Hartree Partners and existing shareholders, such as the Microsoft Climate Innovation Fund. The funds will support the climate tech in scaling its impact verification solution for carbon markets and Scope 3 emissions. Founded in 2018, SustainCERT's digital platform verifies climate impact claims. After a successful 10m dollars raise in 2021, its Series B will help bring the platform to the global market. •

ICFA 2023 COHORT

Six fund managers join Climate Finance Accelerator

The International Climate Finance Accelerator Luxembourg (ICFA) in July announced the members of its 2023 cohort of fund managers dedicated to addressing climate change and driving positive impact globally.

Selected from 46 applications, the following six fund managers will take part in the ICFA's unique two-year accelerator programme for fund managers in the climate action sector.

Annycent Capital is a market facilitator designed to fill a market gap and accelerate the redeployment of capital to renewable energy projects, notably solar, hydro and wind power plants, located in emerging countries.

Beyond Finance Consulting Ltd (Hong Kong) supports companies addressing the specific needs of women in their resilience to climate change by offering funding, technical assistance and guidance to improve gender equality. It focuses on access to water, sustainable agriculture, access to clean energy, and financial inclusion in Asia and Sub-Saharan Africa.

Catalyst Investment Management is a pioneering renewable energy and climate infrastructure equity fund manager in the Middle East and North Africa region, investing in renewable energy, energy storage/energy efficiency, and solar-driven water treatment projects and platforms.

Cycle Group invests in technology enabling the transition to net zero and halving of emissions by 2030. Technology applications include energy transmission and energy efficiency, industrial sector coupling, and advanced manufacturing including new, more

efficient semiconductor and power electronics technologies.

Ship2B Ventures is backing bold climate innovation with the largest transformative impact potential to limit global climate warming to 1.5° by 2050. Their focus is on three core systems across Europe: how we live, how we eat and how we make things.

SVX MX / SVX México is a women-led impact investing firm working in Mexico and Latin America that aims to ensure that capital serves life instead of governing it. It supports the regenerative transition for rural communities through nature-based solutions that enhance biodiversity and contribute to the climate resilience of Mexican ecosystems. •

■ More info: www.siliconluxembourg.lu/icfa-2023-cohort-six-fund-managers-join-the-climate-finance-accelerator/



nZero Raises 16m dollars in Series A

The US-based carbon management platform which has a subsidiary in Luxembourg raised 16m dollars in Series A funding round led by Fifth Wall and an unnamed US energy company. The investment will enable the company to scale its services amid the global push for better, more accurate tracking and reporting of energy, financial, and greenhouse gas emissions data in both the public and private sectors. Piedmont Capital Investments Inc., with limited partner Henry Kravis, also participated in the round. •

KEYM 1m euros fundraising

In June, KEYM announced that it raised 1m euros Pre-Seed round and doubled its team to push the development of its social media and networking app for the music industry which just released for iOS and Android. Co-founded by Thionville residents Michael Gonzalez and Xavier Michely in 2021, KEYM provides music industry professionals with a platform to find each other and collaborate. It caters to the entire music ecosystem and supports amateurs and seasoned professionals alike in developing their businesses and creative pursuits. •

IMS Luxembourg

“We envision businesses leading the way for an inclusive, equitable, and regenerative economy”

What is the B Corp Movement?

It is an initiative led by the non-profit B Lab since 2006. We envision businesses leading the way for an inclusive, equitable, and regenerative economy. To achieve this, there is the B Impact Assessment (BIA), a free online tool to assess and improve your company on a wide range of sustainability standards. Some companies using this tool are certified B Corp. This recognises their social and environmental performance, accountability, transparency and their journey of continuous improvement.

How can Luxembourg companies benefit from joining it?

With the BIA, companies can have a holistic assessment across five areas: governance, workers, community, environment and customers. Secondly, companies become B Corps to join a global movement. The community in Luxembourg is very active and engaged! Also, being a B Corp has helped them attract talent and reduce recruiting and turnover costs. This fall, we are hosting a bootcamp, open for any company registered in Luxembourg interested in being trained to assess their impact.

What is something you wish more companies understood about it?

That B Corp Movement is not all about the certification. I encourage readers to start using the BIA. By starting today with their impact strategy, companies not only build up social and financial resilience to the inevitable challenges brought on by climate change and biodiversity loss but also start implementing internal processes to be able to respond to the upcoming EU directives. We are all interdependent in this world, and business has a critical role in regenerating our most precious assets.

CIRCULI-ION

Next stop San Francisco for Startup World Cup Winners

Luxembourg cleantech startup Circu Li-ion was selected to represent Luxembourg at the regional finals of the Startup World Cup.

Officially founded in 2022, the startup operating in Luxembourg and Germany, breathes new life into lithium batteries, significantly reducing CO₂ emissions.

After winning the 2023 Luxembourg Startup World Cup in June, Circu Li-ion's co-founder and CEO, Antoine Welter, expressed gratitude to his team. Despite the win, he stressed the importance of events like this for attracting top-notch talent in the tech space to expand their 25-member team to 40 FTEs by year-end.

The company's future looks promising as it plans to develop computer vision features, automation processes, and robotics with an R&D hub in Luxembourg and an operations plant in Germany. *“We're going to roll out to more places in Germany with a machine as a service. We will do one more in France, and later on, we will move to Scandinavia, and the UK,”* said the CEO.

The Startup World Cup is organised by Pegasus Tech Ventures, a US venture capital firm known for backing successful startups like SpaceX, Airbnb, and Twitter. They will award one finalist with a 1-million-dollar investment at the December 1, 2023 ceremony in San Francisco.

Pegasus Tech Ventures partner Bill Reichert praised the evolving entrepreneurship ecosystem in Luxembourg and the rising competitiveness of local entrepreneurs. He expects the judges to prioritise startups with traction and unique capabilities that set them apart from competitors.

Circu Li-ion was among ten finalists at the regional awards, pitching alongside Fundvis, KEYM, MDsim, Odysseus Space, ClimateCamp, GoNuggets, Myelin-H, Veezzy, and Warden Machinery.

Each startup gave a four-minute pitch followed by questions and comments from a jury composed of managing partner of Excellium Services Christophe Bianco, serial tech entrepreneur Fabrice Testa, director at Luxinnovation Jean-Michel Ludwig, CEO of ANote Music Marzio Schena, managing partner of MiddleGame Ventures Pascal Bouvier, partner at Kavedon Kapital Patrizia Luchetta and CEO of Finologiee Raoul Mulheims. •

■ More info: <https://www.siliconluxembourg.lu/next-stop-san-francisco-for-startup-world-cup-winners-circu-li-ion/>

Circu Li-ion CEO and co-founder Antoine Welter is pictured the moment his company was announced winner of the Luxembourg Startup World Cup on 13 June at EY



Four founders bring Summer inspiration

For the second year, Silicon Luxembourg created networking opportunities for the startup ecosystem over the holiday season by hosting four summer talks on sunny terraces. Fabienne Stanitz, founder and CEO of Fabst Wines, a platform democratising market access for winemakers and offering education tools for consumers, kicked off the series in July. The second event featured Elizabeth Ludborza, COO and co-founder of KAVEAT, a legal software platform, helping content creators, influencers and models to unpack and highlight the legal implications of a contract.

In August, guests gathered to hear Alberto Noronha, CEO and co-founder of NIUM, a biotech whose gut-on-a-chip device enables it to analyse the metabolic impact of foods, and Matias Mäenpää from Videobot, a chatbot communicating with users via video.



BESSEN WESSEN'S INTEGRATION CARD GAME



ACTIVITY:
Interactive educational card game.

YEAR OF ESTABLISHMENT IN LUXEMBOURG: 2023

FOUNDERS:
Cherine Nothum, Julia Elgarrach, Emma Pardaens, Kim Lanners, Lynn Hauptert, Mathieu Vercauteren, Véronique Olinger, Vicky Noben and Yanis Aboumaada.

A team of nine students from Lycée Aline Mayrisch has developed an inclusive and interactive educational card game that allows users to have fun while learning interesting facts about Luxembourg.

"Bessen Wessen is an interactive educational card game about the country's monuments, celebrities, traditions and language. Our team created this mini-enterprise in 2022 in order to simplify integration," explains team member Emma Pardaens.

The 52-card game, which retails at 12.95 euros, can be played over three levels. The team, which has already sold over 1,000 games, was selected as best mini enterprise of the year Luxembourg in 2023 and represented Luxembourg at the Gen-E conference in Istanbul in July. For competition, they created a European version of the game. The hard work paid off: a jury awarded Bessen Wessen the Goodyear Brand Excellence Award. Team leader Kim Lanners won the Alumni Leadership Award in recognition of her leadership skills.

■ Watch the pitch in The Elevator series on www.siliconluxembourg.lu



FIND ALL THE LATEST NEWS ON:

■ www.siliconluxembourg.lu

Starting Blocks

Pointing to the upswing in the Luxembourg entrepreneurial scene, Starting Blocks presents startups from a range of sectors. In this edition, we're highlighting two startups that are hosted by the Luxembourg-City Incubator (LCI), which was launched by the Chamber of Commerce in partnership with the City of Luxembourg to support innovative startups. Here's what the founders have to say about their work in the world!



Making green hydrogen from waste

Pitch your startup!

Boson Energy develops technology and projects to transform otherwise non-recyclable waste into local, clean, and carbon negative Hydrogen; H₂-powered fast charging; green methanol; and circular construction material – while also delivering green CO₂ and rest heat to vertical farming facilities.

Why Luxembourg?

Our founder Jan Grimbrandt already lived in Luxembourg and also liked the accessible, pro-business, and pro-sustainability ministry of the Economy.

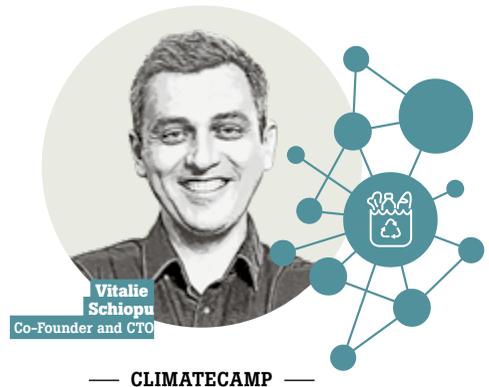
What is the next step?

We are currently developing our first flagship carbon negative 'port solution' in Sweden. The 'first 'city solution' will be in either Sweden or Poland. We are also developing projects in Israel and India.

What change do you hope to create in the world?

We want the world to integrate the fact that waste is actually the only democratic and fair source of energy on the planet – and a key to circularity and decarbonisation. Exploitable amounts of sun, wind, hydro, and fossils; are unevenly distributed across the world, creating a lot of tension. Waste however, we all have – and the non-recyclable waste in any given city is enough to go zero-emission for all local commercial traffic (taxis, buses, delivery trucks). —

■ More info: www.bosonenergy.com



Helping Food & Beverage industry to become net-zero

Pitch your startup!

ClimateCamp is a climate-tech solution offering the most collaborative sustainability platform for businesses to work on shared emissions, shared targets and shared action plans, focusing on the Food & Beverages value chain. We make their corporate and product environmental footprints visible, equipping them with data-driven insights to reduce their footprints, make informed procurement decisions and implement sustainable practices.

Why Luxembourg?

ClimateCamp is a BeLux firm from inception, with founders based in both Luxembourg and Belgium. Our mission & values align perfectly with Luxembourg's commitment to sustainability and supporting businesses move to sustainable models. This strategic location also allows us to expand our reach across Europe, leveraging the start-up-friendly environment and government incentives...

What is the next step?

Continue building customer relationships to grow our traction & shape the product.

What change do you hope to create in the world?

Reshape the way businesses act on their supply chain environmental impacts. We aspire to stimulate a domino effect and make the eco-conscious supply chains the norm, helping turn the tide in the actions against climate change, one supply chain at a time. —

■ More info: <https://climatecamp.io/>

regie.lu

Des solutions digitales adaptées à vos besoins.



Luxemburger Wort 

virgule,

LUXEMBOURG TIMES

 **contacto**

 **wortimmo.lu**
LES SPÉCIALISTES DE L'IMMOBILIER

Regie.lu vous propose une large panoplie de solutions digitales déployées sur des sites d'information de référence au Luxembourg pour vous garantir créativité et efficacité.



Success Story

Henri Reding

Country Head Luxembourg,
ArcelorMittal



L'acier à l'orée d'une nouvelle ère

TEXTE Catherine Moisy
PHOTOS Emmanuel Claude / Focalize

Dans l'inconscient collectif, la sidérurgie, industrie lourde par excellence, est encore très souvent associée à l'image des hauts fourneaux, au bruit, à la poussière et à la pollution. Or, cette industrie est en train d'opérer une mue à même de la rendre plus vertueuse. Chez ArcelorMittal, d'importants investissements sont annoncés et même parfois déjà enclenchés, et de nombreux chercheurs se consacrent à l'exploration de technologies nouvelles permettant de réduire drastiquement l'empreinte environnementale de l'entreprise. Pour nous en parler et aborder bien d'autres sujets, Merkur a rencontré Henri Reding, nommé Country Head Luxembourg en avril dernier et qui connaît particulièrement bien l'industrie sidérurgique pour y être actif depuis plus de 30 ans.

————— Tout le monde au Luxembourg croit connaître ArcelorMittal. L'entreprise fait partie du patrimoine industriel du pays depuis (presque) toujours. Cependant, pouvez-vous nous rappeler quelles sont ses activités sur le sol national ?

ArcelorMittal représente à elle seule le secteur sidérurgique national. Si, par le passé, il existait plusieurs sociétés de tailles variées, aujourd'hui, notre groupe les ayant absorbées progressivement, nous sommes le seul acteur encore en activité. Sur le sol luxembourgeois, nous produisons 2 millions de tonnes d'acier brut par an, dans deux aciéries situées à Differdange et à Belval. Cet acier alimente quatre laminoirs. Celui de Differdange produit les plus grosses poutrelles du monde utilisées notamment pour construire des fondations de bâtiments ou des buildings de très grande hauteur, à Rodange, nous fabriquons différents types de rails que nous sommes capables de produire par petits lots de quelques centaines de tonnes et à Belval, nous avons deux laminoirs, l'un qui est le leader mondial de la production de palplanches et l'autre qui est spécialisé sur des poutrelles de tailles moyennes. Enfin, nous avons une tréfilerie à Bissen, qui produit du fil de clôtures, de vignes et des fibres pour renforcer le béton. Outre ces sites de production, Luxembourg accueille également le siège mondial du groupe ArcelorMittal à Luxembourg-ville, le siège européen des produits longs à Esch-sur-Alzette - qui abrite également un centre de R&D mondial pour ces mêmes produits -, un atelier mécanique, un centre logistique et la Sotel, filiale d'approvisionnement en énergie de nos installations industrielles. Enfin, notre Fondation ArcelorMittal Luxembourg soutient, entre autres, des projets de recherche menés avec l'Université du Luxembourg

« Nous devons accorder plus d'importance aux aspects humains et préparer un leadership moderne pour demain. »

et le List. Au total, ArcelorMittal emploie 3.500 personnes au Luxembourg dont 2.000 sur les sites de production et 1.500 dans des fonctions administratives, auxquelles il faut rajouter environ 3.500 personnes qui travaillent chez nos sous-traitants des services externalisés, comme la maintenance.

Qui sont les clients d'ArcelorMittal Luxembourg ?

Tout d'abord, en termes géographiques, il faut faire la distinction entre deux types de produits. Pour les produits standards (certaines poutrelles par exemple), que nous ne sommes pas les seuls à fabriquer et pour lesquels la concurrence est intense, nous livrons essentiellement la Grande Région car cela n'aurait pas de sens de grever leur prix avec des coûts de transport importants. En revanche, pour les produits sur lesquels nous sommes leaders ou les produits de niche pour lesquels les clients sont prêts à payer plus cher car ces produits sont plus rares, nous livrons le monde entier grâce à notre réseau de vente mondial. Il s'agit par exemple des palplanches, de rails pour ponts roulants ou de poutrelles de grande taille. Ces produits de niche se retrouvent notamment dans des constructions emblématiques, notamment en Amérique du Nord, au Moyen-Orient, en Asie, etc. Ces produits quittent nos sites de production luxembourgeois en train pour rejoindre les grands ports européens, surtout Anvers.

En termes de types de clients, cela dépend une nouvelle fois du type de produits. Les palplanches sont vendues la plupart du temps au secteur de la construction en direct. Les rails sont distribués à des sociétés spécialisées dans leur pose et les produits standards sont vendus à des stockistes (grossistes en acier) qui achètent des quantités importantes et revendent au détail.

Quels sont les facteurs clés de succès dans votre industrie ?

La qualité et la fiabilité des produits viennent en tout premier lieu. C'est pourquoi nous investissons beaucoup dans la recherche visant à améliorer nos produits et nos process. Il faut être conscient que certains aciers que nous vendons aujourd'hui n'existaient pas il y a 10 ou 15 ans ! Tout de suite après, il faut citer la capacité à maîtriser les coûts pour garantir la compétitivité. La qualité des produits et des services représente un coût qu'il faut rentabiliser en jouant sur les volumes vendus et cela n'est possible qu'à un prix compétitif, acceptable pour les clients. Il faut donc en permanence rechercher le bon équilibre entre les coûts et les



prix de vente. Cela représente parfois un exercice compliqué car nous sommes tributaires de l'évolution des cours des matières premières et nous sommes soumis à certains coûts de mise en conformité avec les lois environnementales qui ne s'appliquent pas forcément à nos concurrents situés hors d'Europe.

Quels sont les principaux défis auxquels vous faites face ?

Là encore, je vais évoquer les coûts. Pour sécuriser la production, nous avons en permanence un stock de matières premières correspondant à un mois de fabrication. Cela représente un capital considérable et une avance de trésorerie très importante en attendant que les produits correspondants arrivent dans le réseau de vente. Or, les cours des matières premières sont volatils et nous ne pouvons pas adapter nos prix de vente aussi rapidement. Les cycles d'achat et de vente sont décalés dans le temps et il faut en permanence « jongler » entre le coût de nos matières premières (charbon, minerai, mitraille) et le prix de vente à fixer en fonction de la situation concurrentielle du moment. Les



03



04



01. 02. Le site d'ArcelorMittal Differdange fabrique des poutrelles Jumbo et des aciers à haute performance qui jouissent d'une réputation mondiale en matière d'utilisation dans les immeubles de grande hauteur.

03. 04. Le site de Rodange est spécialisé dans la production de rails de différents profils et dans celle de cornières utilisées notamment pour la construction de pylônes électriques.

«La qualité des produits et des services représente un coût qu'il faut rentabiliser en jouant sur les volumes vendus et cela n'est possible qu'à un prix compétitif, acceptable pour les clients.»

erreurs de gestion sur ces opérations peuvent être fatales à une industrie comme la nôtre. C'est pourquoi nos équipes d'achats et de vente travaillent en étroite collaboration.

Un autre défi est lié à la concurrence et à la fluctuation des marchés. L'une des forces d'ArcelorMittal est d'être présent à la fois sur des marchés de masse et des marchés de niche qui en principe maintiennent leur attractivité même en période de crise. C'est l'un des atouts indéniables des sites luxembourgeois qui produisent essentiellement des produits haut de gamme à forte valeur ajoutée.

Au-delà de ces aspects économiques et de «saine gestion», il y a aussi la fiabilité de nos installations, et notre capacité à les exploiter de façon optimisée. Et puis bien sûr, le changement climatique, les enjeux géopolitiques qui impactent les conditions du commerce mondial, sont de sacrés challenges ! Enfin, avec ma casquette de directeur Santé Sécurité Europe Produits longs, je rajouterai que la sécurité est un défi permanent qui nécessite une vigilance et des efforts continus pour enseigner aux personnels à faire les

gestes les plus sûrs et non pas ceux qui permettent de gagner un peu de temps, au détriment de la sécurité. Il faut responsabiliser les équipes à tous les niveaux hiérarchiques. En tant qu'ex-directeur d'usine, je connais bien ce sujet et je peux donc en parler aux équipes en toute connaissance de cause.

En résumé, pour rester un leader sur notre secteur, nous devons conjuguer la qualité de nos produits et le service rendu à nos clients, des coûts compétitifs et le travail en sécurité de nos salariés et cotraitants. Ces différents aspects de notre activité forment un tout indissociable.

Comme vous l'évoquiez, l'évolution du contexte géopolitique peut avoir des conséquences rapides et importantes sur vos affaires. Comment cette dimension est-elle gérée ?

L'acier est un matériau qui a une dimension géopolitique par essence. Il sert à fabriquer des infrastructures telles que des bâtiments, des équipements de production d'énergie, de mobilité, de défense... Tous ces éléments sont en lien avec la souveraineté des pays.

D'un point de vue géographique, ArcelorMittal est plutôt implanté dans des zones stables politiquement (Europe, Amérique du Nord) à l'exception récente de l'Ukraine malheureusement. Partout où nous sommes implantés, nous entretenons de bonnes relations avec les États. Dans de nombreux pays, nous nous engageons fortement aux côtés des communautés locales en investissant par exemple dans l'éducation, la culture, la santé... Cela crée un lien fort avec nos parties prenantes. Nous ne sommes pas à l'abri des crises pour autant mais nous avons plusieurs leviers d'action. La maîtrise de nos coûts est l'une de nos meilleures armes pour passer les crises - la réduction de notre dette nette ces dernières années était un enjeu important pour le Groupe. Ensuite, nous agissons également en faisant défendre nos positions au niveau européen par Eurofer, une fédération qui représente l'industrie sidérurgique européenne, pour la mise en place de règles aboutissant à un *level playing field* équilibré et équitable pour tous les acteurs du secteur de l'acier. L'Europe a aidé l'acier européen par exemple lorsque Donald Trump

05. 06. Les fours électriques, qui remplacent les hauts fourneaux dans les aciéries, sont alimentés par de la mitraille, c'est-à-dire des fragments de divers métaux de récupération.

07. 08. La santé et la sécurité des salariés figurent au top des priorités de l'entreprise.

Ainsi, le port de casques, bouchons d'oreilles, lunettes, chaussures de sécurité, gants et vêtements de protection est obligatoire dans toutes les usines. Les consignes sont répétées dans les locaux grâce à une signalisation imagée.

«L'acier est recyclable à 100% et à l'infini, sans perte de propriétés.»



a décidé de taxer les importations à 25% et qu'il est devenu très difficile de vendre notre acier aux États-Unis. Certaines mesures ont été décidées au niveau européen en réponse à celles imposées par l'Administration Trump, ce qui nous a aidés. Dans ces situations, être un acteur d'un certain poids est un avantage indéniable car nous sommes écoutés.

Les questions géopolitiques sont stratégiques pour ArcelorMittal. À l'avenir, nous devons sécuriser nos approvisionnements en matières premières et sources d'énergie. Cela peut se faire au travers de partenariats, contrats commerciaux, voire rachat d'acteurs. Nous avons aussi créé le «XCarb® fund» doté de 100 millions d'euros pour parrainer des entreprises innovantes en vue de développer des solutions dans les domaines de l'énergie.

Parmi les ambitions d'ArcelorMittal on trouve «devenir un groupe sidérurgique du futur» et «produire de l'acier responsable». Que cela signifie-t-il concrètement ?

Au niveau européen, ArcelorMittal a pour objectif de réduire de 35% ses émissions de CO₂ d'ici 2030 (par rapport à 2018) et d'être neutre en carbone en 2050. Au Luxembourg, nous produisons déjà l'acier à partir de fragments de divers métaux de récupération appelés mitraille. Cet acier affiche un bilan carbone 4 fois moindre que l'acier traditionnel. Cela a été rendu possible en stoppant il y a déjà plus de 25 ans l'activité des hauts fourneaux qui nécessitaient de brûler de grosses quantités de charbon pour transformer le minerai de fer. Nous les avons remplacés par des fours électriques dans lesquels la mitraille est fondue par un arc électrique qui la traverse. Cette technologie est beaucoup plus vertueuse. Quand en plus l'énergie utilisée dans ces fours est une énergie renouvelable, l'acier produit affiche un niveau d'émissions de CO₂ de 300 kg par tonne d'acier

produite contre 2,2 à 2,4 tonnes de CO₂ par tonne d'acier produite via la voie hauts fourneaux classique, soit un niveau 7 fois moindre. Ceci est pour la partie environnementale, mais quand nous parlons de responsabilité, nous pensons aussi à l'ensemble de nos parties prenantes et à leurs attentes. Nous sommes transparents sur nos process et nos développements; nous prenons soin de la santé et de la sécurité de nos salariés; nous entretenons un dialogue ouvert et transparent avec les représentants du personnel et les syndicats pour cogérer les périodes plus difficiles. Enfin, nous considérons aussi comme partie prenante les villes du sud du pays où nous sommes implantés historiquement depuis des décennies. Nous y investissons pour réduire au maximum les nuisances engendrées par nos activités (bruit, pollutions...), qui ne sont plus acceptées, à la fois parce que la sensibilité sur ces sujets s'est fortement développée, et aussi parce que le tissu urbain, autrefois éloigné de nos sites industriels construits il y a plus de 100 ans en rase campagne, s'est fortement rapproché de nos installations de production. Nous avons la volonté de gérer ces aspects de façon proactive.

Votre carrière est assez exemplaire des opportunités que peut offrir un grand groupe industriel. La mobilité et la progression interne sont-elles des souhaits forts de la direction ?

La mobilité interne fait partie des avantages qu'un grand groupe multinational peut offrir. Cela dit, des parcours comme le mien, très diversifiés, restent un peu exceptionnels. J'ai démarré en tant qu'ingénieur de maintenance tout de suite après mon stage de fin d'études. Puis j'ai travaillé pendant 5 ans dans un laminoir qui produisait des ronds à béton. J'ai ensuite intégré le département des ventes pour ces mêmes produits et d'autres produits de niche,

pour l'Europe entière, ce qui m'a fait beaucoup voyager. Puis je suis retourné à la production. Avec mon expérience de 15 ans dans la vente, j'ai pu relancer le site de Rodange qui était menacé de fermeture et j'ai restauré la confiance des clients. Nous y avons développé 17 profils de rails à gorge pour tramways, en quelques années seulement! Enfin, ces dernières années, j'ai accédé à des postes transversaux de support, d'abord en étant *Sustainability officer* pour nos trois sites de production, puis en prenant la responsabilité de la santé et de la sécurité au niveau européen pour les produits longs et enfin en acceptant le poste de *Country Head* pour le Luxembourg. Cumuler ainsi des expériences en maintenance, production, vente et fonction support est assez rare mais c'est un énorme avantage et ArcelorMittal souhaite multiplier ce type de parcours, en fonction des intérêts et des appétences de chacun. Entre la diversité géographique et la diversité des tâches, il y a vraiment moyen de faire de belles carrières chez ArcelorMittal, notamment pour les profils d'ingénieurs.

Alors justement, comment convaincre les jeunes ingénieurs (et éventuellement les militants écologistes) de l'intérêt de l'acier pour un avenir plus durable ?

L'acier représente une véritable solution pour la transition écologique. Il est recyclable à 100% et à l'infini, sans perte de propriétés. C'est pour cela que nous promovons les constructions à base d'acier, comme ce sera le cas pour notre futur siège mondial au Kirchberg. Si on ne se tourne pas vers ces solutions, on consommera toujours plus de béton qui ne présente pas un bilan très positif sur le plan écologique car sa fabrication nécessite une grande quantité d'eau et de sable, et une noria de camions pour acheminer ces ressources sur les chantiers! L'acier est



également le matériau de base pour construire des infrastructures de production d'énergie renouvelable (les éoliennes par exemple) et on conçoit également un acier de plus en plus léger, ce qui permet de réduire le poids des véhicules électriques. L'acier est donc un matériau d'avenir qui est, de surcroît, complètement circulaire.

Pour de jeunes ingénieurs, la perspective de participer à la révolution technologique d'un secteur stratégique tel que la sidérurgie est un challenge passionnant. La décarbonation est un enjeu existentiel pour l'industrie de l'acier en Europe. Peu d'industries sont ainsi à un tournant crucial de leur histoire. Les jeunes qui intégreront notre industrie auront véritablement la possibilité d'être des *game changers*.

Dans quels domaines allez-vous encore pousser l'éco-innovation ?

Nous alimentons nos fours électriques avec de la mitraille mais lorsque celle-ci vient à manquer – au niveau mondial, il n'y a à l'heure actuelle pas suffisamment de mitraille pour répondre à la demande d'acier –, nous utilisons des pellets, de fer. Aujourd'hui, pour fabriquer ces pellets nous «réduisons» le minerai de fer (extraction de l'oxygène) à l'aide de gaz naturel. Notre objectif est de remplacer l'agent réducteur, le gaz, par de l'hydrogène «vert», produit par électrolyse à base d'électricité renouvelable. Cette technologie existe mais doit être éprouvée à échelle industrielle; en outre, les infrastructures d'acheminement de l'hydrogène sont encore insuffisantes. Une nouvelle technologie, l'électrolyse à basse température du minerai

de fer, permet de court-circuiter la production d'hydrogène et d'utiliser directement l'énergie électrique pour produire les pellets de fer hors du minerai. Cette technologie n'en est, en revanche, qu'au stade expérimental.

Nous faisons également beaucoup de recherches pour réduire notre consommation d'énergie. Par exemple, nous traquons les fuites de chaleur dans nos process de production, pour les transformer en énergie utilisable. Ces recherches font l'objet d'un partenariat avec le List qui a développé un logiciel spécifiquement dédié à cette problématique.

Pour conclure, quelles sont vos ambitions pour ArcelorMittal Luxembourg ?

Je voudrais surtout insister sur deux choses. La première est la nécessité d'intégrer les standards les plus exigeants en matière de production d'un acier «responsable», au sens des critères ESG, dans toutes nos actions et décisions au quotidien. Je ne veux pas que ce soit quelque chose qui vient se greffer en plus dans notre organisation mais que cela imprègne véritablement nos façons de faire. Le top management est convaincu, cela doit maintenant infuser dans toutes les strates hiérarchiques, sur tous nos sites. Cela revient à intégrer d'autres critères que des critères purement financiers dans nos arbitrages et cela signifie aussi d'avoir sans cesse à l'esprit les attentes de nos parties prenantes.

Et cela m'amène à la deuxième chose que je voulais dire pour conclure. La qualité de nos produits et de nos services, ainsi que la sécurité au travail sont liés à l'engagement de

nos collaborateurs. Cet engagement est une vitrine pour de futurs candidats. D'où mon souhait d'instaurer un bon leadership à tous les niveaux. Nous avons un peu trop misé sur les connaissances purement techniques par le passé. Maintenant, nous devons accorder plus d'importance aux aspects humains et préparer un *leadership* moderne pour demain. Cela passera par la formation et par la transformation de notre culture interne. Nous allons aussi donner plus d'importance à l'inclusion et à la diversité. Tout le monde ne fonctionne pas de la même manière et nous devons tenir compte de cette diversité de fonctionnement dans notre management pour laisser chacun fonctionner de sa meilleure façon. À l'arrivée, c'est toute l'entreprise qui sera gagnante! —

«La décarbonation est un enjeu existentiel pour l'industrie de l'acier en Europe.»



Plus d'informations:

<https://luxembourg.arcelormittal.com/home/language/FR>

Retrouvez l'ensemble des articles Success Story en scannant le QR Code.

Success Story

Patrick Marth et Rudy Kech

Co-CEO, Brunata-Metrona

« Notre activité est au cœur de la transition énergétique. »



Décomptes et des comptes

TEXTE Catherine Moisy

PHOTOS Emmanuel Claude / Focalize et Brunata-Metrona (08)

En juin dernier, la société Brunata-Metrona faisait partie des exposants du salon ReSmart, salon luxembourgeois des technologies au service de l'immobilier, qui tenait sa deuxième édition à l'hôtel Parc Alvisse. PME ayant un peu plus de 40 ans d'existence, Brunata-Metrona fait partie de ces pépites nationales discrètes, qui effectuent chaque jour un travail précieux et qui gagnent à être découvertes. En cette période de prise de conscience de la nécessité absolue de mieux gérer toutes les ressources et notamment l'eau, l'énergie et les déchets, les mesures et décomptes précis des consommations, effectués grâce aux outils et solutions innovants de Brunata-Metrona prennent tout leur sens. Merkur a rencontré ses Co-CEO, Patrick Marth, qui a repris l'entreprise créée par son père René en 1980 et Rudy Kech, arrivé il y a un peu moins d'un an pour le seconder, à un moment où le potentiel de croissance de l'entreprise ne fait que se confirmer. L'interview a eu lieu le 1^{er} août, veille du jour du dépassement, comme un rappel de l'urgence à mieux maîtriser nos consommations quelles qu'elles soient...

Quelle est l'origine de la société ?

Patrick Marth : La société a été fondée en 1980 par mon père René Marth. À l'époque la société allemande Brunata-Metrona, qui fabrique et distribue des compteurs qui mesurent la consommation d'eau et d'électricité, cherchait un partenaire pour développer le marché luxembourgeois et mon père, qui avait le souhait d'exercer une activité indépendante, s'est lancé dans l'aventure entrepreneuriale, avec ma mère. Ce n'était pas simple car l'habitat collectif était peu développé au Luxembourg à l'époque et le fait de suivre ses consommations à l'aide de compteurs était peu répandu. De ce point de vue, l'Allemagne était en avance car la mesure et le décompte des consommations étaient devenus obligatoires dès les années 1970, dans l'optique de réaliser des économies d'énergie. La conscience environnementale est venue plus tard.

En 1999, vous avez rejoint vous-même l'entreprise familiale. Était-ce une évidence pour vous ?

P.M. : Je venais de terminer mes études. Mon père et moi nous sommes posés la question de l'avenir de l'entreprise. Nous avons fait le constat que les résidences à

« Traditionnellement,
notre branche est assez méconnue
et cachée car elle se situe dans
les coulisses d'un bâtiment. »

appartements se multipliaient, que le potentiel de développement était garanti pour bien des années et que nous ne serions pas trop de deux à la tête de l'entreprise pour mener à bien ses futures évolutions. C'est ainsi que j'ai fait mon entrée dans la société. Et pas seulement moi. C'est une époque où nous avons beaucoup embauché.

En 2013, nous étions 15 à 20 personnes et il est devenu évident que nous devions déménager dans des locaux adéquats pour notre croissance. Nous avons pris la décision de construire un bâtiment sur mesure pour notre activité, avec une partie bureaux et une partie entrepôt/atelier. Nous avons voulu adopter les normes les plus strictes en matière de passeport énergétique avec un bâtiment triple A, ce qui était encore très précurseur à l'époque, mais était naturel pour nous car notre activité est au cœur de la transition énergétique. Nous avons travaillé sur tous les aspects : éclairage, isolation, ventilation...

Quelles ont été les étapes suivantes du développement de l'entreprise ?

P.M. : Le marché du logement collectif s'est beaucoup développé. Aujourd'hui, deux tiers des logements du pays sont des appartements. La demande est donc en pleine croissance. Pour y répondre, Brunata-Metrona a grandi et nos effectifs sont montés à 40 personnes. En 2019, quand mon père a souhaité lever le pied, j'ai pris la direction de l'entreprise. Peu après, j'ai fait la connaissance de Rudy, qui nous a rejoint en octobre 2022.

Rudy Kech : Nous avons été mis en contact par des amis communs et nous nous sommes rendu compte que nous partagions les mêmes valeurs et convictions, avec des compétences complémentaires. Patrick connaît tout l'historique de l'entreprise. Il a contribué à construire son réseau et sa vision. Pour ma part j'apporte des compétences organisationnelles qui sont utiles pour accompagner une croissance rapide.

Je suis également expert des certifications ISO et je porte la notion de service pour que le client soit au cœur de nos décisions. Le métier de l'entreprise est en train d'évoluer de la distribution de produits vers la proposition de services grâce à l'exploitation des données générées par ces produits. Cela va obligatoirement entraîner des changements dans nos façons de travailler.

P.M. : Au démarrage de l'entreprise, les décomptes d'électricité, chauffage et eau, étaient annuels. Aujourd'hui, nous pouvons mesurer toutes ces consommations quasi en temps réel. Grâce aux données collectées, nous pouvons aller très loin dans les conseils pour optimiser la consommation d'énergie. Nous avons des ingénieurs environnementaux dans les équipes. Ainsi, les décomptes de charges de copropriétés restent notre *core business* mais maintenant nous les accompagnons d'une panoplie de services. Par exemple, nous pouvons mesurer la consommation de zones spécifiques du bâtiment comme une rampe d'accès, un hall d'entrée, une piscine... détecter des anomalies de consommation et faire des recommandations très ciblées qui peuvent faire économiser jusqu'à 30% d'énergie. Les données collectées ont également une dimension pédagogique car elles font prendre conscience aux occupants d'immeuble de leur empreinte environnementale et de leur capacité à agir dessus en changeant certains de leurs comportements.

Au salon ReSmart de juin dernier, vous avez présenté plusieurs solutions innovantes. Qu'est-ce qui guide vos innovations ?

R.K. : Nos équipes connaissent très bien nos clients. Nous partons de leurs problématiques spécifiques pour proposer des solutions sur mesure. C'est le moteur principal de nos innovations. En cours de conceptions, les idées et prototypes sont testés par les clients pour que nos équipes puissent recueillir leur avis et progresser en mode





01

« agile ». Par ailleurs, notre propre entreprise sert de laboratoire car nous développons des solutions pour nous-mêmes que nous proposons ensuite au marché. Ce fut le cas pour la problématique des déchets. Nous poussons le tri très loin et nous souhaitons mesurer et réduire encore la quantité de nos déchets résiduels (*ceux qui ne peuvent pas être recyclés, ndr*). C'est cela qui nous a donné l'idée de concevoir une poubelle connectée. Nous l'avons testée nous-mêmes avant de la proposer. Aujourd'hui, nous nous intéressons de près à la mesure de consommation d'énergie liée à l'électromobilité. Nous allons tester des solutions pour notre propre parc de véhicules. Ainsi, nous transformons nos idées en produits et services de qualité.

P.M. : Cet esprit d'innovation, de curiosité, a toujours été dans mon ADN et avant moi, dans celui de mon père. Nous nous demandons toujours comment il est possible de faire mieux. La période est propice

à l'innovation grâce aux aides instaurées par le Gouvernement pour soutenir les PME dans cette voie. À plusieurs reprises nous avons introduit des dossiers dans le cadre des *SME packages* conçus pour aider les PME à innover dans les domaines service, digital et *sustainability*.

Trouvez-vous facilement les ingénieurs et techniciens dont vous avez besoin pour ces innovations et pour vous développer ?

R.K. : La demande des clients est croissante et nous nous développons rapidement à un moment où les recrutements deviennent difficiles. Les candidats sont très courtisés et les choses vont très vite. Nous nous adaptons en raccourcissant nos processus de recrutement et parfois en diminuant nos exigences, quitte à proposer ensuite des formations. Parfois, nous allons aussi chercher des compétences en externes en nouant des partenariats avec d'autres entreprises. Pour la modélisation de

01. 02. 03. Le bâtiment de Brunata-Metrona, construit sur la zone d'activité économique de Kehlen a été conçu sur mesure pour les besoins de l'entreprise, avec une partie bureaux pour les services administratifs et une partie entrepôt. Le bâtiment sert également de laboratoire pour des solutions de gestion des ressources. Il va bientôt produire sa propre électricité, avec l'objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2025.



04. 05. 06. Les compteurs de Brunata-Metrona sont intelligents, ils permettent une mesure précise de la consommation d'eau et de chauffage des usagers.

la troisième génération de notre poubelle connectée par exemple, nous avons fait appel aux ingénieurs de la société Berl, qui ont une expérience incomparable dans le travail du métal, ce qui nous permet de proposer un produit robuste et durable. Berl est une société comparable à la nôtre, familiale, produisant au Luxembourg et ayant la certification de la SuperDrecksKëscht (SDK). Nous partageons également les mêmes valeurs.

Comment faites-vous connaître vos solutions ?

P.M. : Nos clients sont des promoteurs immobiliers ou des syndicats de copropriétés. Jusqu'à présent les contacts se nouaient de manière directe grâce à notre réseau de commerciaux. Cette année, nous avons participé au nouveau salon ReSmart et ce fut une très belle opportunité. Nous y avons présenté toutes les possibilités offertes par nos compteurs, les applications mobiles qui

les accompagnent, la vision globale qu'ils permettent d'avoir sur un bâtiment... et bien sûr notre poubelle connectée. Nous avons été très satisfaits de cette expérience que nous renouvellerons sûrement à l'avenir.

Par ailleurs, nous accroissons notre présence sur les réseaux sociaux LinkedIn et Facebook pour moderniser notre communication et être plus proches de nos utilisateurs et nous avons pris la décision de faire davantage de relations presse. Traditionnellement, notre branche est assez méconnue et cachée car elle se situe dans les coulisses d'un bâtiment. La période est idéale pour booster notre notoriété car les enjeux de la mesure des consommations d'énergie deviennent évidents et cela rend notre activité plus intéressante pour un public plus large. Une visibilité accrue sera aussi très importante à l'avenir pour attirer des talents.

Comment est la concurrence dans votre secteur ?

R.K. : Il y a trois acteurs majeurs sur le marché. Brunata-Metrona fait partie de ce top trois. Certaines sociétés de domotique proposent aussi des solutions de mesure de consommation d'énergie mais ce n'est pas leur cœur de métier. En tant qu'acteur local, notre atout est avant tout la flexibilité. Nous pouvons vraiment adapter nos produits aux besoins des clients.

P.M. : Nous avons la chance de bénéficier d'une grande autonomie par rapport à notre maison mère allemande. Nous leur achetons le matériel mais pour le reste, nous sommes maîtres de toutes nos décisions sur les prix, les investissements, les services que nous proposons...

Vous avez lancé E-trash, votre poubelle connectée en 2016. Est-ce que le marché était prêt pour cette innovation ?

P.M. : Il est vrai que ce produit était assez précurseur. C'est seulement l'année dernière que le décompte des déchets par habitant est devenu obligatoire pour les logements collectifs disposant de containers communs. Cette législation luxembourgeoise est une première en Europe.

R.K. : Les déchets résiduels sont ceux qui restent après que tous les autres, valorisables, ont été triés. Le Luxembourg est un des pays les plus producteurs de ces déchets résiduels qu'il faut absolument réduire. Certains pays d'Asie, gros producteurs également, avaient trouvé la solution en faisant payer les gens selon le poids de leurs déchets, avec des résultats très convaincants. Le Luxembourg suit donc cet exemple pour conscientiser ses habitants. Petit à petit, de véritables contrôles seront mis en place.

Comment la poubelle E-trash fonctionne-t-elle ?

R.K. : Chaque habitant d'un logement collectif reçoit une carte magnétique qui permet d'ouvrir la poubelle. Les déchets déposés sont pesés et attribués au compte de la personne. Chacun est donc crédité de ses propres déchets et cela établit une équité entre tous les habitants d'un immeuble, surtout quand il y a de grosses disparités entre eux. Prenons l'exemple d'une profession libérale ou d'un commerce installé au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation. Ces professionnels produisent souvent beaucoup plus de déchets que les ménages occupant l'immeuble. Sans système de mesure, c'est l'ensemble de la copropriété qui supporte ces charges.

P.M. : La poubelle connectée n'est pas là pour embêter ou sanctionner les gens mais pour les inciter à trier davantage et plus efficacement leurs déchets. Car si l'on trie correctement, la quantité de déchets résiduels baisse drastiquement. Dès l'installation d'un système de *tracking*, on constate une baisse qui peut aller jusqu'à diviser par trois le poids des déchets. Du côté, en un an ou deux, le coût de cet équipement peut

« La poubelle connectée n'est pas là pour embêter ou sanctionner les gens mais pour les inciter à trier davantage et plus efficacement leurs déchets. »

07. La nouvelle poubelle E-trash a été mise au point en partenariat avec l'entreprise BERL, spécialisée dans le travail du métal. Sa fabrication industrialisée permet la production de volumes importants et d'envisager l'exportation.

08. Le tiers des voitures de société de Brunata-Metrona sont électriques. Convertir à l'électrique le parc des camionnettes est la prochaine étape.



Plus généralement quels sont les défis auxquels vous faites face ?

R.K. : Il y a principalement le défi de la sécurité des données que nous prenons très au sérieux. Les données que nous récoltons sont anonymisées et entièrement protégées. Nous respectons le RGPD et nous sommes dans un processus d'amélioration continue à ce sujet. Pour encore plus de sécurité, nous sommes en train de migrer tout notre système d'information dans des data center TIER IV, les plus sécurisés au monde. La cybersécurité est l'un de nos arguments de vente. Nous allons continuer à investir dans ce domaine.

P.M. : Les prix actuels de l'énergie constituent un autre défi mais comme nous sommes peu consommateurs car nous investissons depuis des années pour améliorer notre sobriété énergétique, le choc est relativement indolore pour nous.

Quels sont vos perspectives pour l'avenir et vos nouveaux projets ?

P.M. : Comme nous l'avons dit, nous sommes plutôt confiants dans l'avenir. Notre potentiel de croissance est très important. Notre prochain marché sera celui de l'électromobilité, là aussi dans une logique de décompte de consommations et d'analyses fines. Dans ce cadre, nous pouvons proposer des services adaptés aux flottes professionnelles. À l'heure actuelle, un tiers de notre parc automobile est déjà passé à l'électrique. Nous allons nous servir de notre propre cas comme laboratoire pour tester des choses. Nous serons ainsi les meilleurs ambassadeurs de nos solutions. C'est un vrai motif de fierté pour nos salariés et cela peut nous permettre d'attirer des candidats. —

«Les données sont devenues stratégiques dans bien des domaines et en particulier dans la gestion des ressources.»

être amorti. C'est un véritable *game changer* pour l'environnement car plus personne n'a intérêt à ne pas bien trier ses déchets.

Autre innovation, en 2018 vous avez lancé un portail pour les syndicats de copropriétés.

P.M. : Oui et nous n'avons pas fait que cela. Nous avons aussi entièrement digitalisé notre relation commerciale avec eux. Il n'y a ainsi quasiment plus de papier qui circulent entre nous. Nous faisons de la pédagogie pour passer au «sans papier», autre façon de réduire les déchets, car certains sont demandeurs, d'autres plus conservateurs. Nous avons aussi introduit la signature électronique juste avant la crise Covid, soit juste au bon moment pour garantir la continuité de nos activités de façon dématérialisée.

Votre activité est très liée au marché de l'immobilier. Celui-ci étant en crise actuellement, est-ce que cela vous impacte ?

P.M. : Cela nous impacte car le nombre de nouvelles résidences en chantier a tendance à se réduire. Mais nous compensons en offrant de nouveaux produits et services qui nous ouvrent de nouveaux marchés. De plus, les compteurs ont une durée de vie moyenne de 10 ans ; il faut donc régulièrement les remplacer pour qu'ils continuent à mesurer correctement et cela assure un volume d'affaires prévisible.

R.K. : Nos contrats ont également une durée de 10 ans, alignée sur celle des compteurs. Nous avons donc une bonne prévisibilité sur le long terme. Et le potentiel de nos nouveaux produits est très prometteur, comme celui de la poubelle E-trash qui est très important grâce à la nouvelle législation.

P.M. : Les données sont devenues stratégiques dans bien des domaines et en particulier dans la gestion des ressources. Nous ne sommes donc pas inquiets pour notre avenir. C'est pour cela que nous nous concentrons sur la qualité de nos produits et sur un processus d'innovation permanent.

R.K. : Chaque crise est porteuse d'opportunité. La conscience écologique est née d'une crise. Nous avons eu la chance d'arriver très tôt sur ce marché avec des solutions. Nous allons continuer dans cette voie.



Plus d'informations :

- <https://brunata.lu/fr/home/>
- <https://www.e-trash.lu/>

Retrouvez l'ensemble des articles Success Story en scannant le QR Code.

Meet our Members



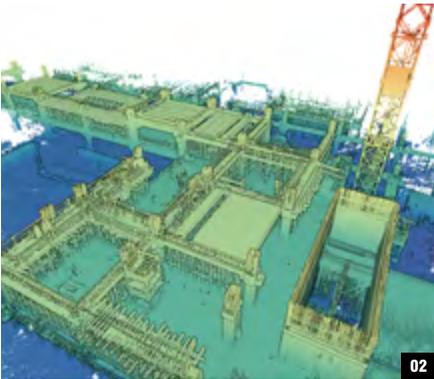
— SPACE TIME —

Voyage dans l'espace-temps

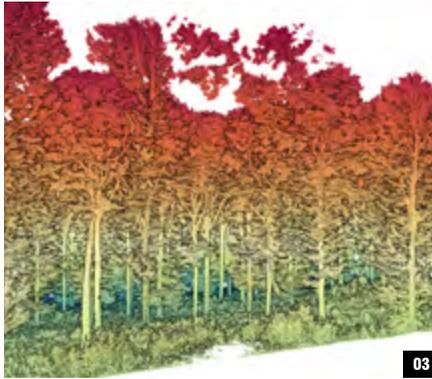
TEXTE Corinne Briault

PHOTOS Space Time et Corinne Briault (01,02,06)

Créée en 2019, l'entreprise Space Time développe des technologies visant à capturer, sécuriser, analyser et partager des données sur différents sites tels que les bâtiments existants et les chantiers de construction, les mines, les forêts ou les infrastructures routières. Traitées et analysées, ces données peuvent être triées et ordonnées pour mettre en évidence des informations précédemment invisibles ou non disponibles. Traduites en maquettes numériques, elles dressent un espace en trois dimensions auquel est ajoutée la dimension temporelle. Il devient alors possible d'utiliser ces informations collectées dans la gestion des bâtiments, au niveau de la phase chantier, puis de celle de l'exploitation et aussi, de celle de la déconstruction. Tout peut être suivi dans le temps grâce à l'utilisation de drones et de chiens-robots par Space Time. Ces drones et chiens-robots scannent l'espace avec des lasers pour collecter toutes les informations nécessaires sur la géométrie de l'espace, selon les instructions du pilote à distance. Réduisant les coûts et les risques liés à l'exploitation complexe de certaines zones, les robots sont également plus rapides et plus efficaces que les humains. Interview avec Shahriar Agaajani, fondateur. (Visite du 19 juillet 2023).



02



03



04



05



06

01. Georgia Kossmann, International Affairs advisor, Chambre de Commerce; Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce; Shahriar Agaajani, fondateur de Space Time et Edith Stein, senior International Affairs advisor, Chambre de Commerce.

02. 03. 04. 05. 06. Grâce à des chiens-robots et des drones qui scannent l'espace avec des lasers, Space Time peut collecter toutes les informations nécessaires sur la géométrie de l'espace, selon les instructions du pilote à distance sur des sites tels que les bâtiments existants et les chantiers de construction, les mines, les forêts ou les infrastructures routières.

Votre plus grande réussite ?

À ce jour, notre plus grande réussite a été de convaincre notre partenaire SOLUDEC-ASARS d'utiliser notre technologie *real as-built* sur son chantier MANHATTAN à Belval, qui comprend la numérisation de 1,5 million de mètres carrés dans les délais impartis. Aussi, nous sommes très fiers d'être sollicités par l'Inspection du travail et des mines, pour effectuer la cartographie et le monitoring de la stabilité des mines au Luxembourg.

Un échec marquant ?

Nous avons commencé notre activité dans le domaine de l'immobilier en raison d'un réel besoin. Cependant, ce domaine n'était pas prêt à accueillir notre technologie avant-gardiste. Malheureusement, nous n'avons pas pu obtenir les nombreuses commandes que nous espérions. Néanmoins, ces échecs nous ont permis de nous adapter et d'innover davantage. Ainsi, nous avons réussi à trouver de nouvelles sources de revenus dans d'autres domaines tels que les mines, les forêts et la sécurité.

Des projets à venir ?

Nous avons actuellement d'importants projets qui se profilent dans les secteurs forestier et minier, à la fois au niveau national et international. Pour l'heure, en raison de l'arrêt quasi

total de la construction, nos projets dans ce domaine sont en *stand-by*. Nous avons également de belles collaborations à venir avec le LIST et le SNT.

Selon vous, qu'est-ce qui vous différencie de la concurrence ?

Nous avons obtenu un brevet sur notre technologie de visualisation de données en 4 dimensions au niveau européen et le dépôt à l'échelle mondiale est en cours. De plus, trois autres brevets sont en cours de validation. Nous avons également réussi à robotiser et automatiser la collecte de données, ce qui nous positionne de manière unique sur notre segment!

Quelle est votre vision de l'entrepreneuriat ? Un modèle ?

Être entrepreneur offre la possibilité de réaliser ses propres idées et de contribuer à l'économie. Cela implique de créer et de gérer sa propre entreprise. J'ai eu la chance d'avoir un père entrepreneur qui m'a appris l'importance du leadership, de la gestion et de la prise de décision. Être entrepreneur demande beaucoup de travail, de dévouement et de persévérance. En fin de compte, être entrepreneur peut être gratifiant et enrichissant sur le plan personnel et professionnel. Elon Musk est mon modèle car il parvient à concrétiser

des idées apparemment impossibles, même lorsque personne ne croit en lui.

Un conseil à donner à un entrepreneur en herbe ?

Il est crucial de persévérer et de tout mettre en œuvre pour concrétiser ses idées, malgré les conseils souvent décourageants des « experts ». Garder son projet confidentiel jusqu'à son lancement est préférable. Il est également essentiel de comprendre l'importance des sacrifices dans la vie d'entrepreneur. Ils exigent souvent des renoncements personnels et des compromis, mais ils sont indispensables pour progresser et réussir. Bien que difficiles, ils sont la clé du succès.

Quelles difficultés rencontrez-vous actuellement ? Comment les surmonter ?

La première phase de notre activité était axée principalement sur le secteur immobilier. Nous avons actuellement un grand nombre de commandes en attente et nos frais ne sont pas couverts. La situation est d'autant plus difficile que nous ne savons pas quand elle va s'améliorer. Afin de diversifier nos sources de revenus, nous avons étendu nos activités aux mines, à la sécurité et aux forêts. De plus, nous devons procéder à des augmentations de capital pour financer nos projets. —

Meet our People



«**Passionné par l'entrepreneuriat**»

Philippe Linster

Philippe a rejoint la Chambre de Commerce en juin 2017, pour intégrer une toute nouvelle initiative, la Investor Care Platform à la House of Entrepreneurship. En janvier 2020, il a pris la direction de la House of Startups.

Un mot pour vous définir ?
Stratège !

D'où venez-vous ?

Je suis très fier de venir d'Esch-sur-Alzette ! Je parle toujours avec l'accent du sud !

Ce qui vous a le plus marqué durant l'année écoulée ?

D'un point de vue professionnel, les très belles levées de fonds pour des startups nationales. Nous sommes fiers de faire partie de cet écosystème. D'un point de vue privé, j'ai pu arbitrer pour la 1^{re} fois des matches de la ligue des championnes féminine au handball.

Votre meilleur souvenir professionnel ?

Quand Tom Baumert, ancien directeur Entrepreneurship, m'a approché en 2019 pour me proposer le poste de directeur de la House of Startups alors que je n'avais pas 30 ans.



Pourquoi faites-vous ce métier ?

Je suis passionné par l'entrepreneuriat, par les nouveaux développements technologiques et j'aime collaborer avec une équipe motivée et dynamique. Mon métier est la parfaite combinaison de ces 3 éléments.

Le meilleur conseil que l'on vous a donné ?

Je n'ai pas un conseil spécifique mais je me suis entouré de mentors que je peux appeler si besoin. J'en ai rencontré de nouveaux sans perdre les anciens.

Votre dernière recherche sur internet ?

Souvent ChatGPT ! Sinon... *chess.com* pour une partie d'échecs en ligne ou lire les nouvelles des tournois en cours.

Un mot pour vous définir ?
Créative.

D'où venez-vous ?

Je suis née et j'ai grandi au Luxembourg. Mes études supérieures m'ont permis pendant quelques années de faire une halte du côté de Liège.

Ce qui vous a le plus marquée durant l'année écoulée ?

Le DJ Set de Michaël Canitrot du haut des Hauts Fourneaux à Belval... Beau mélange entre histoire et modernité.

Votre meilleur souvenir professionnel ?

L'étroite collaboration à mes débuts avec les membres des commis-

sions d'examens. Cette entrée en matière sur le terrain m'a permis d'apprendre une multitude de choses sur l'apprentissage et sur les spécificités de chaque domaine.

Pourquoi faites-vous ce métier ?

Pour sa diversité et parce que les différents projets me donnent l'occasion de continuer à apprendre de nouvelles choses.

Le meilleur conseil que l'on vous a donné ?

De me faire confiance.

Votre dernière recherche sur internet ?

Road trip entre amis en Jordanie.



Marilène Neto

Marilène a intégré le Département de la formation professionnelle initiale de la Chambre de Commerce en septembre 2006. Elle occupe aujourd'hui un poste au Service clients de ce même département.

«**Continuer à apprendre de nouvelles choses**»

Ioana Pop

Ioana est économiste. Elle est arrivée le 1^{er} février 2023 à la Fondation IDEA.



«**Comprendre comment fonctionne l'économie d'un pays**»

Un mot pour vous définir ?
Optimiste.

D'où venez-vous ?

Je suis née à Bucarest où j'ai habité jusqu'à mes 10 ans, puis j'ai grandi en Martinique et à Strasbourg. Je suis française et roumaine.

Ce qui vous a le plus marqué durant l'année écoulée ?

Mon déménagement au Luxembourg qui marque un nouveau départ dans ma vie.

Votre meilleur souvenir professionnel ?

Ma première conférence de presse avec la Fondation IDEA.

Pourquoi faites-vous ce métier ?

Comprendre comment fonctionne l'économie d'un pays, d'une région ou du monde entier, afin d'identifier les enjeux actuels et aider à trouver des solutions pour améliorer les conditions économiques et sociales.

Le meilleur conseil que l'on vous a donné ?

Lire, et toujours savoir défendre ce qu'on dit et ce qu'on écrit.

Votre dernière recherche sur internet ?

Trouver des stages d'aïkido.

Trouvez du neuf dans la vieille ville

Grund

Neuf



wortimmo.lu

100% IMMO. 100% LOCAL.



Luxembourg Rising

— ARCHITECTOUR.LU —

Luxembourg, Tour Minett I

PHOTOS Guy Jallay / Valentiny hvp architects (Luxembourg Learning Center); Jim Clemes (Gare Belval Université); BFF...Sarl (Naos)

Grâce à une collaboration avec l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI), Merkur se penche désormais à chaque édition sur un circuit proposé par le guide Architectour (architectour.lu) dont la quatrième édition est parue. L'ouvrage propose de découvrir l'architecture, l'ingénierie et l'urbanisme contemporains du pays au travers de projets remarquables, visionnaires ou emblématiques qui sont autant de restaurants, commerces, hôtels, lieux publics, résidences privées, ... réalisés sur le territoire luxembourgeois. Le but étant de présenter toute la vitalité du secteur et de mettre en lumière la qualité des conceptions et du bâti au Luxembourg. Dans ce numéro, présentation non exhaustive de quelques lieux à visiter sur le Tour Minett I.



10

★ House of Biohealth

2015-2021

Architecte(s) Atelier d'Architecture Dariusz Pawlowski SARL, B+ Architectes SARL

Adresse 29-27, rue Henri Koch / Z.I. Ehlerange L-4354 Esch-sur-Alzette

Visite en extérieur autorisée / Intérieur sur demande

Complexe unique en son genre de trois bâtiments de bureaux et de laboratoires pour les entreprises et les startups opérant dans le domaine des biotechnologies. La façade est inspirée par l'enregistrement numérique du code ADN.



17

★ Gare Belval-Université

2010

Architecte(s) Jim Clemes Associates SA

Ingénieur(s) conseil(s)
Milestone, Consulting Engineers SARL
Betic Ingénieurs-Conseils
Jean Schmit Engineering SARL

Adresse 350, route de Belval L-4042 Esch-sur-Alzette

Visite en accès libre

Le bâtiment évoque une chenille suspendue. Les coussins d'air translucides du toit règlent la luminosité à l'intérieur en absorbant ou évacuant l'air et s'éclairent en différentes couleurs quand il fait noir.



20

★ NAOS

2017-2019

Architecte(s) BFF... SARL

Ingénieur(s) conseil(s)
Milestone, Consulting Engineers SARL
Felgen & Associés Engineering SA

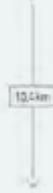
Adresse 13, boulevard du Jazz L-4370 Belvaux

Visite en extérieur uniquement

L'édifice, qui bénéficie d'une situation isolée et privilégiée face au parc, exploite les coins arrondis et la transparence pour mieux se démarquer. Des façades translucides soulignent cette signalisation urbaine, de jour comme de nuit.

ARCHITECTOUR - TOUR MINETT I
À VOIR

- 01 02 03 04 Esch-sur-Alzette
- 05 06 07 08 Lallange
- 09 10 11 12 Belval
- 13 14 15 16 17 18 Belvaux
- 19 Sanem



★ **Luxembourg Learning Centre**

2018

Architecte(s) Valentiny hvp architects SARL

Ingénieur(s) conseil(s)

RMC Consulting SARL
B+G Bollinger-Grohmann Ingenieure

Adresse 7, Ënnert den Héichiewen
L-4362 Esch-Belval

Visite en extérieur autorisée / Intérieur selon les heures d'ouverture

Un des objectifs majeurs du projet de la bibliothèque universitaire était de créer, dans un volume rigide prédéfini par les éléments de charpente industrielle, un lieu ouvert et accueillant dans l'esprit d'un *Learning Centre*.



■ **Plus d'informations :**

- 📄 www.architectour.lu
- 📄 www.oai.lu

In the Spotlight





01

Go International Day: Expand your Horizons!

PHOTOS Michel Zavagno / Agence Blitz

For Luxembourg companies interested in venturing abroad, the Luxembourg Chamber of Commerce organised its first flagship event, Go International Day. With numerous partners, the Chamber of Commerce showcased the whole palette of services that it can offer to Luxembourg companies, while focusing on opportunities, challenges, latest trends in international business, and highlighting international *know-how*. Practical workshops, tailored Business2Advisors meetings and stands featuring services were on the agenda. The importance of international trade for the Luxembourg economy was underlined by the presence of H.R.H. the Hereditary Grand Duke and Franz Fayot, Minister of the Economy. The message of the event was clear: no matter whether your company is small, medium-sized or large, there are numerous opportunities for doing business in the closer region and in faraway markets. The Chamber of Commerce together with its partners aims to support as many Luxembourg companies as possible in venturing abroad while guiding them and *opening doors* in various countries.



04



05



09

01. Cindy Tereba, director International Affairs Luxembourg Chamber of Commerce; Franz Fayot, minister of Economy; H.R.H. the Hereditary Grand Duke; Carlo Thelen, director general Luxembourg Chamber of Commerce.

02.-09. The minister (03) highlighted in his speech, the framework put in place by the ministry to support Luxembourgish companies in venturing abroad, such as the Business Partnership Facility and the Luxembourg Trade Offices abroad. With the four Trade Attachés of the Chamber of Commerce, this Trade and Invest Network across the globe is gathering 16 advisors, ready to support Luxembourgish companies to succeed internationally.

As Carlo Thelen (02) pointed out in his opening remarks: "Today's event is specifically dedicated to the T in "Luxembourg Trade and Invest", the TRADE activity. The level of involvement of colleagues from the Luxembourg Ministry of the Economy and their

Network of Luxembourg Trade Officers abroad, the Ministry of Foreign and European Affairs, as well as the European Commission, LuxInnovation, LuxDev, Office du Ducroire, the Cluster for Logistics and our own House of Entrepreneurship and House of Sustainability is just amazing".

Testimonials from G-Core Labs, B-Medical Systems, LSC Engineering Group and the public Export Credit Agency - ODL gave concrete tips and ideas on when and how to prepare for such markets.

Luxembourg companies participated in the personalised Business2Advisors matchmaking meetings with advisors from the Chamber of Commerce and Luxembourg Trade and Invest Offices abroad, as well as with experts of the Enterprise Europe Network, the Luxembourg Export Credit Agency - ODL, the Office for Export, Import and Transit Controls - OCEIT, the Customs Authority and the House of Entrepreneurship.

— 04-06 JUILLET 2023 —

Un franc succès pour le Forum International Francophone de l'Évaluation

L'édition 2023 du Forum International Francophone de l'Évaluation a réuni plus de 300 experts, professionnels et acteurs clés du domaine de l'évaluation issus du monde francophone du 4 au 6 juillet 2023 à la Chambre de Commerce. L'occasion de discuter du rôle du numérique dans la progression de l'institutionnalisation de l'évaluation. Organisée conjointement par la Société Luxembourgeoise d'Évaluation et de Prospective (SOLEP) et le Réseau Francophone de l'Évaluation avec le soutien du ministère des Affaires étrangères et européennes et de la Chambre de Commerce de Luxembourg, l'événement a contribué à renforcer les liens entre les acteurs du domaine, favorisant ainsi une collaboration continue pour promouvoir une évaluation de qualité, transparente et pertinente dans la région.

PHOTOS Charly Petit



01



02



03



04

01. 02. Des panels de discussion ont abordé l'impact du numérique sur les parlements et les associations nationales d'évaluation, l'utilisation des technologies dans l'évaluation des objectifs de développement durable ainsi que l'intégration du numérique dans les pratiques d'évaluation des professionnels. Les intervenants ont présenté des études de cas, des exemples concrets et des outils technologiques qui ont démontré comment le numérique pouvait améliorer la collecte, l'analyse et la communication des données, renforçant ainsi la pertinence et l'efficacité des évaluations.

03. (De g. à dr.) Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce ; Franz Fayot, ministre de l'Économie et Jeff Weitzel, président de la SOLEP.

04. (De g. à dr.) Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce ; Thaddée Yossa, président du RFE et Franz Fayot, ministre de l'Économie.

— 29 – 30 JUNE 2023 —

Time for change at ICT Spring

With over 4000 *Springers* attending the two days, the largest Tech Conference of the Greater Region, ICT Spring, had a record-breaking year. Bringing professionals and experts from all over the world together, the event offered a unique moment of sharing and networking! Under the theme *Time For Change*, ICT Spring 2023 showcased a remarkable lineup of conferences, side-events, and an expansive exhibition area. Over 130 companies - including Tech industry giants - participated alongside national and international key players, solidifying its reputation as a must-attend global Tech conference. As a strategic partner, Luxembourg Chamber of Commerce reinforced its presence even more at the event this year. The "Group Chamber of Commerce" stand showcased all its entities including the House of Entrepreneurship, the House of Startups, the House of Training, the House of Sustainability, the Luxembourg City Incubator, Keyjob & HEC Liege Luxembourg.

PHOTOS Chamber of Commerce, Michel Zavagno / Agence Blitz



02



03



04



01



05



06

01. 02. 03. 04. 05. 06. The Chamber of Commerce's stand highlighted the services offered to support its members in their entire entrepreneurial lifecycle including starting up, digital transformation, internationalization, upskilling or reskilling with its panopoly of training services, or sustainability with the creation of its new House of Sustainability (01). During the event, Carlo Thelen, CEO – director general of the Luxembourg Chamber of Commerce, continued the tradition of addressing the participants during the Official Talk session (02). In order to reinforce an international presence at the ICT Spring, the partners of the Luxembourg Trade & Invest, encompassing the ministry of Economy (04), the Luxembourg Chamber of Commerce and Luxinnovation came together this year to create a common offer for the international delegations. The 15 delegations that came from all corners of the world explored a rich pre-programme that was devised to showcase the best of Luxembourg (03). Networking and matchmaking are also important facets of trade fair like ICT Spring. Hence the programme was enriched with 2 days of matchmaking with the Go International Business Meetings @ ICT Spring to encourage the international companies to explore collaborations with Luxembourg ones (05). The international dimension was complemented by a strong cross border focus of the Greater Region. A meeting of the Council of the Chambers of Commerce and Industry of the Greater Region was organized with the Directors of the different CClis (06).

— 29 JUIN 2023 —

Réforme de l'arbitrage au Luxembourg : décryptage des changements majeurs

Le Luxembourg Arbitration Center de la Chambre de Commerce, le Think Tank pour l'arbitrage à Luxembourg et l'Association Luxembourgeoise d'Arbitrage ont coorganisé une conférence dédiée à la nouvelle législation nationale en matière d'arbitrage, un mode alternatif de résolution des litiges particulièrement adapté aux besoins du commerce international. Cet évènement a permis de rassembler autour des principaux auteurs des travaux préliminaires ayant conduit à la nouvelle loi, un large public composé de professionnels du droit et d'entreprises afin de discuter des nouveautés proposées par cette nouvelle loi, permettant désormais de situer le pays comme une place d'arbitrage moderne et compétitive.

PHOTOS Michel Zavagno / Agence Blitz



01

01. (De g. à dr.) Anne-Sophie Theissen (secrétaire général du Centre d'Arbitrage de la Chambre de Commerce du Luxembourg), Thierry Hoscheit (conseiller à la Cour de Cassation), Séverine Menétréy (professeure à l'Université du Luxembourg, et Présidente du Think Tank pour l'Arbitrage), Patrick Kinsch (avocat à la Cour, Wurth, Kinsch, Olinger et professeur honoraire à l'Université du Luxembourg), Nicolina Bordian (legal advisor, Centre d'Arbitrage de la Chambre de Commerce du Luxembourg), Gilles Cuniberti (professeur à l'Université du Luxembourg), Antoine Laniez, (avocat à la Cour, NautaDutilh Avocats Luxembourg), Denis Philippe (avocat à la Cour, Philippe & Partners et professeur à l'Université Catholique de Louvain (UCL)) et André Prüm (professeur à l'Université du Luxembourg et président de l'Association Luxembourgeoise d'Arbitrage).



06



02



03



04



05

02. 03. 04. 05. 06. Après des mots de bienvenue de Séverine Menétréy et d'André Prüm, les nouvelles dispositions relatives à l'arbitrabilité des litiges et aux conventions d'arbitrage ont été introduites par Gilles Cuniberti. Un second panel, composé de Denis Philippe, Antoine Laniez, et Nicolina Bordian a ensuite présenté le déroulement étape par étape des procédures d'arbitrage ainsi que les possibilités d'intervention du juge d'appui. Le dernier panel, composé de Thierry Hoscheit et Patrick Kinsch, était quant à lui consacré à la sentence arbitrale et l'exécution de celle-ci.

La conférence a été clôturée par Michaël Sibilia (senior legal advisor, Centre d'Arbitrage de la Chambre de Commerce du Luxembourg) qui a insisté sur la nécessité d'utiliser les nouveaux outils proposés par la loi du 19 avril 2023 pour développer la pratique de l'arbitrage à Luxembourg.

— 28 JUIN 2023 —

Apprendre tout au long de la vie avec les outils de l'Intelligence Artificielle

Dans le cadre de l'année européenne des compétences, la Chambre de Commerce, en collaboration avec la House of Training et la Représentation permanente de la Commission européenne au Luxembourg, a organisé une conférence, suivie d'une table ronde sur les apprentissages face aux défis de l'Intelligence Artificielle (IA). Cet événement avait pour objectif de mettre en avant l'importance de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue, tout en abordant la question de savoir comment l'utilisation de cette nouvelle technologie peut accélérer, voire optimiser l'acquisition des compétences en entreprise. L'événement, qui a rassemblé des représentants institutionnels, des chefs d'entreprise, cadres dirigeants et responsables des ressources humaines, a également pu compter sur la présence virtuelle de Nicolas Schmit, commissaire à l'emploi et aux droits sociaux et d'Anne Calteux, représentante de la Commission européenne au Luxembourg, qui a prononcé le mot de clôture.

PHOTOS Laurent Antonelli / Agence Blitz



01. Pour discuter des possibilités et solutions concrètes en matière d'Intelligence Artificielle appliquée à la formation, le panel de la table ronde de la Chambre de Commerce a rassemblé Karin Scholtes, membre du comité de direction de la BIL et coprésidente de la House of Training, Isabelle Schlessler, directrice ADEM, Christoph Schommer, professeur associé en Intelligence Artificielle à l'Université du Luxembourg et Tahereh Pazouki, fondatrice et CEO de Magrid, programme pédagogique pour l'apprentissage des mathématiques.



02. La Chambre de Commerce est convaincue que la formation professionnelle continue constitue un fil rouge pour relever ces défis et rester à la fois agile et attractif. « *Tout en amenant de nouveaux talents à s'implanter au Luxembourg, il est aussi essentiel de bien former les personnes qui sont déjà en poste, pour les aider à monter en compétences ou à se reconvertir* » a expliqué Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce.

03. 04. 05. 06. Pour aborder ce sujet, la Chambre de Commerce avait invité Albert Moukheiber (03), docteur en neurosciences cognitives et psychologue clinicien. Il a partagé son expertise sur le fonctionnement du cerveau et les biais cognitifs. Nicolas Schmit (04) et Anne Calteux (05) ont également participé à l'événement.

— 21 JUIN 2023 —

De nouvelles entreprises labellisées *Made in Luxembourg*

Au mois de juin dernier, la Chambre de Commerce a accueilli la cérémonie de remise du label *Made in Luxembourg*, en présence du ministre des Classes moyennes et du Tourisme, Lex Delles, du directeur général de la Chambre de Commerce, Carlo Thelen et du directeur de la Chambre des Métiers, Tom Wirion. 90 entreprises luxembourgeoises ont reçu, ces 6 derniers mois, le label *Made in Luxembourg* et à ce jour, plus de 1.750 entreprises sont porteuses de ce label. Pour être labellisée, une entreprise doit justifier d'une production de bien, ou d'un ancrage de ses services au Luxembourg et exister depuis au moins 12 mois. Souhaitant mettre en avant l'importance de l'internationalisation pour les entreprises, la cérémonie a été l'occasion de rappeler que le label constitue un outil de promotion reconnu pour différencier les produits luxembourgeois sur les marchés étrangers.

PHOTOS Charly Petit



02. (De g. à dr.) Tom Wirion, directeur de la Chambre des Métiers; Lex Delles, ministre des Classes moyennes et du Tourisme et Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce.



01. 03. 04. 05. «Le label est un excellent moyen de mettre le savoir-faire des entreprises en vitrine», a constaté Carlo Thelen; un constat également partagé par le ministre Lex Delles qui a, en outre, souligné que «le consommateur se concentre de plus en plus sur l'identité et la durabilité».

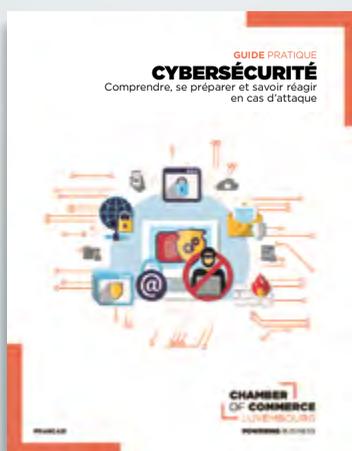
Durant la table ronde organisée à l'occasion de la cérémonie, les quatre entreprises invitées – Brasserie Nationale, CTI Systems, Hanin Glass et Probiotics Group – ont expliqué le rôle du label en tant qu'outil de promotion pour différencier leurs produits sur les marchés étrangers. À l'étranger, le *Made in Luxembourg* sur les produits est souvent perçu comme une exclusivité. Le Luxembourg dispose d'une bonne réputation. Un argument de plus devant inciter les entreprises à demander leur certification.

NOS GUIDES PRATIQUES PROPOSENT

- ✓ UN CONTENU STRUCTURÉ ET ILLUSTRÉ
- ✓ UNE DÉMARCHE PROGRESSIVE
- ✓ DES CONSEILS AVISÉS
- ✓ DES SOLUTIONS AUX DIFFICULTÉS ANTICIPÉES



NOUVEAU



Pour plus d'informations, consultez notre rubrique « Publications » sous www.cc.lu

T.: (+352) 42 39 39 - 380 • 7, rue Alcide de Gasperi • L-2981 Luxembourg

SUIVEZ-NOUS : @CCLUXEMBOURG

CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

WWW.CC.LU

Index

A,B,C

[Aboummaad Yanis](#) **_83**
[ACF Group](#) **_10**
[Åerd Lab](#) **_50**
[Agaajani Shahriar](#) **_98**
 Agence pour le développement de l'emploi (Adem) **_36, 60**
[Airbnb](#) **_82**
[Alsego](#) **_38**
[Amsol](#) **_50**
[Annycent Capital](#) **_81**
[ANote Music](#) **_82**
[Aral Luxembourg](#) **_06**
[ArcelorMittal](#) **_24, 86**
[Arendt & Medernach](#) **_14**
[Ary Future Lab](#) **_80**
[Atelier d'Architecture Dariusz Pawlowski](#) **_102**
[Autopolis](#) **_07**
[Awka](#) **_14**
[B+ Architectes](#) **_102**
[B+G Bollinger-Grohmann Ingenieure](#) **_102**
[Baillie Sasha](#) **_40**
[Bakstuff](#) **_28**
[Baloise](#) **_20**
[Banque centrale du Luxembourg \(BCL\)](#) **_70**
[Banque Raiffeisen](#) **_24**
[Bausch François](#) **_36**
[BEangels](#) **_76**
[Begkain Katerina](#) **_80**
[Berl](#) **_92**
[Bersini Hugues](#) **_38**
[Betic Ingénieurs-Conseils](#) **_102**
[BFF...](#) **_102**
[BGL BNP Paribas](#) **_14, 24**
[Bianco Christophe](#) **_82**
[Bitzbel Couture](#) **_14**
[BlackRock](#) **_18**
[Boeing](#) **_06**
[Boson Energy](#) **_84**
[Bouvier Pascal](#) **_82**
[BPI Real Estate](#) **_20**
[Brunata-Metrona](#) **_92**
[Bundesagentur für Sprunginnovationen](#) **_44**
[Cactus](#) **_10, 14, 20**
[Camping im Park Beaufort](#) **_32**
[Caritas](#) **_08**
[Carrerouge](#) **_50**
[Catalyst Investment Management](#) **_81**
[CBA Architects](#) **_30**
[Centre des technologies de l'information de l'État \(CTIE\)](#) **_28**
[Centre International d'Intelligence Artificielle du Maroc](#) **_38**
[Ceratizit](#) **_22**
[Chambre de Commerce](#) **_26, 28, 30, 34, 36, 44, 56, 66, 98**
[Chambre des Métiers](#) **_26, 30, 44**
[Chef Adrien](#) **_27**
[Circu Li-ion's](#) **_82**
[CLdN group](#) **_18**
[CLE](#) **_20**
[Clervaux – Excellence Group](#) **_32**
[ClimateCamp](#) **_82, 84**
[Colas Rail](#) **_30**

[Commission de Surveillance du Secteur Financier \(CSSF\)](#) **_70**
[Commission européenne](#) **_26, 44, 64**
[Conseil national des finances publiques \(CNFP\)](#) **_62**
[Crédit Agricole Consumer Finance](#) **_07**
[Creos](#) **_76**
[Cycle Group](#) **_81**

D,E
F,G

[Damgé Stéphanie](#) **_36**
[Datacraft](#) **_38**
[DataThings](#) **_20, 76**
[Degroof Petercam](#) **_18**
[Delles Lex](#) **_30**
[Deloitte Luxembourg](#) **_22**
[Diego Luxembourg](#) **_08**
[Digiblock](#) **_42**
[Direction des Classes moyennes](#) **_30**
[Divizend](#) **_38**
[EcoTransfaire](#) **_50**
[École Privée Marie-Consolatrice](#) **_28**
[El Fallah Seghrouchni Amal](#) **_38**
[El Karoui Nicole](#) **_38**
[Elgarrach Julia](#) **_83**
[EmailTree AI](#) **_75**
[Encevo](#) **_08, 76**
[ENS École normale supérieure Paris-Saclay](#) **_38**
[Enterprise Europe Network Luxembourg](#) **_26**
[Ernster Fernand](#) **_30**
[Espera Productions](#) **_27**
[eSST](#) **_14**
[EURES Luxembourg](#) **_60**
[European Cybersecurity Competence Center \(ECCC\)](#) **_74**
[European Space Agency \(ESA\)](#) **_18, 74**
[Excellium Services](#) **_82**
[Expon Capital](#) **_40**
[Fabst Wines](#) **_83**
[Facebook](#) **_92**
[Fayot Franz](#) **_40**
[Fédération des artisans](#) **_30**
[Felgen & Associés Engineering](#) **_102**
[Fësch Haff](#) **_14**
[Filedgr](#) **_42**
[Film Fund](#) **_27**
[Finance Consulting Ltd](#) **_81**
[Finologee](#) **_82**
[Firis Luxembourg](#) **_10**
[Fisch Josy](#) **_32**
[flibco.com](#) **_22**
[Florentin Charles-Albert](#) **_48**
[Fondation Cancer](#) **_27**
[Fondation Idea](#) **_36**
[Fonds National de la Recherche \(FNR\)](#) **_36, 40, 44**
[FordStore Collé](#) **_07**
[Foyer](#) **_14**
[Fujitsu Luxembourg](#) **_06**
[Fundvis](#) **_82**
[Galeries Lafayette](#) **_80**
[Genot Philippe](#) **_52**
[Geprolux](#) **_76**
[GoNuggets](#) **_82**
[Gonzalez Michael](#) **_81**

H,I,J

[Goodyear](#) **_83**
[Green Getaway](#) **_28**
[Greenworlder](#) **_20, 80**
[Grimbrandt Jan](#) **_84**
[Gruffaz Samuel](#) **_38**
[Gulliver](#) **_42**
[Guichet.lu](#) **_28, 38**

[Hartree Partners](#) **_81**
[Hauptert Lynn](#) **_83**
[Hilali Isabelle](#) **_38**
[Horesca](#) **_30**
[House of Entrepreneurship](#) **_34, 36, 76**
[House of Startups](#) **_44, 52, 76**
[House of Sustainability](#) **_44, 47**
[House of Training](#) **_34**
[Hôtel Parc Alvisse](#) **_92**
[IBISA](#) **_81**
[Iddi Fix](#) **_06**
[ILNAS](#) **_28**
[IMS Luxembourg](#) **_82**
[In Extenso Belux](#) **_10**
[Indosuez Wealth Management Group](#) **_18**
[Infrachain asbl](#) **_42**
[Ingerop](#) **_30**
[Insane](#) **_28**
[Inspection du Travail et des Mines \(ITM\)](#) **_72**
[International Climate Finance Accelerator \(ICFA\)](#) **_76, 81**
[Jean Schmit Engineering](#) **_102**
[Ji Meng](#) **_80**
[Jim Clemes Associates](#) **_102**
[Jonk Entrepreneuren Luxembourg asbl](#) **_28, 36**
[Jude Radu](#) **_27**

K,L
M,N

[Karp Kneip](#) **_30**
[KAVEAT](#) **_83**
[Kavedon Kapital](#) **_82**
[Kech Rudy](#) **_92**
[Kempower](#) **_36**
[KEYM](#) **_81, 82**
[Klima-Agence](#) **_27**
[Kossmann Georgia](#) **_98**
[KPMG](#) **_36**
[Kravis Henry](#) **_81**
[Lackner Andreas \(Dr\)](#) **_22**
[LAGO](#) **_08**
[Lanners Kim](#) **_83**
[Latitude](#) **_06**
[LBAN](#) **_76**
[LeasePlan Luxembourg](#) **_07**
[Leasys](#) **_07**
[Leung Kaman](#) **_16**
[Lingua Custodia](#) **_70**
[LinkedIn](#) **_92**
[Loesch Anne-Marie](#) **_47**
[LU-CIX Asbl](#) **_06, 26**
[Luchetta Patrizia](#) **_82**

Ludborza Elizabete [83](#)
 Ludwig Jean-Michel [82](#)
 Luloop [50, 80](#)
 Luxair [06, 22](#)
 Luxcontrol [14](#)
 LuxDev [34](#)
 Luxembourg City Incubator [42](#)
 Luxembourg CleanTech Cluster [45, 48](#)
 Luxembourg Confederation [30](#)
 Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH) [42](#)
 Luxembourg for Finance (LFF) [60](#)
 Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) [42](#)
 Luxembourg Institute of Health (LIH) [20, 38, 40, 44](#)
 Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) [44, 86, 98](#)
 Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) [44](#)
 Luxembourg Open Innovation Club (LOIC) [44, 76](#)
 Luxembourg Space Agency (LSA) [18, 42](#)
 Luxembourg Wood Cluster [44](#)
 LUXHUB [24](#)
 LuxID GIE [10](#)
 Luxinnovation [26, 34, 40, 42, 44, 48, 50, 60, 76, 80, 82](#)
 LuxProvide [20, 42](#)
 Luxtram [30](#)
 Luxtrust [28](#)
 Lycée Aline Mayrisch [83](#)
 Lycée des Arts et Métiers [80](#)
 Lycée du Nord [28](#)
 Lycée Technique d'Ettelbruck [28](#)
 Lycée Technique du Centre [28](#)
 L'Essentiel [14](#)
 Maana Electric [18](#)
 Mapa [28](#)
 Marth Patrick [92](#)
 MBB [30](#)
 MDsim [82](#)
 Mellis [07](#)
 Metricsat [50](#)
 Meurisse Claude [24](#)
 Michels Alex [36](#)
 Michely Xavier [81](#)
 Microlux [14](#)
 Microsoft [81](#)
 MiddleGame Ventures [82](#)
 Milestone, Consulting Engineers [102](#)
 Minett Trail – Kabaisercher [32](#)
 Ministère de la Digitalisation [60](#)
 Ministère de la Santé [14](#)
 Ministère de l'Aménagement du territoire [68](#)
 Ministère de l'Économie [34, 40, 42, 44, 50, 60](#)
 Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse [60](#)
 Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche [60](#)
 Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable [44](#)
 Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du Territoire [40, 48, 68](#)
 Ministère des Affaires étrangères et européennes [34, 38, 60](#)
 Ministère des Finances [60](#)
 Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire [60](#)

Morea Casius [75](#)
 Mulheims Raoul [82](#)
 Musée de l'Ardoise Haut-Martelange [32](#)
 Myelin-H [82](#)
 MyGuichet [30, 40](#)
 Mäenpää Matias [83](#)
 Nations unies (ONU) [44, 64](#)
 Neobuild [44](#)
 Nexttmove [08](#)
 NFT. WEEL [42](#)
 NIUM [83](#)
 Noben Vicky [83](#)
 Noosphere Brand Strategy [06](#)
 Noronha Alberto [83](#)
 Nothum Chérine [83](#)
 nZero [81](#)

O, P
Q, R

Oberweis [10](#)
 Oberweis Tom [30](#)
 OCDE [60](#)
 Odysseus Space [82](#)
 Olinger Véronique [83](#)
 Orange Luxembourg [10](#)
 Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI) [102](#)
 Organisation Internationale de Normalisation (ISO) [92](#)
 OUR CHOICE [51](#)
 Pardaens Emma [83](#)
 Partech [81](#)
 Paul Thiltges Distributions [27](#)
 Paul Wurth Incub [76](#)
 Paul Wurth Luxembourg [76](#)
 Pegasus Tech Ventures [82](#)
 Philophon Studios [27](#)
 Piedmont Capital Investments Inc. [81](#)
 Plansee Group [22](#)
 Pleynet Jean-Baptiste [81](#)
 PM-International [22](#)
 POST Luxembourg [07, 10, 14, 24](#)
 Powerdale [08](#)
 PROFIL [60](#)
 Quintet Private Bank [18](#)
 Reichert Bill [82](#)
 Risch René [32](#)
 RMC Consulting [102](#)
 Rosselkhozbank [64](#)
 RTL [10](#)

S, T, U

Sagramola Sabrina [26](#)
 Sales Lentz [08](#)
 Saturne Technology [06](#)
 Schena Marzio [82](#)
 Schiopu Vitalie [84](#)
 Schroeder & Associés [52](#)
 Schroeder [30](#)
 Selfridges [80](#)
 Serenity Bali [14](#)

SGL [30](#)
 SMS Group [76](#)
 SnT [76, 98](#)
 Société Luxembourgeoise de l'Évaluation et de la Prospective (SOLEP) [66](#)
 Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA) [30](#)
 Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) [44](#)
 Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois – CFL [10, 44](#)
 Sodexo [08](#)
 Sogelife [14](#)
 SolarCleano [80](#)
 SOLUDEC-ASARS [98](#)
 Sorg Rolf [22](#)
 Sotel [86](#)
 Space Time [98](#)
 SpaceX [82](#)
 Spuerkeess [24](#)
 Stanitz Fabienne [83](#)
 Statistics Netherlands (CBS) [64](#)
 Stein Edith [98](#)
 Stellantis [07](#)
 SuperDrecksKëscht (SDK) [92](#)
 SustainCERT [81](#)
 SVX MX / SVX México [81](#)
 Swift [64](#)
 Syndicat d'initiatives Manternach [32](#)
 Technoport [42, 76](#)
 Terra Matters [50](#)
 Teseos Luxembourg [08](#)
 Testa Fabrice [82](#)
 Thiltges Paul [27](#)
 Tralux [30](#)
 Trump Donald [86](#)
 Tryolabs [44](#)
 Turmes Claude [36, 68](#)
 Twitter [82](#)
 UBS Moonwalker Minett [32](#)
 Ulrich Frédéricque [26](#)
 Unesco [38](#)
 Uniqlo [16](#)
 United Nations High Commissioner for Refugees [16](#)
 Université du Luxembourg [42, 60, 76, 86](#)
 Université libre de Bruxelles [38](#)
 Ury Cheryl [80](#)

V, W, X
Y, Z

Valentiny hvp architects [102](#)
 Van Mossel Automotive Group [07](#)
 Veezy [82](#)
 Vercauteren Mathieu [83](#)
 Verheugen Günter [26](#)
 Videobot [83](#)
 Volio [14](#)
 Warden Machinery [82](#)
 Welter Antoine [82](#)
 Westerlund Filip [51](#)
 Wiertz Sébastien [76](#)
 Wilmotte et Associés [24](#)
 Zatterstrom Heike Carl [84](#)
 Äerd Lab [50](#)

Impressum

Éditeur

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg

7, rue Alcide de Gasperi
L-2981 Luxembourg
E-mail: chamcom@cc.lu
ISSN: 2418-4136

Abonnements

Pour tout abonnement, merci
de vous rendre sur le site:
<http://www.cc.lu>

Formule standard

6 numéros / an
Membres de la Chambre
de Commerce: gratuit
Non-membres: 15 euros / an

Rédaction

Fondation IDEA

Affaires économiques,
Chambre de Commerce
Affaires internationales,
Chambre de Commerce
Avis et Affaires juridiques,
Chambre de Commerce
Silicon Luxembourg
Stéphane Etienne
Metty Steinmetz



Rédaction

Tél: (+352) 42 39 39 380
Fax: (+352) 43 83 26
E-mail: merkur@cc.lu
Internet: www.cc.lu

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg

7, rue Alcide de Gasperi
L-2981 Luxembourg

Directeur

Communication et Marketing

Patrick Ernzer — patrick.ernzer@cc.lu

Rédactrice en Chef

Corinne Briault — corinne.briault@cc.lu

Rédactrice en Chef adjointe

Catherine Moisy — catherine.moisy@cc.lu

Illustration de la couverture

Julie Wagener

Photographes

Laurent Antonelli
Emmanuel Claude
Pierre Guersing
Michel Zavagno
Charly Petit
Matthieu Freund Priacel / Primatt
Photography

Régie publicitaire

Regie.lu

31 rue de Hollerich
L-1741 Luxembourg
Tél: (+352) 4993 9000
E-mail: info@regie.lu
Internet: www.regie.lu

Communiqués de presse

merkur@cc.lu

Prochaine édition

16 novembre 2023

Direction Artistique et mise en page

lola.strategy&design

Tirage

30.000 exemplaires

regie.lu



Please Recycle

Finished reading this publication?
Archive it, pass it on or recycle it.



Les articles publiés et signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas forcément l'opinion de la Chambre de Commerce, qui ne peut donner aucune garantie expresse ou implicite sur l'exactitude, l'exhaustivité, la véracité, l'actualité, la pertinence ou la fiabilité des informations figurant dans le Merkur.

© Copyright 2020 - Chambre de Commerce, tous droits réservés. Toute reproduction totale ou partielle est interdite et la propriété exclusive de la Chambre de Commerce. Si vous souhaitez obtenir des droits d'utilisation du contenu/de reproduction, contactez Luxembourg Organisation For Reproduction Rights, Luxorr: www.lord.lu



PROS, LA FLEXIBILITÉ EST VOTRE QUOTIDIEN ? NOUS AUSSI

Nos conseillers se déplacent
chez vous pour vous proposer
un service au meilleur prix !

RDV SUR [TANGO.LU](https://tango.lu)
OU AU 27 777 377



Centrale téléphonique
à 9,90€/mois htva



Abonnements mobiles
pour l'international



Tango Fibre Bizz

tango))

(tango.lu)



Le patrimoine
d'un entrepreneur,
ça se structure et
ça se développe

Banque Internationale à Luxembourg SA, 69 route d'Esch, L-2953 Luxembourg, RCS Luxembourg B-6307(e-352) 4590-5000 • bil.com

Gestion de fortune pour particuliers et entrepreneurs



Entourez-vous d'experts des deux mondes pour profiter de solutions personnalisées de financement d'entreprise et de gestion de patrimoine.

www.bil.com/entrepreneur



WEALTH
MANAGEMENT